M—2792—31—6,00 FF

ISSN 0223—078 X

SPECIAL ETE

sans frontière

Numéro 31 — Numéro spécial été. 6,00 FF

Tunisie 4,40 DH—Tunisie 400 M.

REGULARISATION DE TOUS LES « SANS—PAPIERS » ?

sansfrontière

Siège social : 35 rue Stéphenson, 75018 Paris. Tél. 606 15 68

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78

Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.

Directeur de publication : Khali Hammoud.

C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire N 61715

Diffusion N.M.P.P.

Imprimerie Roto-Voltaire. 93 Montreuil.

Ont collaboré à ce numéro :

REDACTION :
Farid AICHOUNE
Saleha AMARA
Mejid AMMAR
Norredine ANSARI
ASLAK
KHADIDJA BACHIRI
Kamal BELARBI
Roby BOIS
Hassan BOUAKRA
Joel BOULARD
Saïd BOUZIRI
Peira CEIVA
Salah EL KORTOBI
Fatima
Franck ROUSSEL
Aziz GHOZZI
Touria GUESSOUS
Jean-Louis HURST
Henri KALA LOBE[
Maria KALA LOBE
Daniel LACERDA
Marie-Lourde
Feiza LAKDANI
Anne MORIQUAND
F. MORETTI
Nadia
NEIMA
Mohamed NEMMICHE
NOVELLA
Blaise N'DJEHOYA
Bertrand DELPECH
Mustapha SAAD
Leila SEBBAR
Mohamed SLIMANI
Sylvaine
Dalila ZOUAOUI
Abdelkader ZIBOUCHE

DESSINATEURS :
Last SIOU
POUB'S ; JOZ ; JAMAi

FABRICATION
Nidham ABDI
Pierre ARNOUX
Akli KABAILI
Mustapha MOHAMMEDI
Driss MOURAD
PACO

SERVICE ABONNEMENT
Noëlle TARTIER
NORA
Khalifa RIH
Farida ROUABAH

Notre triste histoire !

Monsieur le Directeur,

Par la présente, je viens vous exposer mon cas tragique, et le désir de voir paraître dans votre journal à la suite de l'emprisonnement de mon mari M. Mana Mohamed, né le 30 juin 1943 en Algérie, en France depuis 20 ans, qui me laisse seule sans travail et malade, avec deux enfants de 10 à 13 ans à charge.

Or, c'était mon mari qui faisait marcher la maison en travaillant honnêtement en qualité d'artisan peintre ayant sous sa direction deux ouvriers.

Je me retrouve avec une carte d'artisan à honorer, un loyer à payer, des enfants à nourrir, des frais de justice car à la suite d'un racket organisé par un ancien employé -durée de travail trois jours exactement chez mon mari- celui-ci accompagné de trois nord-africains un samedi matin à 7h. 30, se sont mis à sonner à notre domicile sous prétexte de voir mon mari. Ce dernier étant sur un lieu de travail, j'ai répondu que mon mari n'était pas là.

Vers neuf heures, ces personnes étant toujours là, je me suis inquiétée et j'ai fait appel à la police qui est venue contrôler leurs papiers sans plus. Celle-ci étant repartie, ils ont profité de l'ouverture du couloir pour pénétrer dans l'immeuble sonner, frapper la porte et me demander d'ouvrir. Or, par l'oeil de boeuf, j'ai pu voir qu'ils aviaent des couteaux, fijnalement, ils sont redescendus et moi j'ai appelé un taxi une heure après pour faire mes courses avec mes enfants et le même taxi m'a reconduite à la maison et a pu voir ces personnes attendant toujours en face de l'immeuble.

J'ai eu tout juste le temps de rentrer et de refermer la porte qu'un de ces messieurs m'a interpellée.

A partir de ce moment, cette atmosphère commença à devenir vraiment angoissante, étrange et pour le moins incompréhensible, surtout que par leurs paroles, je commençais à me rendre compte que j'avais à faire à des racketteurs tout simplement.

Vers six heures, ils sont partis, mon mari est rentré vers sept heures et nous a trouvés dans un état d'anxiété et de surmenage extrême, à bout de nerfs.

Mon mari a réussi à nous calmer et à nous demander de les décrire. Nous ne les connaissions pas apparemment. pas apparemment.

Le lendemain, le dimanche vers midi trente, notre fille va chercher le pain, ne sachant pas qu'ils étaient revenus et guettaient à nouveau.

Notre fille a pris peur et est restée à la boulangerie faisant envoyer sa camarade se trouvant là pour prévenir son père que les quatre hommes de samedi étaient là.

Voyant sa fille en danger, mon mari a pris peur pour elle qui était dehors toute seule, s'est habillé en vitesse et il m'a semblé le voir partir avec un chiffon blanc dans sa voiture.

De là arrivé au bout de la rue, il s'est trouvé face à face avec les quatre individus qui bloquaient le passage. Sans s'emporter et essayant de garder son sang froid, mon mari a ouvert la portière et leur a demandé d'expliquer les raisons et les causes de leur persécution. C'est alors que l'un d'eux a attrapé mon mari à la gorge lui laissant juste le temps de refermer la portière.

Affolé, il a attrapé la carabine et est sorti en tirant deux coups en l'air pour leur faire peur. Ils ont d'abord reculé mais l'un d'entre eux s'est approché avec la main dans la poche, se sentant menacé, il a tiré un coup au hasard en voulant réintégrer son véhicule.

Malheureusement, ce coup malheureux a blessé l'un des hommes, mon mari toujours affolé est revenu à la maison où, entre-temps, sa fille avait pu revenir.

Dès que j'ai vu rentrer mon mari, je suis descendue voir ce qui s'était passé et j'ai vu un homme étendu par terre qui ne bougeait pas et il y avait beaucoup de sang.

J'ai demandé à quelqu'un d'appeler la police et je suis rentrée à la maison calmer tout le monde et là nous avons décidé de mener les enfants en sécurité chez des amis où se trouvaient mes parents.

Entre-temps, la police est arrivée, a enfoncé la porte, j'ai été arrêtée, emmenée à l'Evêché avant même que je remonte chez moi et sans entrée en matière, quand ils ont su que mon mari était algérien, ils m'ont frappé et de 4 h. de l'après-midi à 6 h. du soir le lendemain, ils m'ont laissée sans boire, ni manger et sans nouvelle de ma famille. Mon mari ayant été arrêté sur le retour pour me rejoindre comme c'est mon beau-père qui le reconduisait il a été arrêté également et a té moigné.

Maintenant, tout est brisé, mon mari est en prison, sans aucun recours. Je suis plus que désemparée à vouloir attenter à mes jours et dans tout ça il y a mes deux enfants et mon mari qui parle d'en finir pour ne plus être en prison.

Tous ces évènements se sont déroulés trop vite, nous n'avons certainement pas dans cette histoire toutes les raisons mais un tel drame ne serait pas arrivé si ces quatre individus -dont un résidait sans aucun papier officiel et faisant l'objet d'une expulsion de territoire avec casier judiciaire chargé, port d'arme blanche, et un autre sans passeport, ni carte de résidence -raison pour laquelle, il ne pouvait être employé officiellement par mon mari- ne seraient venus troubler la paix d'un ménage honnête et uni.

Aussi, nous vous aurions gré de bien vouloir publier notre triste histoire dans votre jnournal en espérant que cela puisse aider à sa demande de liberté provisoire qui jusque là a été refusée.

Madame Mana Marie
Marseille

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de bien vouloir vous demander votre aide pour la cause de notre père au nom de ma petite soeur Myriam et moi même Frédéric. Depuis 14 mois notre père a été emprisonné *nous avons la preuve de son innocence c'est en courant au secour de ma petite soeur qu'il c'est trouve en cas de légitime defence en face de quatre hommes individues armee de couteaux* se trouvant menacé il dut se servire de sa carabien, *cela a commence le samedi vers les 7h30 du matin quatre hommes sont venu sonne à la porte sous prétexte de voir notre père nous leurs avons dit qu'il n'était pas la plusieurs heures passerent ils ne s'était pas deplace ma mère a commença a s'inquiété et fit appel à la police qui ne fit qu'un simple controle de papier au depart des policiers ils nous insulterent et nous menacerent de leur couteaux ce n'est qu'au environ de 18 heures qu'ils sont parti, Alors que notre père rentrait à 19 heures,*

Le l'andemain Dimanche Alors que tout était normal ma petite soeur descente Acheter le pain qu'elle reconnu les quatres hommes prit de peur elle envoya sa copine avertire notre père qui accouru et se trouva face à face avec les quatres hommes

Dans l'espoir d'une reponse favorable nous vous seront très reconnaissant

Ma petite soeur 11 ans se joint à moi Afin de vous remercier d'avance

Mana Féderic 14 ans

Grille n° 20

HORIZONTALEMENT

1. Tour d'une mosquée ; 2. Fils de Rébecca-Suce ; 3. Massif africain-Rigolé 4. Théologien musulman-Alliés ; 5. Note-Ville française ; 6. Ville du Nigéria ; 7. Orient-Ville des Pays-bas 8. Repas pour chat-Cri d'aficionado ; 9. Massif d'Algérie.

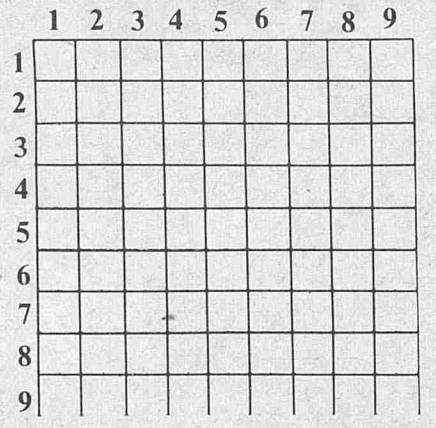
VERTICALEMENT

1. Dromadaire domestique-Fleuve italien ; 2. Seul-Boisson ; 3. Flotte-Intenta ; 4. Intensifier ; 5. Ruisseau-Préposition ; 6. Inouï ; 7. Règle-Ville française ; 8. Sélectionne-Epoux de Fatima ; 9. Titre turc-Habitants.

Solution grille n° 19

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	B	O	U	M	E	D	I	E	N	E
2	O	R	N	E	M	E	N	T	E	R
3	U	N	I	T	A	R	I	E	N	S
4	R	E	E	■	N	A	N	T	I	E
5	G	E	■	R	E	N	I	E	E	S
6	U	S	E	E	■	G	■	R	S	■
7	I	■	R	U	S	E	R	A	■	I
8	B	R	I	S	E	R	A	■	I	R
9	A	I	N	S	I	■	S	A	F	I
10	■	S	E	I	N	E	■	S	E	S

MOTS CROISÉS de hartmann



OFFRE SPECIALE

Abonnements maintenus à l'ancien tarif

A l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75018 Paris — C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐ *Abonnement* ☐ *Renouvellement*

Nom
Prénom
Adresse
Code postal *Ville*

Pour une charte de la citoyenneté

Voici l'espoir de la « *nouvelle politique* » et l'enjeu le plus important des mois qui viennent : *prendre la parole !*

Que les citoyens de ce pays réapprennent à participer à la chose publique. Et quand je dis « *citoyens* », je veux parler de tous ceux qui vivent, habitent, travaillent, souffrent, se réjouissent et meurent dans ce pays, français et étrangers. L'espoir c'est celui d'une « *nouvelle citoyenneté* » où chacun participe Il faut reprendre ce mot de « *participation* » à ceux qui l'ont si longtemps détourné ; il faut réapprendre la vraie démocratie, après tant d'années où l'ont avait appris à ne jamais être consulté, après tant de rages et de contestations sans espoir : voici le temps de *prendre part* (nous le croyons), le temps d'élaborer tous ensemble à la vie politique de ce pays (nous le ferons) ; nous sommes en juillet 1789 !

Ce renouveau espéré l'est plus encore pour les étrangers qui vivent en France : si longtemps sans droit, sans voix, sans loi, sans possibilité de s'exprimer ni de se réunir tout à fait librement, -réduits à la seule « *force de travail colonial* », ils doivent aujourd'hui faire entendre leurs voix multiples, défendre leurs droits, participer avec les autres « *citoyens* » du pays à l'élaboration d'une loi juste pour tous.

SORTIR DE LA PRECARITE

C'est sous le signe de la précarité que vivent en France, les étrangers, pris dans un déluge de décrets, de circulaires répressives plus ou moins confidentielles. Il faut remplir ce vide législatif et revenir à l'ordonnance de 1945, qui doit être sérieusement révisée. Avant le large débat annoncé par le nouveau pouvoir, et la concertation de « *tous les citoyens* » des remèdes s'imposent pour en finir avec le temps du mépris et de l'arbitraire : abrogation de la loi Barre-Bonnet de janvier 1980 ; annulation des circulaires Stoléru, Bonnet, du décret Imbert ; application ouverte du décret de 1976 sur le regroupement familial ; processus de régularisation des sans-papiers arrivés en France depuis une période à fixer ; octroi d'une carte d'identité valable dix ans et renouvelable ... Ces mesures urgentes, on espère que le gouvernement les prendra dès ce mois de juillet : elles sont indispensables pour amorcer le débat général, dans de bonnes conditions.

S'ORGANISER

La « *nouvelle citoyenneté* », c'est d'abord de participer ensemble à la vie socio-politique du pays. En attendant le droit de vote pour les étrangers, du moins aux plans local et régional en recherchant une meilleure pratique du droit syndical dans les entreprises, il faut, tout de suite, faire sauter le verrou qui restreint le **droit d'association :** le trop fameux décret de 1939, qui exclut les étrangers du bénéfice de la loi de 1901, sur la liberté d'association, -loi qui reste une des plus libérales au monde- Elle doit devenir la loi de tous, sans distinction. De même que la liberté rendue aux associations françaises de compter des étrangers parmi les membres de leur conseil d'administration.

DEMARGINALISER

Mais, même si la loi permet même si la loi permet de se cons tituer en *association,* les mentalités ne changeront pas magiquement, et resteront les difficultés quotidiennes, la cohabition et la compétition entre les diverses populations qui constituent les « *citoyens en France* », la marginalité et le racisme. C'est pourquoi il faut encore se battre surtous les points qui touchent au **cadre de vie** des étrangers en France :

— l'emploi (par l'abolition de la mise en carte de travail et des quotas)

- le logement (par une révision de toute une politique du logement social)
- l'école et l'université (par une approche globale, scolaire et culturelle, des jeunes générations)
- sur la formation professionnelle (par une remise sur le chantier du rapport Blaché de 1978, et l'accès à la formation pour tous)
- la santé (par une vraie reconversion des accidentés du travail)
- la prison (par l'application du principe : à égalité de faute, égalité de peine).

Ces quelques têtes de chapitres forment la trame de la vie de chaque jour : l'écueil de la marginalité ne pourra être définitivement balisé, que si les décisions sont prises par chaque ministère concerné, et non par un seul secrétariat d'Etat, chargé en bloc de tous les problèmes des « *immigrés* ». Certes, pendant un premier temps, cette spécialisation est sans doute utile, afin de ne pas oublier de poser les vraies questions : à terme, et le plus vite possible, un tel secrétariat d'Etat aux « *immigrés* » devrait disparaître, selon cette charte de la « *nouvelle citoyenneté* » que nous appelons de nos voeux.

Et puis ... reste à éduquer les mentalités : la situation de crise économique et de chô mage fabrique du racisme et de la xénophobie, et il faudra se battre pour en extirper les germes. De bonnes lois n'y suffiront pas, même s'il faut appliquer avec fermeté la loi de 1972, contre le racisme.

GERER ENSEMBLE

Nous le disions en commençant, l'enjeu c'est d'inaugurer une nouvelle manière d'élabo rer les solutions à l'ensemble de ces questions : il faut inventer les lieux et les structures où les partenaires concernés pourront **participer** à ce travail collectif.

On peut citer trois domaines où cette constante recherche de concertation parait la plus urgente :

- la constitution d'un « *fond de solidarité* », à la gestion duquel soit associée la population étrangère ; ce qui implique, par ailleurs, la gestion commune, par les intéressés, du salaire social différé et que ce dernier ne serve plus au financement de l'actuel FAS.
- la gestion commune des collectivités locales, par l'extention des offices Municipaux, tel celui de Créteil, et la participation au Conseil Municipal.
- la gestion commune des moyens de communication culturelle, et bien sûr, la suppression de ces structures de ségrégation qui ont nom : ICEI, « *Mosaïque* », etc ... C'est là où se posent les problèmes de tous les citoyens, encore une fois, que doivent être étudiées les réponses pour tous : culture, éducation, communication, média ...

QUE FAIRE ?

Dans l'immédiat : prendre la parole et élaborer des propositions ! C'est la chose la plus urgente -et peut-être une des plus difficiles, aujourd'hui, à moins de retrouver ce grand souffle des époques où l'imagination et la créativité étaient au pouvoir.

Il faut que se multiplient les recherches, les propositions, les idées. Il faut que chaque groupe, chaque association, chaque collectivité produisent non plus des « *cahiers de doléances* », mais des projets de charte de la « *nouvelle citoyenneté* ». Il faut proposer, participer, rassembler idées et esquisses ; il faut laisser l'invention créative jouer sur l'ensemble des problèmes urgents ... Il faut prendre part au renouveau.

Pour ma part, d'ici l'automne, j'espère et j'attends cette mobilisation de tous les « *citoyens* » concernés. J'appelle à cette mobilisation ! Plus elle sera profonde, multiple, intelligente, nourrie de notre expérience quotidienne, plus la **charte** qui en sortira sera vraiment nôtre : plus nous saurons, au besoins, l'imposer et la défendre.

SANS FRONTIERE

De « *Sans Frontière* », j'attends la publication de toutes ces recherches, ces propositions, ces rêves aussi, pourquoi pas ? Brèves ou longues, études approfondies ou simples cris, lettres individuelles ou contributions collectives, j'attends que « *Sans Frontière* » se remplisse de ces esquisses : un dossier sur l'école, un autre sur le logement, une étude sur la nationalité, et le service militaire, un dossier sur la culture ... à vos stylos, camarades. Et rappelons-nous ce passage remarquable du film d'Ariane Mnouchkine, « *1789* », où, pour rédiger leur cahier de doléances, un groupe de paysans, ayant déchiré un pan de chemise, faute de papier, et faute d'encre utilisent leur propre sang, découvrent soudain qu'ils n'avaient jamais appris à écrire !

Des « Etats Généraux » ?

C'est le moment de participer, et au nom de la CIMADE, et avec beaucoup d'autres associations et groupes, j'appelle les lecteurs de « *Sans Frontière* », les associations immigrées et de solidarité, les « *citoyens* » de ce pays, à rassembler leurs voix et à s'organiser pour les faire entendre ... On peut imaginer qu'au plan local des collectifs prennent vie et rassemblent les contributions du travail collectif ; puis au plan régional ; puis au plan national* ... L'essentiel étant que chacun réapprenne la parole, et redécouvre son droit le plus simple, dans la démocratie : la participation des citoyens à la chose publique.

Pour la CIMADE
Roby Bois

** Pour renseignements et concertation, on peut écrire à « Sans Frontière » et à la CIMADE, 176 rue de Grenelle 75007 Paris. Tél. 550 34 43*

ECOLE

A l'aube de la vie

Paris, avec sa région, est la métropole où il y a le plus d'enfants étrangers scolarisés. 92 307 enfants ont été à l'école élémentaire à Paris en 1980, dont : 23 584 enfants étrangers, dans ce dernier chiffre est contenu 2 543 enfants non-francophones. Ces chiffres relèvent seulement de l'enseignement élémentaire car les statistiques font défaut, quand il s'agit de quantifier le nombre d'enfants d'immigrés à la maternelle. La maternelle reste encore un terrain tabou et en friche dans l'enseignement. Profond paradoxe, quand on sait que c'est précisément pendant cette première année que les enfant d'immigrés sont le plus mal scolarisés compte tenu d'une population fluctuante et de nombreuses embûches semées sur une route qui devrait l'ammener à l'enseignement et à l'apprentissage de la « *vie* ».

Les indésirables de l'école primaire de la rue Doudeauville

La rue Doudeauville est l'une des rues du quartier de la Goutte d'Or. Deux écoles mitoyennes se trouvent là : une maternelle et une primaire : leur caractéristique commune est de regrouper le même secteur primaire : pratique pour les familles qui ont des enfants dans les deux écoles puisque dix mètres seulement séparent les deux sorties, mais aussi cela arrange bien les enfants, qui lorsqu'ils quittent la maternelle pour le primaire, ne se sentent pas dépaysés, ils connaissent bien la cour.

De plus c'est toute une classe qui transite alors : les mêmes camarades se retrouvent.

Mais voilà, à la rentrée prochaine, les choses ne se passeront plus ainsi, ou du moins pour certains enfants donc certaines familles. Car l'administration a trouvé bon d'exclure une rue, la rue de Laghouat, du secteur de l'école primaire de l'école Doudeville, et de l'intégrer à celle de la rue Cavé.

Cela n'aurait certainement soulevé aucun problème si les parents et les enseignants avaient été consultés et donné leur accord et si l'ensemble des enfants habitant la rue de Laghouat et touchés par cette mesure n'étaient pas, justement d'origine étrangère, et si encore les effectifs de l'école de la rue Cavé n'étaient pas déjà surchargés : 26 à 27 élèves par classe alors que ceux de la rue Doudeauville, ne dépassent pas la vingtaine.

L'école de la rue Cavé est connue dans le quartier pour être l'école « *dépotoir* » où l'on entasse les enfants d'immigrés (70 % des effectifs contre seulement 25 % à la rue Doudeauville en 1978). La raison fournie par l'administration pour justifier ce transfert est le projet de création d'une classe à effectif réduit pour de enfants ayant des difficultés du fait de leur milieu ou de leur ethnie, ce à quoi les parents et enseignants répondent dans une pétition : « *s'il est vrai que les enfants concernés qui demeurent rue Laghouat sont pour la plupart des enfants d'immigrés, l'Administration ne tient pas compte du fait qu'ils sont normalement scolarisés et « adaptés » à l'école française depuis 3 ou 4 années pour certains passées à l'école maternelle* ».

Les enseignants et les parents qui dénoncent dans cette même pétition l'arbitraire total de l'Administration ne parlent pas ouvertement de mesure raciste mais le laissent sous-entendre en s'élevant « *contre la séparation à l'école entre des enfants de milieu social différent et entre des enfants français et immigrés* «:

Outre cette pétition, les parents et les enseignants ont effectué des démarches dont une auprès de l'Inspection Départementale. Cette entrevue a failli régler le problème, c'est à dire décider la réintégration des enfants de la rue Laghouat dans le secteur de l'école de la rue Doudeauville. Mais une simple communication téléphonique avec la Direction de l'école de la rue Cavé a fait changer d'avis Mme l'Inspectrice au grand dépit de la délégation des parents et des enseignants.

Devant l'incohérence de l'Attitude de l'Inspectrice, qui ne manquera pas d'étonner la délégation, celle-ci a porté l'affaire à la connaissance de l'Inspecteur d'Académie et des différentes instances de l'Education Nationale et des élus locaux.

Les enfant d'immigrés feront-ils encore une fois les frais d'un système qui tend à les isoler et à les exclure. La réponse à ce problème spécifique à l'école de la rue Doudeauville, sera déjà un élément de l'attitude des nouveaux responsables de l'éducation vis-à vis de la scolarité des enfants immigrés.

Mustapha Saad

Au titre de l'enseignement, c'est 1/4 de la population parisienne qu'elle représente au moins pour l'élémentaire. au niveau de la maternelle, la population d'enfants immigrés serait plus importante, ceci d'évidence, lié aux immigrations qui par strates se suivent mais ne se ressemblent pas, à une arrivée plus importante des différentes immigrations familiales et aux essaims des immigratons « *installées* » (la 2e génération commence à essaimer déborde, fait apparaître) annonçant une vaste génération nouvelle. Comme nous le disions ceci est lié à l'immigration, mais peu d'études corrélatives y ont été consacrés ... Problèmes poussiéreux qu'on range à la cave ou méconnaissances ?

les classes d'INITIATION

Répondant aux problèmes d'enfants non-francophones, il a été créé 76 classes d'initiation qui regroupent 971 élèves alors qu'il y a 2543 enfants non-francophones ... Ces classes fonctionnent d'une façon archaïque insuffisante et insèrent un enfant sur 3. Fonctionnant sur des modalités bien précises, elles ont pour but d'offrir des chances égales. Ces classes d'initiation ne s'étalent que sur deux ans, deux ans pendant lesquelles les primo-arrivants bénéficieront d'un soutien particulier qui débutera au C.E.2, jusqu'à la fin du C.M.1, insuffisamment lié à la population d'enfants non-francophones, le but qu'elle s'est fixé c'est contrecarrer et cerner ces enfants étrangers au français parce que dépossédés de cette langue. Une fois acquis, les rudimen ts en français, l'enfant est « *parachuté* » dans les classes normales adaptées à ses besoins.

La maternelle et le C.P. début de la socialisation et de la ségrégation ...

Il y a un problème net et qui se complique c'est que certaines écoles scolarisent beaucoup moins d'enfants immigrés, ce qui amène à la création de véritable ghetto, où l'on veut enfermer l'enfant immigré. Un projet avait germé et était né avec « *feu* » Beullac, ancien ministre de l'éducation sous la république de Giscard. Il était prévu, en effet, des écoles avec des classes spéciales pour enfants d'immigrés avec des cours préparatoires au rabais. Ces classes spéciales dans une école avaient pour but de créer des enclaves dans un espace pour mieux prémunir le reste de la communauté scolaire ou « *oublier* » et mettre au rencart une future population d'allogène ... véritable lieu d'affrontement entre la France « *blanche* » et la France « *bronzée* » avec pour libre arbitre l'administration. Le projet de ces classes spéciales était donc formulé clairement, précisé et spécifié ... les critères flous revêtissent le visage d'une discrimination érigée en principes et qui se manifeste dès les premiers pas vers l'école ...

Beaucoup d'élèves pra tiquent le tri à partir du C.P. Cette ségrégation engendre des attitudes préférentielles aux enfants socialement favorisés.

Au niveau du C.P., un gosse de 6 ans dépossédé du français est mis dans la quasi-totalité des cas avec les autres enfants sans lui donner un soutien ou une structure particulière. Dès le début, il sera lésé et victime d'un déséquilibre au niveau de l'acquisition ... ne comprenant rien au français, comment va-t-il progresser en calcul, apprendre à lire, écrire, s'exprimer ... quand on sait que l'école a une vocation de « *socialisation* » et que dès que l'enfant y entre, il est valorisé par un groupe social qui le considère en tant que tel.

L'école corpus social nous renvoit l'image d'une immigration mise à la marge, alors que dans aucun texte, la ségrégation comme dans les classes spéciales, n'apparaît sous une forme brute. Ceci paraît contraire aux lois et à la laïcité parce qu'un des fondements de l'école c'est aussi que les enfants de toutes origines sont brassés sans distinction de classes et de races (Liberté, égalité, fraternité)

Déficitaire au niveau de la langue, l'enfant est une victime sociale portant les stigmates des parents bien souvent analphabètes plus préoccupés à survivre qu'à vivre et affrontant des conditions d'habitat vétustes, inadéquat ou insalubre. Quand on sait que l'épanouissement de la personnalité dépend aussi d'un espace personnel structurant sa viea ... et comme tout enfant, quand l'espace vert, les lieux de rencontre sont rares ou inexistants qu'il est lourd le fardeau à porter tout au long de la scolarité ...

DU SOCIAL AU PSYCHOLOGIQUE

Quand un enfant arrive à deux ans en maternelle, le désavantage qu'ont les enfants d'immigrés ne fait que se sentir plus quand on y ajoute le choc que représente l'entrée à l'école. On s'est aperçu que les enfants d'immigrés ne pratiquant pas le français qui arrivaient à l'école et quand les conctacts ne se font pas très bien, l'enfant se retranchait dans sa forteresse, coupé, en proie au mutisme, en révolte, à une langue étrangère. Ce phénomène psychologique est lié au tissu social, familial et culturel.

Exemple d'une gosse dans une école : une tunisienne disait : « *Mon fils n'a jamais parlé à la maternelle, il ne s'y exprime jamais ...* »

Après un entretien et une observation du gosse dans le tissu familial, il s'avérait qu'il parlait couramment le français et l'arabe. Son acquisition au niveau du langage et de l'écriture étaient bons ... Cet enfant nous interpelle sur les problèmes qu'il faut affronter frontalement dès le début car si pour une raison ou autre, les problèmes restent semblables à eux-mêmes ou accentués, il sera un peu trop tard car c'est durant cette période où si les noeuds de l'angoisse ne sont pas défaits, ils resteront à jamais une marque indélébile.

Le langage au delà de sa fonction sociale permet l'autonomie et l'indépendance à un moment où l'enfant est toujours relié à sa mère. La maternelle est ce moment crucial où il aura besoin de références permanentes (langue ...) et quand il en sera dépossédé parce qu'étranger ... c'est des graves problèmes auxquels il se heurtera ...

Aslak

Un merci à Mme Lepage Instit et une responsable de la Fédération Cornec (18e)

DEBAT :

1° CONGRESSO DAS COMUNIDADES PORTUGUESAS

Après avoir présenté aux lecteurs un compte-rendu du congrès des communautés portugaises, nous publions aujourd'hui les témoignages de ceux participants et responsables d'associations d'fimmigrés.

En donnant la parole aux responsables de collectivités, nous ne prétendons pas combler les limites qu'un tel débat peut avoir et aurait dû avoir dans la grande presse car celà concerne des milliers de travailleurs portugais en France.

Nos interwievés, Victor Perreira, président du « *Club Juvénil portugais de Paris et membre de la Commission Nationale des Communautés portugaises ;*

José Machado, de la direction de l'Association culturelle et sportive des Portugais de Houilles et délégué du congrès.

Un président de gauche :
Une conquête des immigrés ?

Sans Frontière : *Victor, qu'est-ce que ce 1er Congrès a représenté pour le « Clube Juvenil Portugês » ?*

Victor Ferreira : Deux choses : d'abord c'est une concrétisation de l'effort déployé depuis 11 ans par le dirigeants du club. Ce fut ensuite un moyen de manifester notre total désaccord avec le gouvernement en place, qui par manque de respect à l'égard des problèmes de l'immigration, nous a imposé une forme d'organisation qui ne sert pas les intérêts de ouvriers.

SF : *Allant au fond des choses, qu'elle valeur auront ces motions approuvées sans les votes des délégués de l'Europe ?*

VF : Le gouvernement sera obligé de compter avec une chose fondamentale. N'importe quelle solution urgente aux problèmes de l'immigration ne peut pas s'envisager sans résoudre la question de l'immigration dans les pays d'Europe. Si l'Europe n'a pas été présente dans le vote des motions du Congrès, je vois mal comment le gouvernement pense donner suite à nos problèmes.

Nous réclamons une politique de l'immigration. Au sein des immigrés, il y a des problèmes semblables mais aussi très spécifiques selon les pays d'accueil. Aux USA; l'immigré bénéficie de tous pratiquement les droits au bout de cinq ans de présence. Par contre, l'esprit de l'immigré européen c'est le retour au pays. Nous refusons d'être le robinet qui fait couler l'eau ou et quand le gouvernement a soif.

SF : *Le retour a été gardé jusqu'à maintenant comme un sourd espoir, mais, à mesure que les enfants deviennent chaque jour moins portugais, il tend à être accepté comme une impossibilité.*

VF : A ce propos, il ya un dossier lourd qui a été rendu à plusieurs reprises aux autorités portugaises. Depuis le 25 avril, les immigrés ont déposé sept cahiers revendicatifs, où le problème des rapports avec notre pays est étudié et des propositions concrètes et réalisables sont proposées.

Rien n'est fait pour accueillir l'immigré qui a toutes les raisons pour décider de rentrer chez lui. Nous demandons qu'au moins les économies qui sont envoyées par les immigrés au Portugal soient appliquées dans des projets régionaux qui servent à la création de postes de travail.

SF : *Victor, comment envisagez-vous dans l'avenir prochain ce qui va se passer dans les associations d'immigrés portugais ?*

VF : Le secrétaire du Congrès, militant du pSD, Cabecinha, disait que si Mitterrand était élu, aucun problème concret de l'immigration ne serait résolu. Maintenant, nous avons la certitude : nous avons un président de la République de gauche et c'est une chose qui a été conquise par les immigrés : les conditions ont été crées pour que les immigrés soient entendus par le gouvernement.

Pour l'avenir, les associations portugaises en France pensent participer dans la discussion de ces problèmes et pensent que le gouvernement français peut aider beaucoup les associations dans leur activité et dans l'approbation de nouveaux accords entre les deux pays.

Il est absolument nécessaire de réviser les accords bilatéraux, qui doivent reconnaitre les revendications exprimées dans le Conseil pour l'égalité des droits et la reconnaissance de la culture d'origine.

Propos recueillis par Daniel Lacerda

Subventionner nos activités

Sans Frontière : *Machado, quelle importance attribuez-vous au Congrès qui vient de se dérouler ?*

Machado : Ce congrès a une certaine importance par les problèmes de l'immigration qui ont pu être traités et par les décisions prises. un congrès comme ceci n'a force de loi car il implique des négociations avec les pays où nous travaillons. Mais il a de l'importance car un congrès c'est une occasion pour les représentants de plusieurs pays de donner à connaître les problèmes vécus par l'immigré portugais dans les pays où il travaille. C'est aussi un moment de rapprochement entre l'immigré et son propre peuple lequel méconnait une grande partie de ses problèmes, et qui s'est fait une image déformée de l'immigré.

Sur ce congrès, nous n'avions pas d'illusions, ce n'était pas un congrès de travailleurs. Car il était un congrès des communautés portugaises, où il y a des patrons et des ouvriers, des gens sans problèmes et d'autres qui en sont pleins. En plus, il a été organisé, pensé et décidé par un gouvernement antidémocratique (celui de l'AD) qui a pensé s'en servir dans une opération de prestige pour renforcer son pouvoir.

SF : *Comment te situes-tu par rapport aux deux courants principaux qui se sont manifestés dans le Congrès ?*

Machado : A mon avis, il y'avait plutôt trois courants. Un courant favorable à la politique du gouvernement, dans laquelle on pouvait mettre une partie des délégués proches des partis de l'AD et une autre partie des délégués qui seraient sur des positions fascistes. Un courant démocratique dont la préoccupation principale serait celle de poser les vrais problèmes de l'immigration. Et un troisième, celui des partisans du boycott du congrès, qi peut-être identifié comme étant les délégués proches du Parti Communiste portugais.

Le courant dont je fais partie, s'est manifesté dans la pratique par le présentation des problèmes réels des travailleurs immigrés en France sans cautionner la politique du gouvernement. Les motions et propositions que nous avons proposé au Congrès (dont la majorité a été approu-vvée) expriment par leur contenu cette position des délégués élus par la région de versailles. Par contre les deux autres courants n'ont rien proposé de semblable ...

SF : *Quelles sont les principales des ces motions ?*

M : Nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusions sur la mise en pratique de ces résolutions. Parmi celles-là, il y a la protection contre la répression subie par les immigrés en France. Le regroupement familial : la situation des jeunes portugais en situation militaire irrégulière (déserteurs et insoumis) qui ont refusé de servir de chair à canon dans la guerre coloniale. Une motion importante a été présentée pour expliquer les problèmes de l'immigration ne peuvent être réglés que lorsqu'on finira avec la condition d'immigré, ce qu'exige dont un autre type de société dans nos pays.

SF : *Machado, comment tu vois l'avenir de ces structures de ces structures de l'immigration portugaise ?*

M : Le Conseil peut jouer un rôle plus important que le congrès. Non pas par l'importance des ré solutions, mais parce qu'il est une institution définitive prévue pour durer deux ans et où dans chaque pays existe une Commission qui constituent ensuite le Conseil. Cette commission peut jouer un rôle dans l'approfondissement des problèmes des immigrés et comme force de proposition auprès du gouvernement portugais. Le congrès n'a aucune périodicité.

En ce moment, la Commission française est très affaiblie (des 33 élus ne sont actifs qu'une douzaine). Nous avons constitué des groupes de travail par thème qui sont chargés d'étudier à fond la situation de l'immigration portugaise en France. Nous sommes en train de débattre des statuts qui iront régler le fonctionnement de la Commission et d'exiger que le gouvernement subventionne notre activité.

Propos recueillis par D.L.

Clube Juvenil Portugues - Paris

51 rue de la Roquette Paris 11e. Tél. 806 43 83

Permanences : Tous les jours de 20 à 22 h.

Fondé en 1970 par des jeunes déserteurs et insoumis.

5 commissions : Assistance, Culturelle, Sports, bar, Bibliothèque.

Activités : troupe folklorique animée par Martinho et J. Martins.

Journal « *O Elo* », animé par T. Jordao et Toni. Théâtre. Fêtes pour les enfants, crèche. Foot-ball, ping-pong. Fêtes : anniversaire du 25 avril, journée du club, arbre de noël, excursion à la Fête de l'Intersyndicale, etc.

Associao Cultural dos Portugueses d'Houilles

3 rue Severinnes 78 Houilles.

Créé en 1978 - 150 adhérents.

Activités : Théâtre, Folklore, permanence sociale (démarches administratives, papiers, regroupement familial), activités sportives, bibliothèque, problèmes scolaires et culture d'origine.

Collaboration des les initiatives collectives avec la Maison des Jeunes d'Houilles, le MRAP, l'Asti d'Houilles, 1er mai de la CFDT, Association de Parents d'élèves, participation à la rencontre du 1er mai avec une dizaine d'associations portugaises, deux journées d'activités culturelles et sportives.

PRISON

Misère carcérale et affirmation sociale ?

La taule apparait souvent, pour ceux qui n'y ont pas vécu, comme un label de politisation, de révolte contre l'ordre établi. Comme si la prison était un milieu homogène, comme si toutes les préoccupations étaient comparables ! Non : la taule est la confrontation de problèmes, de désirs, de cultures différentes. Le « *milieu* » où les marginaux se trouvent exclus. La frime du taulard n'est souvent que le camouflet de la misère politique, alors que l'affirmation sociale est étouffée sans que ses échos puissent transpercer la carapace d'indifférence qui nous fait tourner les yeux loin des lieux qui nous dérangent.

La faille du système ...

La promenade, les rapports possibles entre les détenus viennent toujurs rompre l'ordre préconçu par les responsables pénitentiaires.

Pire, les lieux prévus pour les cours en commun, l'apport des gens de l'extérieur (profs, visiteurs de prison, avocats), le sport, permettent à ceux qui en profitent (car ils sont tout de même une minorité à avoir accès aux locaux étudiants : 1/10e de la prison en ce qui concerne Fresnes, et actuellement l'administration, qui est de plus en plus réac, tend à les réduire sous la férule d'un paranoïaque giscardien, âgé de 26 ans, éducateur, qui a entrepris de briser cette possibilité de rapports et d'informations quasi-libres au sein de la prison) ... les gens y pensent en commun, ils voient ce qui déraille dans la vie ordinaire des détenus, le racisme est souvent mis sur la sellette, par les enseignants venus de l'extérieur, tous de gauche ou presque tous. De plus, le caïdat n'existe plus que dans les romans, ou encore dans quelques centrales de réclusion. A Fresnes, les caïds souvent archi racistes, ne sont plus que des caricatures qui font rigoler les trois-quarts de la maison. L'invasion, comme ils disent, de la prison par des arabes, des nègres, ou même seulement toute une nouvelle population délinquante jeune, indéfinie, polymorphe, qui ignore les vieilles lois du « *milieu* » autant qu'elle ricane sans méchanceté des caïds, les a mis à plat. Ils ne peuvent guère crâner avec leurs trois mille francs de mandats mensuels, qui, il y a encore cinq ans, arrivaient à poser quelqu'un !

La prison devient une communauté moins rigoureuse, côté détenus. Chacun s'arrange comme il peut. Le flicage social est moins bien accepté qu'autrefois.

En prison, la gloire, c'est le braquage de banques, le gros, le vrai. Mythomanie et vantardise à deux sous sont les ferments de la survie sociale. La honte, c'était le viol. On n'arrivait pas à s'imaginer qu'un viol puisse être un crime banal, non étiqueté autrement que comme crime. Catégorie infamante réservée, dans la psychologie du petit taulard commun, aux noirs, aux arabes ou aux détraqués sexuels.

Parce que le truand, qui est maquereau la plupart du temps, pervers ou névrosé quelquefois, ne saurait s'imaginer que dans la perfection morale. Il est fort, beau et intelligent (c'est d'ailleurs pour ça qu'il passe sa vie en taule, mais passons), et toujours irrésistible. Les femmes, grand sujet de sa conversation avec le « *blé* » et les « *calibres* », autant de symboles d'une sexualité pour le moins miséreuse, ne pourront que le désirer, et si au fond, il est une belle ordure, elles seront de pauvres connes. Tandis qu'en son esprit, le tabou raciste en matière sexuelle ne manquant que rarement à la panoplie de ses clichés proches de ceux de l'arriération mentale, le rapport sexuel interracial sera toujours mal vécu.

Le viol devra donc être le lot des étrangers : les blanches, c'est par nous qu'elles veulent se faire baiser, affirment-ils.

Celle qui couche avec un nègre est une salope. Prostituée, mais couchant avec de bons clients (donc blancs) elle sera quasi-saine. Sanctifiée parce que productive. Il est déconcertant de voir à quel point il n'est jamais question d'amour chez ceux-là.

Le cul reste le grand rituel de la conversation.

On n'en parlera donc pas avec les autres, c'est à dire les arabes et les noirs. On en parle entre soi, pour la gloriole.

Dans le système pénitentiaire, les préjugés sont plus forts encore que dans le reste de l'organisation sociale. Sur ce point particulier, on ne saurait dire de la population carcérale qu'elle est marginale.

Au contraire, on jurerait presque qu'elle représente justement un débordement de tout ce qui est déjà profondément taré dans le système des valeurs idéologiques. Les victimes du système s'accrochant aux valeurs qui les font trinquer, comme si, de toute éternité, la lucidité devait leur faire défaut.

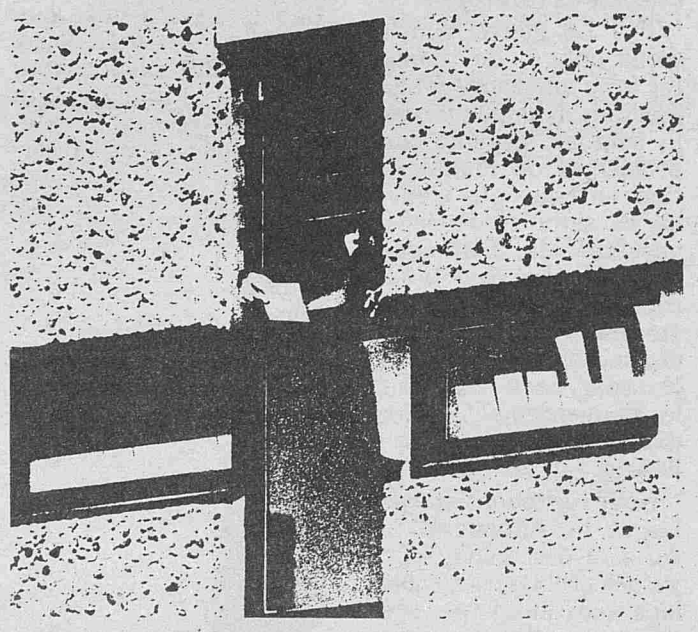
La sphère carcérale est ultra-raciste et le pouvoir ne fera rien pour la faire changer, au contraire. Plus il y a de clans dans la prison, et plus la répression a les mains libres.

Néanmoins, les apports dissonnants (antiracistes, culturels, information, réflexions personnelles ou collectives) font bouger les choses. Ils ne supportent plus la violence raciste, l'injure raciste, comme autrefois. La peur d'être désavoué par le groupe domine encore, et le groupe, ce n'est déjà plus le clan que tient tel ou tel caïd. C'est une communauté disparate, mouvante et imprévisible. L'ordre ancien a laissé place à un insondable mélange des genres.

Le cinéma exhibitionniste des frimeurs ne touche plus grand monde. Seule une petite caste, survivante, qui prétend tenir de l'ancien milieu pigallois (etc ...) continue à pratiquer ces rituels : on se fait apporter par l'avocat une montre Piaget ou Cartier en or, on banque trois briques pour se faire refaire les dents, on paye rubis sur l'ongle un avocat « *de voyou* » (ou de « *garçons* »), et prendre moins de dix ans, c'est une peine de « *pute* » ...

Un cirque qui ne fait plus recette, sauf parmi les petits groupes de braqueurs.

C'est surtout le groupe le plus vaste, celui des jeunes, de ceux qui ne savent pas se conformer aux rites de la vieille génération carcérale, qui transforme petit à petit la situation.



L'Administration pénitentiaire est dépassée : elle ne comprend plus ces nouveaux comportements, ces indifférences devant le système, ce refus de répondre aux lois du système. Si le détenu d'aujourd'hui n'est plus un révolté apparent, il n'en reste pas moins un étranger absolu. Ce en quoi immigrés et autochtones ont tendance à se confondre. La répression y perd peu à peu son latin.

Ne pas répondre aux demandes du système, c'est le renvoyer sur le champ à son absurdité intrinsèque. Un monde sans langage est un monde insupportable autant à ceux qui le tiennent qu'à ceux qui le subissent. Avec cette différence que l'inconfort est moins difficile à ceux qui en ont pris l'habitude qu'à ceux qui s'en sont jusqu'à maintenant préservés.

Le personnel de la répression carcérale est à l'image du « *feu* » Peyrefitte : de plus en plus mal à l'aise. Tout est prêt pour que les choses se gâtent en prison. Non pas une révolte franche, mais une suite d'explosions tous azimuths, une grosse tache d'encre indélébile qui viendra assombrir les petites habitudes d'une caste administrative trop vieille et non réinsérable ...

Aslak
F. Moretti

La dramatisation

Que dire en France de tous les prisonniers ayant commis un délit à motivation franchement politique et qui se trouvent criminalisés, correctionnalisés, traînés aux assises, vidés de leurs substrats, l'histoire et l'actualité nous en offrent tous les jours du « *Polly-Maggoo* » aux antinucléaires, en passant par les séparatistes autonomes, militants d'Action Directe : Nathalie Menigon, J.M. Rouillan, Jaureguy, Hammami ...

Le sursaut de rage ou l'épreuve de la souffrance et du chagrin assurent les points communs qui relient la majorité des prisonniers et de plus tous sont objets de la dramatisation ... Heureux tour de passe-passe pour mieux faire avaler les couleuvres et capter l'attention sur certains comportements pour oublier d'autres ...

En concentrant le regard sur les actes « *illégaux* » du « *délinquant* » on cache mieux l'illégalisme de nos vampires ... Ceci accrédite largement le côté idéologique de l'enfermement. Ponia n'avait-il pas déclaré :

« *Qu'il fallait particulièrement surveiller la couche de la population qui fournissait 75 % de la délinquance* ».

Non l'état n'interdit pas la violence pour la supprimer mais pour la monopoliser comme il le fait pour le tabac, la prison est là pour nous rappeler que la violence est instituée avant tout et paradoxalement contre la « *violence* » ... Les bonnes âmes ont bien besoin de leur paria ... qu'elles se réconfortent et « *tout sera pour le mieux et dans le meilleur des mondes* ».

Aslak

Prison exclusion

Fabrication de la bourgeoisie, la prison est un prolongement du féodalisme qui suppliciait. Les tactiques de l'enfermement et les établissements pénitentiaires apparaîtront à la fin du XVIIIe siècle évolueront du XIXe siècle à nos jours et sont à l'image des mutations politiques de la bourgeoisie vis à vis d'un problème crucial pour elle : le contrôle social de la classe dominée ...

Les jeunes, les prolétaires et les étrangers sont les plus lourdement sanctionnés. Ceci n'est pas seulement l'humeur des juges ou des procureurs... Non ! mais c'est toute la machine judiciaire et tous les corps sociaux auxquelle elle est reliée qui sécrète l'injustice.

Prisonniers politiques, prisonniers droits-communs, une nuance que beaucoup font.

Nous voulons ouvrir une brêche au débat et reconsidérer cette ségrégation déjà remise ne question puisque le feu de l'actualité nous en offre l'opportunité ... Il y a quelques jours, une quarantaine de libertaires Toulousains envahissaient des locaux socialistes pour demander l'amnistie générale et refuser la distinction entre politiques et droits communs :

« *Nous refusons d'établir des listes, tous les prisonniers sont des victimes du système et du jeu de la barbarie* ... » La prison est là où l'intégration a échoué ...

Quand il n'y a plus moyen de récupérer, normaliser, presser alors c'est l'exclusion. La condamnation, ... et l'exclusion c'est l'assignation à résidence dans un espace où il n'y aura plus de contacts avec le monde extérieur, « *l'autre* » ...

Plus qu'un marginal, le taulard et de surcrôt immigré est un exclu. Qu'on s'entende, un marginal a une « *liberté* », celle de dire « *bye-bye* » à la société ou alors qui est mis en marge par elle. L'exclusion, va au-delà de la marge parce qu'elle est avant tout : durable, secrétée et affirmée par le législateur ...

BREST : « on y reste, mais ! »

Brest ... « *Rappelle-toi Barbara ...* » d'une communauté urbaine qui comprend 180 000 habitants. En 1973, elle comprenait 210 000. Mais ici comme dans toutes les villes des régions oubliées, une épidémie fait rage : l'exode vers Paris.

Brest ... « *Rappelle-toi Barbara ...* » d'un port et d'un arsenal.

« *Brest même* » (comme disent les brestois) est une ville agréable quoique de béton (c'est une ville reconstruite) calme et monotone. Je suis persuadé que Voltaire aurait dit : « *c'est une ville pour écrire* ». Mais Brest n'est pas une ville destinée aux voltairiens malgré l'université qui y est mais plutôt aux marins. C'est ce qui justifie certainement le nombre fulgurant de cafés et de bars. Dans certaines rues, il est étonnant de remarquer que les bars sont côte à côte comme les coiffeurs ou les bijoutiers de chez moi.

Brest est une ville « *morte* » mais relativement animée la journée surtout quand il ne pleut pas (ce qui est rare). L'animation se traduit par des allées et venues sur les principales rues de la ville : rue de Siam et Rue Jean Jaurès.

On flâne, on descend la rue, on la remonte, on regarde les vitrines des tation de leurs revenus que *un pot* ».

Quand il pleut, on prend beaucoup de « *pots* ».

La nuit, mis à part le samedi soir et les veilles de fêtes, à 21 heures, il n'y a plus que les chats qui miaulent.

Loin de la mer, à l'autre bout de la ville, il y a Ponanezen », *le quartier apache.* » Un quartier de tours et de barres où son mélangées des familles françaises modestes et la majeure partie des 3 500 étrangers de Brest et environs.

Au bout de ce quartier, il y a le foyer A.F.T.A.M. (Sonacotra vous connaissez ?). Quatre étages crasseux et puant la misère dont le dernier est réservé aux français de l'AFPA et à quelques familles asiatiques réfugiées. Au rez-de-chaussée, un hall, des couloirs et un bar sentant la gauloise sans filtre.

En traversant le hall j'ai senti tout de suite cette chaleur intense source de mes moments de nostalgie. Au loin, Abdel Halim Hafez chantait « *Mawoud* ». A l'intérieur du bar il faisait chaud autour des tables, des groupes jouaient aux cartes.

« *tiens salut les roumis* »

- Salut, ça va, t'as trouvé du boulot ?

- Tu parles, Hé une bière pour roumi et tu marques, hein !

- Et les enfants ?

- Ça pousse, ça pousse.

Il s'était tu et regardait au loin. Dans ses yeux, je lisais une tristesse que je connais profondément. Je me suis souvent couché avec ce regard lointain au-delà de la Méditerranée. Il dirigea son regard vers mes yeux. A travers ce regard marron, son coeur parlait à.

A travers les frémissements de ses lèvres, ses sentiments s'exprimaient innocents comme la vérité : « Tu vois, que je devrais partir voir mes parents mais ma femme est enceinte et avec ce qui se passe au Maroc, alors hé ». Ah, c'est le troisième enfant alors, ça c'était un coup de Debré. Je *riais. Il riait encore plus* fort : « *Quand je rentrais à la maison et que les enfants venaient me donner des bisous, Debré ... Hein ! A l'autre bout du* bar, j'aperçus Momo, un ami d'enfance, je me dirigeais vers lui -ça gaze ?

- Impeccable

- Alors ? Toujours smart ?

- Et toi ? Toujours Cardin ?

Nous évoquions le passé, le présent, et le futur alors pourquoi pas des vacances ?

« *Oui, oui je rentre pour respirer un peu, je vais seul, mes parents restent ici* ».

— Et notre jeunesse tu ne sais pas

- La jeunesse elle est perdue ; va les voir, ils sont dans la chambre n° x. Je t'attends, fais vite, on va se taper un couscous après. Dans la chambre X, il y avait Mohammed, Aziz, Habib et les autres, ils se racontaient des trucs et des machins, la majeure partie d'entre-eux passaient leur temps au foyer.

Certains ont rompu leurs liens avec leur famille, because, des conflits, c'est un mec de l'AFPA qui me l'a dit.

J'ai compris : conflit de générations accentué par conflit de civilisations. D'autres sont toujours avec leurs parents et attendent un travail, l'air fier et hautain. Autun, à la tête du nouveau secrétariat d'Etat à l'immigration, doit les écouter et répondre à leurs aspirations. Je devrais d'ailleurs dire nos aspirations, puisque je fais partie intégrante de cette génération.

Les vacances : « *ça coûte très cher à nos parents* », ils vont donc soit camper, soit rester ici, à Brest. Mais leur pays, notre pays, est ici, un pays truffé d'intolérance.

La tolérance n'est même plus suffisante pour fonder une vie commune avec les autres de notre pays : « *Les gens d'ici* ».

Nous sommes obligés dans notre mariage forcé de nous connaître, de nous apprendre, de nous comprendre.

Je les regarde, je détaille leurs gestes, leurs rires, leurs sourires, ils me fascinent, ils m'envoûtent Ils sont beaux

Leur espoir : apprendre un métier, travailler et aider leur famille mais « *ici, ce n'est pas tous les jours Dimanche* ».

Je suis sorti de la chambre en maudissant tous les saints du monde.

*Seul le couscous que Mo*hamed et moi mangions réussissait à me calmer. Entre un verre de Sidi Brahim et un autre, nos discussions, de mariages mixtes, de vacances, de souvenirs. En un mot « *Bof, c'est comme partout, peut-être que maintenant ...* ».

Eh oui, ces trois points de suspension expriment nos espérances, la fenêtre verte de l'espoir s'est ouverte. Ce n'est pas une fin mais un début : « *Monsieur le Président de la République, Mesdames et Messieurs du gouvernement : nous avons été nombreux à vous soutenir parfois sans comprendre. Certains d'entre nous ont outrepassé leur obligation de neutralité politique en s'inscrivant sur vos listes de soutien. Aussi, nous sommes dans l'absolu droit d'exiger des réponses à nos aspirations.*

De nos propositions, j'ai fait un livre de chevet et j'attends.

Lorsque Mohammed m'a déposé devant chez moi, je lui ai dit : « Alors Brest ? ». Il m'a regardé pensif et m'a répondu lentement : « *Brest, on y reste* ».

Peut-être, pas moi, je monte à Paris, exode oblige.

Tami Roumi

ETUDE ?

LES JEUNES IMMIGRES : Tel père, tel fils

—Remarquables les discours sur les jeunes immigrés, mais agaçants à la fin. On veut obstinément nus inculquer l'image de l'immigré = violence, délinquance et refus du travail. Tout le monde s'y met : la droite comme la gauche, les institutions pédagogiques officielles ou para-officielles. Chacun à sa manière, chacun sa méthode, son discours, mais tous aboutissent aux mêmes conclusions. Des conclusions où chacun y trouve son compte.

Si pour certains la solution est toute trouvée : enfin des purs, des authentiques, contestataires de cette société de consommation « *pourrie* » et des agents sociaux porteurs de valeurs d'avenir (multiracialisme, multiculturalisme ... etc). Pour d'autres, la question ne se pose même pas, les jeunes ne peuvent être que violents et n'attendent des autres que la même violence. Se contentant de cas isolés, mis en vedette par la presse ou les médias, l'idée de violence et de refus du travail est désormais collée à la peau de l'immigré et surtout des jeunes immigrés. Rassurez-vous, je ne mange pas de ce pain-là. Je ne vous dirai pas que la délinquance ne se complait que dans le milieu immigré. Je ne chanterai pas la paresse des jeunes immigrés, ni leur refus génétique du travail. Je refuse aussi d'exalter, je ne sais quelle valeur secrètée par les jeunes immigrés. Je ne cherche pas à ressusciter le mythe de l'immigré grand travailleur, non plus. Je connais trop ces verbiages. Mais au risque de me faire écharper, je dirai que si les parents d'immigrés sont célèbres par leur « *ennif* » même au travail et surtout au travail, les jeunes le sont aussi fondamentalement. Non seulement, ils jouent le même rôle économique que leurs parents, mais chez eux aussi, le travail est valorisé plus que jamais. Ce qui les diffère de leurs parents, c'est plus l'affectation de leurs revenus qu leurs rapports au travail.

Les jeunes dépensent leurs salaires dans l'achat des chaînes stéréo ou voitures, leurs parents trouvaient leurs comptes dans une maison ou un lopin de terre au bled. Les jeunes immigrés non seulement sont aussi travailleurs que leurs pärents mais sont surreprésentés, par rapport aux jeunes français du même âge, sur le marché du travail. Malgré des difficultés d'accès au marché de l'emploi, en raison principalement du racisme, les statistiques du ministère du Travail révèlent que le taux d'activité des jeunes immigrés de moins de 25 ans est de 22 % alors que celui des jeunes français du même âge est inférieur à 20 %.

TAUX D'ACTIVITE DES JEUNES IMMIGRES

Ages :	Des Français	Des jeune immigrés
Jusqu'à 24 ans :	20 %	22 %
25 ans et plus :	74;4 %	83 %

Les jeunes immigrés travaillent plus que les jeunes français de leur âge. De ce point de vue, il est inacceptable de leur coller l'étiquette : refus du travail, alors que c'est la tendance inverse qui l'emporte au niveau national.

De plus, contrairement à toute une littérature soulignant que les jeunes immigrés ne jouent pas le même rôle économique que leurs parents, les statistiques du Ministère du Travail infirment aussi ces thèses non fondées. Au contraire, on assiste à une reproduction de la force de travail immigrée. 90 % environ des jeunes immigrés sont des ouvriers. Pour cent travailleursœ immigrés de chaque sexe et de chaque classe d'âge occupant un emploi appartenant à la catégorie ouvriers, on a les pourcentages suivants :

17—19		20—24		— 25		25 et plus	
M	F	M	F	M	F	M	F
90,4	74,3	88,5	71,7	89	72,5	82,0	74,2

M : masculin
F : féminin

SOURCES : MINISTERE DU TRAVAIL

En somme, il est temps maintenant avec la gauche au pouvoir de révéler la place réelle des jeunes immigrés dans l'emploi et dans tout le système économique et social du pays. Mettons fin aux intoxications grossières malgré les apparences sérieuses, mais qui en fin d'analyse ne-cherchent qu'à attiser la ségrégation et le racisme et à marginaliser davantage les immigrés en se basant sur des données fausses et caricaturales.

Salahdine Al Kortobi

COUBRON

Troisième rencontre

Le 27 et 28 juin dernier, un certain nombre de jeunes immigrés se sont de nouveau réunis pour une rencontre nationale qui s'est tenue à Coubron dans la région parisienne. Troisième rencontre, deux précédentes s'étant déroulées à lyon, suite à la grève de la faim, déclenchée par Delorme, Costil et Hamid contre les expulsions des jeune immigrés lors de cette réunion. Ils ont essayé d'élaborer une plate-forme de revendications concernant tous les problèmes des immigrés. Dans une atmosphère et un décor monacaux, se sont consituté deux groupes de travail, le premier se préoccupant de la constitution d'association, leurs structures, les problèmes juridiques qui en découlent, la réflexion sur le moyens financiers ainsi que les différents champs d'investigations (politique, culturel ...).

Après de violentes discussions, le second groupe a mis en place un projet de plate-forme qui une fois strucuré sera remis à un des responsables du secrétariat d'État chargé de l'immigration.

Au cours de cette rencontre, c'est avec surprise que l'on a pu voir les gens de Lyon s'être scindés en deux groupes suite à des divergences méconnues.

Un des problèmes est apparu concernait la répartition de la somme d'argent collectée lors de cette grève de la faim. A ce sujet, Christian Delorme, ex-gréviste de la faim, qui était présent ce dimanche 28 juin a rassuré les participants.

Une assemblée générale aura lieu à Lyon, en septembre pour déterminer l'usage de l'argent. On a pu remarquer que les jeunes immigrés banlieusards étaient peu représentés.

Par ailleurs, le 3 juillet, la victoire de 40 Immigrés clandestins (expulsés) ayant récupéré leurs papiers, a donné lieu à une fête collective, rassemblant une bonne centaine de jeunes garçons et de filles autour d'un méchoui au « *RANCH* « à Nanterre (Merci Chico pour la « *febou* »).

Cependant quelques heures avant la fête, une véritable chasse à l'homme est organisée par la police. Des flics, matraque à la main « *coursant* » des jeunes immigrés pour une histoire de rixe, comme si rien n'avait changé depuis un certain 10 mai.

Le changement de politique va-t-il entraîner la politique du changement, surtout au sein de la police ?

Mohamed Nemmiche

Trois questions à l'A.T.A.F. :

Association des Travailleurs Algériens en France

SF : *Pouvez-vous nous présenter l'Association des travailleurs Algériens ?*

ATAF : Nous avons déjà en mai 1980, formé un comité de défense des droits des travailleurs algériens contre la politique anti-immigrés de l'ex-gouvernement et la face cachée des accords franco-algériens qui organise le retour forcé (35 000 par an).

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, notre comité s'est transformé en Association des Travailleurs Algériens en France et qui sera déclarée par la loi 1901.

SF : *QUELLE EST LA différence entre votre association, l'amicale des algériens et le comité des travailleurs algériens ?*

ATA : Par rapport à l'Amicale :

Si notre association est formée par les travailleurs eux-mêmes (délégués de foyers, militants syndicaux et autres), dans le but de prendre en main nos propres problèmes par contre l'amicale des algériens est une organisation mise en palce par le gouvernement algérien dont l'objectif premier est d'encadrer politiquement l'émigration algérienne et qu'à notre avis elle n'a, jusqu'à présent, ni soutenu la lutte des travailleurs algériens, ni défendu l'émigration face aux attentats et crimes racistes, les atteintes à nos droits et à notre dignité de travailleurs.

La différence entre nous et le CTA se situe au niveau de l'analyse. Notre association se veut être un outil des travailleurs pour la défense de nos droits en France et pour une réelle réinsertion dans notre pays. Nous ne le limitons à ce cadre de revendications élémentaires et immédiates. C'est sur cette base que le CTA s'est constitué à l'origine, depuis il est devenu un lieu de rencontre de militants soucieux avant tout de développer des idées politiques sur le pouvoir Algérien sans prise sur la réalité de l'émigration et l'évolution de la situation en Algérie.

SF : *Pourquoi êtes-vous organisés en tant qu'algériens ?*

ATA : Tout d'abord, les réalités et les régimes de nos pays sont différents, ensuite, la situation est la même en France du fait des accords bilatéraux et des statuts différents pour l'une ou l'autre catégorie des conditions de séjour, de travail, de logement etc ... Même si nous sommes soumis à la même politique (avec une réglementation différente), et avons les mêmes revendications communes mais aussi spécifiques à chacune des nationalités.

C'est pourquoi nous disons que l'unité se fait d'abord à partir des problèmes de

Notre objectif n'est pas de diviser mais d'unir les immigrés sur des intérêts communs à tous, et d'être solidai-
solidaires des luttes propres à chacune des nationalités comme les turcs ou de plusieurs nationalités : la lutte
des résidents ou des sans-papiers.

En plus, c'est qu'on disait avant : » *Attendez que la France*
soit socialiste et vous serez indépendants ».

Envoyer votre soutien financier par chèque barré sans mettre l'ordre, inscrire au dos « au profit de l'association des travailleurs algériens en France ».

VENISSIEUX :

L'effet de la chaleur sur les médias

A lire et à entendre les médias régionaux et nationaux, les jeunes des Minguettes doivent se sentir une âme de combattants de rue, en effet tous les moyens d'information et Libération y compris, les auréolent d'une âme de grand brigand au sein d'une bande importante et inspirent le jeu de tout un quartier.

Venissieux, les Minguettes, 7 000 logements pour 45 000 habitants, 50 % de moins de 25 ans et environ 25 à 30 % de la population immigrée.

Environ 4 000 chômeurs. C'était le grand rêve pour la population laborieuse des immigrés, voire le sort des uns et des autres au niveau années 65 et pour les élus lyonnais un moyen comme un autre de valoriser leur ville en rejetant les ouvriers à la périphérie avec la crise de ces inévitables retombées socio-économiques. Les immeubles de la ZUP se vident. On commence à en abandonner quelques uns et même à envisager leur destruction pour mieux rééquilibrer l'espace social.

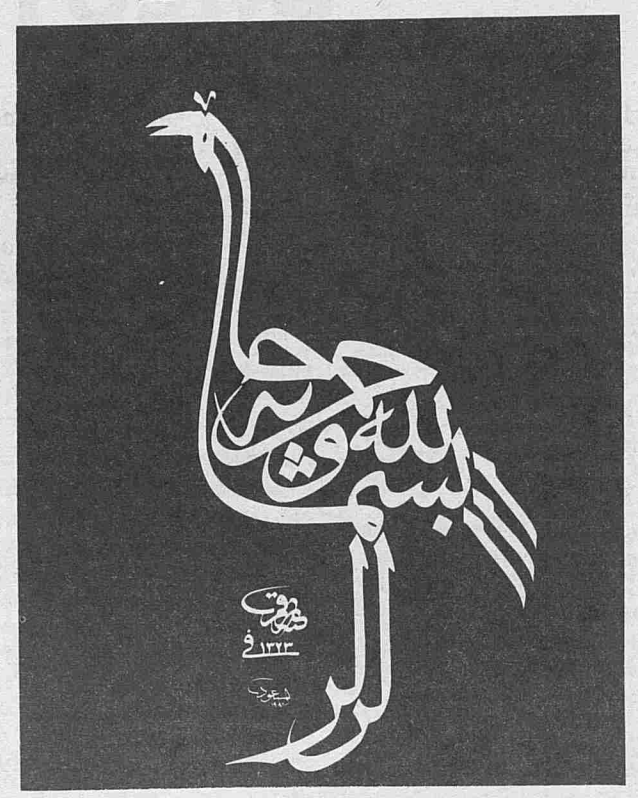
Entre mercredi soir et jeudi soir, les gamins des Minguettes ont brûlé quelques voitures et quelques portes d'immeubles que l'imagination de certains ont transformés en immeubles entiers. La technique employée relève de celle d'un gigantesque jeu de cache-cache, où pour attirer le joueur récalcitrant (la police) on allume quelques feux. Une fois l'arrivée des policiers, les joueurs s'égayent dans les coins et les recoins de la ZUP, le tout est de savoir courir et de bien connaître les lieux. En passant, pour aiguiser le sens des policiers, on agrémente de jets de pierres. et de mise à mort d'automobiles. Résultat du jeu pour l'instant, deux arrestations pour rebellion et un communiqué de la police qui tente de remettre les choses dans leur juste valeur, par exemple, les joueurs du côté des jeunes seraient 40 et non 200, sans oublier que la période où nous vivons c'est celle du ramadhan avec un nouveau rythme de vie pour les pratiquants, désoeuvrés dans l'attente du dernier repas avec le jeûné quotidien, quitte à attendre dans cette chaleur, pourquoi ne pas jouer au chat et à la souris ? Pourtant, cet été au pied de ces immeubles va se dérouler une expérience unique qui va voir l'ensemble des éducateurs et des services sociaux tenter de créer des activités pour les jeunes, activité qui rejeteront le cadre rigide habituel, style « *centres sociaux* ».

Pour priviligier la pratique de celle nouvelle sur pla ce, avec l'entourage habituel, voir la réussite des tentatives précédentes (cours d'arabe). Pour une fois, pourquoi se faire plus royaliste que le roi, alors que la police, la mairie pourtant communiste, et les services sociaux reconnaissent tous ensemble que les faits sont grossis.

Brixton, Liverpool, ... c'est toujours en Angleterre. Ici ce n'est encore qu'un jeu, drôle de jeu dont tout le monde espère qu'il en restera à ce stade.

Mohamed Slimani

RAMADHAN INSOLITE !



Quiconque observera la nouvelle lune qu'il jeûne ce mois **(Sourate El Baqara)**

Mois de piété et de dévotion, le ramadhan vient de commencer en cette année 1401 de l'Hégire pour des centaines de millions de musulmans. Un mois pendant lequel du lever au coucher du soleil le jeûne sera l'expression de la « *communion totale avec Dieu* ».

En terre d'Islam le Ramadhan est obligatoire, il est le quatrième pil ier de l'Islam. La religion musulmane repose sur cinq pil iers :

1- La reconnaissance en un dieu unique et en Mohamed son prophète

2- La prière

3- La charité

4- Le jeûne

5— Le pélerinage à la Mecque.

Alors qu'en est-il en France de la stricte observation du jeûne qui compte théoriquement deux millions de fidèles et si on en croit les statistiques la religion musulmane serait la deuxième pratiquée dans ce pays.

Combien sont -ils à jeûner ? Il serait péremptoire d'affirmer, ou d'essayer d'évaluer ceux qui font ramadhan de ceux qui ne le font pas.

Pourtant beaucoup jeûnent surtout dans l'immigration familiale (les parents bien sûr) les foyers, là, les pressions sont plus grandes que pour ceux qui vivent dans les cafés hôtels. Il n'y a qu'à se promener entre Belleville et Barbès pour s'en rendre compte. Scènes insolites pour qui connait la signification du ramadhan dans des bars, on peut voir à une même table tapant le domino ceux qui jeûnent, avec ceux qui se la donnent à la Kronembourg.

Donc en cette période de sacrifice, rien ne laisse transparaître quant à la stricte observation du jeûne si ce n'est l'agitation fébrile des frères musulmans ces prosélytes opiniatres dans le quartier de Belleville où les habitants les acceptent avec plus ou moins de mansuétude.

Pour les patrons de cafés, le ramadhan est une aubaine car la préfecture autorise les cafés arabes à rester ouverts toute la nuit. Et autant dire tout de suite que la kronembourg marche mieux que le thé à la menthe.

Pourtant il n'est pas encore tellement loin le temps où ces mêmes cafés fermaient toute la journée pour n'ouvrir qu'à la rupture du jeûne.

Quelque chose a changé ; une pratique qui était assumée par l'ensemble de la communauté, semble aujourd'hui être tombée en désuétude.

Peut-être est-ce tout simplement un vent de tolérance qui souffle ...

Puisse-t-il traverser la mer ...

Inch'Allah !

Farid Aïchoune

Après la publication de la circulaire Grimaud

Clandestins, sortez de votre trou

Deux mois après l'élection de François Mitterrand, la nouvelle politique en direction de la population immigrée commence à se dessiner. Alors que le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation vient de rendre publique une circulaire en date du 6 juillet qui complète celle du 27 mai 1981, on vient d'apprendre que les propositions de Mr François Autain. Secrétaire d'Etat chargé des immigrés seront discutées jeudi 23 juillet en conseil des ministres.

Par ailleurs, la réunion de la commission mixte de la main-d'oeuvre étrangère qui s'est tenue le vendredi 9 juillet -pour la première fois depuis octobre 1980- a été l'occasion d'un premier échange de vues entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux.

Si la circulaire Grimaud -du nom du Chef de Cabinet de M. Defferre- supprime l'expulsion des jeunes nés ou arrivés en France avant l'âge de 10 ans et ouvre la voie à un nombre important d'abrogations d'arrêtés déjà pris, elle n'en maintient pas moins le principe même de la « *double peine* » appliquée pour « *nécessité impérieuses d'ordre public* ».

En attendant la refonte de la procédure d'expulsion -annoncée le 27 mai dernier- on ne peut manquer de s'interroger sur les raisons profondes de cette décision. A-t-on voulu répondre par avance aux inquiétudes d'une opinion -et d'une police- travaillée depuis longtemps par le racisme, ou s'oriente-t-on vers la création d'une sorte » *d'expulsion démocratique* » souhaitée par certains partis et syndicats -de gauche !- ? Le débat doit être mené à ce propos et largement, avec la participation des immigrés, enfin libérés de la sinistre tutelle du décret-loi de 1939, qui les prive de toute possibilité d'association et donc d'expression.

Outre le rappel d'un certain nombre de droits déjà inscrits dans la loi, mais en permanence violés par l'ancien régime (droit d'asile, ...), la circulaire pose le problème des sans-papiers, qui se verront munis d'un titre provisoire de séjour, en attendant la définition des critères de régularisation.

Ce problème, ainsi que celui du droit d'association, sont semble-t-il, les deux axes de la communication de M. Autain.

Ce ne sont évidemment pas, les préoccupations uniques du Secrétariat d'Etat. La démocratisation et la régionalisation du FAS, et des autres instruments de la politique gouvernementale (ICEI, ...) le budget-programme du FAS pour 1982 ont été, entre autres points, à l'ordre du jour de la Commission de la Main d'Oeuvre. *Sans Frontière,* qui prend des vacances, ne pourra malheureusement pas vous en parler. Une consolation, pour nos lecteurs parisiens : écouter *Radio-Soleil,* sur 98,2 MGH, tous les soirs, à partir de 21 heures trente. Vous y retrouverez une partie de l'équipe de votre hebdo préféré.

Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation vient de faire parvenir aux Préfets une circulaire complémentaire à la circulaire du 27 mai 1981 annonçant la suspension provisoire de toute expulsion.

Longue de 7 pages cette circulaire comporte 3 têtes de chapître portant sur les expulsions, les refus de séjour et enfin un ensemble de problèmes particuliers.

Toute expulsion d'un jeune « *étranger* » né en France ou arrivé dans ce pays avant l'âge de 10 ans, est désormais impossible, et tout arrêté d'expulsion pour de tels cas doit être abrogé, que l'intéressé vive déjà clandestinement en France ou réside à l'étranger. Un titre de séjour, de même validité que celui dont il était doté, doit lui être délivré.

Les préfets doivent saisir le Ministère des demandes d'abrogation émanant de jeunes bénéficiant d'un régime de sursis à expulsion, ou n'ayant pas déféré à la mesure d'expulsion, ou vivant « *en clandestins* » en France ou enfin vivant à l'étranger. Les préfets peuvent abroger, sans en référer au Ministère « *tout arrêté d'expulsion ... pris ... soit pour motif d'ordre public, soit au titre des 2é à 6e de l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* »

En attendant une définition plus précise de la procédure d'expulsion, cette mesure est maintenu « *en cas de nécessité impérieuse d'ordre public* ».

Mais toute procédure engagée doit être soumise à l'appréciation du Ministre.

La circulaire donne « *à titre d'exemple des cas pour lesquels la notion d'impérieuse nécessité d'ordre public peut être retenue : Etrangers ayant commis des fautes graves tels que :*

- trafic (et pas seulement usage) de drogue

- affaire grave : De proxénétisme ; de coups et blessures.

- attentat à la pudeur ou viol.

- Vol qualifié » (2)

Mais tout en maintenant l'expulsion, la circulaire apporte quelques réserves.

Ainsi, « *la récidive, à elle seule, ne pourra justifier une mesure d'expulsion en l'absence de faits graves* ».

Et le Ministre demande que « *l'appréciation de la menace à l'ordre public doit tenir compte de la situation personnelle de l'intéressé : résident ou non-résident, ancienneté du séjour en France, situation familiale et notamment attaches familiales françaises* ».

Pour les arrêtés d'expulsion déjà pris, la circulaire précise les modalités pratiques de leur révision. Désormais, c'est aux préfets qu'il appartient d'instruire ces demandes, en saisissant le Ministère de leur proposition. Ainsi s'ils estiment possible l'abrogation, ils en avertissent le Ministère, informent le requérant que la mesure sera incessament abrogée, et lui délivrent un titre de séjour une fois la mesure officielle.

S'ils jugent l'abrogation prématurée, mais proposent en même temps le maintien du séjour en France de l'intéressé sous le régime des sursis, les préfets doivent accorder un titre de séjour de six mois renouvelable, que l'immigré soit en france ou résidant à l'étranger.

Enfin, en cas de refus d'abrogation, le Ministère doit être informé.

Les immigrés vivant actuellement « *sous le régime des sursis* » verront leur situation réexaminée » *si la mesure dont ils font l'objet a été motivée par des faits qui désormais n'entraîneront plus une telle mesure* ».

Le 2e chapitre de la circulaire traite des refus de séjour et trace « *quelques directives en attendant l'adoption des règles définitives* ».

Ainsi, si un refus de séjour est décidé en vertu de la réglementation en vigeur, « *il conviendrait de prolonger le titre de séjour venu à expiration pour une période de 3 mois par apposition d'une mention sur le titre* ».

Pour les premières demandes de titres de séjour, deux situations sont prévues.

Pour les demandes déposées alors que l'étranger est en situation régulière, la circulaire précise que « *dans tous les cas la demande doit être acceptée et faire l'objet d'un examen. Un récepissé de demande de premier titre de séjour ... sera délivré pour une période de trois mois* ».
en attendant des directives ultérieures.

Pour les immigrés en situation irrégulière, les demandes seront enregistrées dans les préfectures, et à la place des récepissés habituels un nouveau titre provisoire de séjour leur sera délivré (voir modèle ci-contre). Il est demandé par ailleurs aux préfets d'adresser au ministre un état mensuel des titres délivrés.

Ce chapître apporte enfin deux précisions à propos des demandeurs d'asile : un titre provisoire de trois mois (portant la mention : a sollicité l'asile) doit être automatiquement délivré à toute personne qui sollicite l'asile.

Quant aux personnes « *auxquelles la qualité de réfugié a été refusée, éventuellement après examen par la Commission de recours* » un titre de séjour de 3 mois leur sera délivré en attendant, toujours, de nouvelles directives.

algérien du 18 septembre 1980 a posé le principe de l'automaticité du renouvellement ou de prorogation des certificats de résidence ».

Par ailleurs, les clauses restrictives à l'octroi des autorisations de mariage sont pratiquement levées et la circulaire demande que cette autorisation soit accordée « *sauf cas très exceptionnels* » dont il faut saisir le Ministère.

Enfin en annonçant l'envoi prochainement d'instructions « *concernant l'exercice d'une activité salariée par les bénéficiaires des mesures* », la circulaire demande aux préfets de « *rappeler d'une manière très ferme aux personnels appelés à connaître de la situation des étrangers qu'il s'agisse de personnels administratifs ou de police, qu'ils doivent leur réserver l'accueil courtois et compréhensif que tout usager est en droit d'attendre du service public* ».

Enfin la 3e partie de la circulaire traite de problèmes particuliers.

Ainsi le Ministre précise que ce n'est pas aux travailleurs algériens qu'il revient de justifier de leur présence en France, et de l'exercice d'une activité salariée permanente.

« *Dans ces conditions, si l'exigence de deux ou trois bulletins de salaire est justifiée pour vérifier que l'intéressé continue à exercer une activité salariée, il ne saurait être question de mettre à sa charge la preuve de la continuité de son séjour en France par la présentation de bulletin de salaires. Il convient d'ailleurs de rappeler que l'échange de lettres franco-*

Kamel Belarbi

REPUBLIQUE FRANCAISE

Préfecture de .....

AUTORISATION PROVISOIRE DE SEJOUR

n° : .....

(NOM) : M. ou Mme .....

Prénom .....

(éventuellement nom de femme mariée) .....

né (e) le .....

à ..... Nationalité .....

demeurant à .....

dont la situation est actuellement en cours d'examen est autorisé à demeurer à titre provisoire sur le territoire français

jusqu'au : .....

Fait à ..... le .....

Signature du titulaire

Signature et cachet de l'autorité

PHOTO

Incidents à Vénissieux :

« Où sont vos éducateurs ? »

Dimanche 12 juillet, le poste de police qui avait été installé en catastrophe, la veille, en plein quartier a disparu. En début de soirée, un car de CRS qui patrouille dans la ZUP, s'arrête près du quartier Montmousseau et des CRS montent pour vérifier les identités. Ils embarquent deux jeunes qui n'avaient pas sur eux leurs papiers et les conduisent dans un coin sombre, près du cimetière. Après leur avoir flanqué une paire de claques, ils les relâchent. Mesquin. « *C'est l'alcool qui m'a frappé* » dira l'un d'eux.

Entre temps au quartier, tous les jeune ont mis les baskets. Quand des cars repassent à proximité, lentement en faisant ronfler les moteurs, ils deviennent une cible : jets de pierres et de bouteilles sans riposte immédiate. Vers 23h30, la marchande de glaces vient installer sa camionnette au milieu du parking : le calme est apparent jusqu'à minuit quand deux fourgons de police arrivent et que des flics commencent à courser dans le quartier des jeunes qui vont se planquer. A minuit et quart, arrive sur place le chef du cabinet du préfet de police qui commence à discuter avec les jeunes, et à expliquer que psychologiquement, c'est très traumatisant les voitures qui brûlent. « *D'ailleurs, où sont vos éducateurs ?* ».

Explications, la Maison des Jeunes c'est une grotte, les boites de nuit refusent les teints basanés, des policiers insultent et provoquent. Pour cette nuit la tension redescend. Et le soir du 14 juillet, nouveaux incidents dans un autre quartier de la ZUP de Vénissieux à la suite d'interpellations pour vérifications d'identité. La presse locale avait exagéré, et les journalistes qui étaient venus voir « *Brixton en France* » seront déçus.

« *De toutes façons,* dira un jeune, *tant qu'il n'y aura pas de travail, et qu'on se fera insulter, il n'y a pas de raison que ça cesse. On est des sales pions sur un mauvais échiquier* ». Par l'arrêt des expulsions, le nouveau gouvernement a marqué sa volonté politique d'intégrer les « *jeunes immigrés* ». Reste à dénoncer le mélange chronique de racisme, de chômage et d'ennui.

A.B.

Des centaines de morts, dont des dizaines d'enfants

« On a tué le peuple de demain »

Un mois après les sanglants évènements de Casa, l'heure est aux procès. Des centaines de presonnes, deux mille de l'aveu même des autorités, comparaissent devant les tribunaux dans une dizaine de villes et les premiers verdicts, prononcés à Larache, Meknès et Casablanca, laissent prévoir des peines très lourdes.

C'est aussi l'heure du bilan de la répression des journées du 20 et 21 juin.

Tous les témoignages recueillis et le rapport de Me Mignard, de retour d'une mission d'enquête, confirment l'ampleur de la tuerie et des arrestations opérées.

Mais si le « *succès* » du Maroc à Nairobi a pu, pour certains, reléguer les évènements de Casa au second plan, il n'en reste pas moins qu'une nouvelle période a commencé dans ce pays. L'ère du « *consensus national* » si consensus réel il y a eu est bien révolu.

Un mois donc après la grève générale du 20 juin, on peut reconstituer avec exactitude et d'après divers témoignages et récits concordants, le film des évènements et les suites de ces journées, que personne, sauf les autorités marocaines, n'hésite plus à comparer au soulèvement de mars 1965, sauvagement réprimé par le Général Oufkir.

Rappelons qu'après la hausse de 5 denrées alimentaires de base, annoncée le 28 mai et « *ramenée* » à 50 % le 6 juin, l'UMT (Union Marocaine du Travail) appelait pour le 18 juin à une grève générale locale à Casa (et nationale pour les transports et les chemins de fer).

Largement suivie, et soutenue par la CDT, cette greve etait un révélateur, s'il en fallait encore un, du refus de la population des hausses décidées ; en effet, bien avant les grèves du 18 juin et 20 juin, des mouvements de protestation, pratiquement spontanés avaient eu lieu, dans le Nord et l'Est du pays et des procès s'étaient tenus à Nador, Oujda et Zaio.

Des manifestants se sont vus condamnés à des peines de 1 à 6 mois de prison fermes pour trouble de l'ordre public.

En appelant donc à la grève, les deux syndicats ont autant suscité que répondu à un réel besoin des marocains.

A cette tension, s'ajoutait le 1er juin, un autre élément, et ce après que le Roi Hassan II ait menacé l'Union Socialiste des Forces d'interdiction en cas de retrait de ses parlementaires de l'Assemblée.

Limité à l'origine à 4 ans, le mandat des parlementaires avait été prolongé lors d'un référendum de deux ans ; l'USFP, qui s'estime légitimement d'ailleurs, sous-représentée dans l'assemblée, refusait que cette modification s'applique à la législature en cours, et sa Commission Administrative Nationale, avait décidé, depuis longtemps le retrait des députés socialistes, laissant au Bureau politique l'opportunité du choix du moment.

Cette décision, bien qu'interne, était largement connue à l'extérieur de l'USFP, et c'est cela qui, semble-t-il, explique que le Chef de l'Etat marocain, ait pris les devants, dans sa conférence de presse du 1er juin, en « *refusant* » d'avance que l'USFP, se retire à mi-chemin du « *processus démocratique* » mis en oeuvre depuis la Marche Verte, et qui vaut au Maroc sa réputation d'ilôt démocratique dans un Tiers-Monde où les dictatures militaires côtoient les régimes à parti unique. (1)

Mise donc au défi par le Roi d'appliquer sa décision de retrait et harcelée par ses bases militantes et une opinion étudiante radicalisée, la direction de l'USFP ripostait en annonçant son retrait de la commission consultative de l'enseignement, mise en place par le Colloque d'Ifrane de l'été dernier, et mettait tout son poids dans la préparation de la grève générale du 20 juin.

Le film des évènements

C'est dans ce contexte aggravé par l'annonce des résultats du baccalauréat (2) que la grève du 20 juin va se dérouler.

Alors que le mouvement appelé par l'UMT va se dérouler dans « *le calme* », il semble certain maintenant que les autorités aient décidé, bien avant le samedi, de réprimer la CDT et l'USFP, et ce, dès le vendredi 19 juin.

Cette réaction musclée va se concrétiser de diverses manières : alors que le Ministère de l'Intérieur envoie aux chefs des administrations une circulaire leur demandant de signaler toute absence, et menaçant les éventuels fonctionnaires grévistes de radiation de la fonction publique, en vertu d'un décret datant de 1958 (3) les petits commerçants, dont le syndicat avait soutenu l'appel de la CDT et les artisans sont menacés dans les quartiers par les Mokkadmins.

Des arrestations massives de militants syndicaux sont opérées à Casa, Rabat et d'autres villes et le vendredi soir, on dénombre déjà 180 arrestations dans la seule ville de CASABLANCA ; « *ces arrestations se sont faites en dépit de toute base légale alors même que la grève est licite au Maroc et que les modalités d'organisation de la grève du 20 juin ne faisaient courir apparremment aucun trouble particulier à l'ordre public* » souligne Me Mignard dans son rapport.

Au matin du samedi 20 juin, et comme le laissait prévoir le succès du jeudi 18 juin, Casablanca est paralysée par la grève générale. Au-delà des usines, les petits commerçants et les artisans, en baissant dans leur quasi-majorité les rideaux de leurs boutiques, donnent au mouvement une ampleur qui rappelle les grands moments de la lutte anti-coloniale. Le consensus national, tant chanté par certains et pour une fois bien réalisé mais sur un autre thème.

Les autorités vont alors s'employer à casser ce mouvement d'abord en intervenant contre les conducteurs des bus.

Rassemblés en Assemblée Générale dans les dépôts, les chaffeurs sont attaqués par la police, et certains d'entre eux sont arrêtés.

Des chauffeurs de l'extérieur sont réquisitionnés et les bus circulent, vides mais sous la protection de la police, en klaxonnant dans les rues de la ville, comme pour signifier à la population l'échec de la grève.

Dans les quartiers populaires, les forces auxiliaires essayent de forcer les petits commerçants à ouvrir leurs boutiques.

Un état d'exception

Dans Casablanca quadrillée par la police dès les premières heures de la matinée, ces tentatives donnent lieu aux premiers affrontements entre les jeunes, présents par milliers dans les rues, et la police et la gendarmerie.

A 14 heures, et alors qu'aucun coup de feu n'est encore tiré, on (?) demande aux hôpitaux de la ville de prendre les dispositions nécessaires pour mettre en place des services de secours d'urgence et à 15h15, la première victime, une femme tombe criblée de balles, alors que l'armée fait son apparition bientôt suivie des blindés.

Les quartiers populaires sont séparés par un cordon de la ville européenne et des quartiers chics et le massacre est organisé systématiquement, quartier systématiquement, quartier par quartier, jusqu'au lundi 22 juin.

Dans le Maroc qui vit, depuis sous un état d'exception non-déclaré, il est difficile de dénombrer le nombre des victimes pour l'instant, et pour plusieurs raisons.

« *Tout d'abord,* explique Me Mignard, *parce que les autorités se refusent à présenter toute espèce de justification sur la réalité des évènements et leurs suites en nombre de blessés ou de morts.*

Il n'empêche que face à 200 000 manifestants, chiffre donné par le Secrétaire Général du Ministère de la Justice, sont intervenues successivement trois types de forces chargées de maintenir l'ordre. D'abord, les auxiliaires de police, vite débordés. Ensuite, la gendarmerie débordée à son tour et enfin, l'armée qui aurait ouvert le feu.

Les ordres d'intervention et de tir auraient été donnés à partir de 15 heures le samedi 20. Les affrontements se seraient déroulés jusqu'à 2 heures du matin. Le feu aurait repris alors le dimanche.

Les morts annonccés sont de 66 selon le Ministre de l'Intérieur. Ils sont de 637 selon les sources concordantes provenant de la morgue de Casablanca et du Centre de secours des pompiers de cette ville.

Suite page 11 ...

Des membres du bureau exécutif de la CDT, tous arrêtés.

... Suite de la page 10

« Plusieurs chiffres en hausse ont été annoncés provenant de diverses sources allant même jusqu'à 1 000 morts.

Ces chiffres sont invérifiables. Celui que nous donnons l'est tout autant, mais c'est la source officieuse la plus sérieuse qui puisse être fournie.

Un certain nombre de signes indiquent néanmoins que les autorités font tout pour que la vérité ne puisse être découverte.

Ainsi, par exemple, les fiches des registres de l'état civil sont-ils arrachés de telle sorte que la transcription des décès ne puisse se faire.

Le personnel médical des divers établissements sanitaires vers lesquels étaient dirigés les blessés, est formel pour indiquer le nombre tout-à-fait considérable de blessés graves ainsi que le nombre important de décès survenus au cours de transfert ou lors de l'hospitalisation desdits blessés.

Il convient de préciser que de nombreux blessés qui ont pu échapper aux rafles et aux arrestations ont trouvé refuge dans leur famille. Celles-ci cachent les blessés car toute blessure est un signe de soupçon pouvant avoir de très graves répercussions judiciaires en ce qui concerne l'intéressé.

Des dizaines de procès

Les lieux de détention dans lesquels ont été littéralement intassés les personnes arrêtées sont la foire de Casablanca, Aim Harrouda, entre Casa et Mohamedia, l'ensemble des arrondissements urbains de la ville de Casablanca, les commissariats de POLICE; DE MÊME QUE LA GRANDE CAVE DE LA Banque du Maroc qui avait été réquisitionnée.

Une précision, il apparaît que 26 personnes auraient trouvé la mort par asphyxie au lieu dit « Roche Noire » à la suite des conditions d'entassements.

De sources sûres, trois personnes auraient succombé lors de leur présentation au Parquet. Ces trois décès seraient la suite logique des syndromes asphyxiques déjà constatés à l'occasion de ces conditions de détention.

En ce qui concerne les armes utilisées, il apparaît que c'était des armes à feu individuelles, mitraillettes ou fusils.

Il semble certain aussi que le nombre des enfants et adolescents dépasse de loin tout ce qu'on a pu lire ou entendre ces dernières semaines.

« *Un vieil homme,* comme le rapporte Me Mignard, *a été frappé à mort par des soldats à proximité de son domicile. Son fils survenu entre temps, n'a pu que prendre la tête de son père entre ses bras et assisté à ses derniers moments.*

Une jeune fille selon un mèdecin qui se trouvait à l'hôpital Averroès a été transportée la gorge trouée par une balle et elle a succombé par étouffement.

Des enfants, de très nombreux enfants, auraient trouvé la mort ou ont été blessés à l'occasion de ces affrontements.

On annonce de sources encore une fois assez sûres que 20 enfants auraient trouvé la mort dans le quartier de Sidi Ber noussi, dans la banlieue ouvrière ouest de Casablanca. J'ai pu rencontrer la soeur d'un enfant mort dans le quartier Aine Chok. Cet enfant avait 2 ans et demi ; il a reçu une balle tirée par un fusil dans les reins ; il semble avoir immédiatement succombé à ce coup de feu.

J'ai pu voir enfin un enfant de 14 ans grièvement blessé. Une balle lui a traversé le corps, rentrée par l'abdomen, elle est sortie par les reins.

On peut considérer qu'au moins un tiers des personnes décédées seraient composées d'enfants en bas âge ou d'adolescents.

A ce massacre du peuple de demain, selon la formule de Me Mignard, ilfaut ajouter le nombre des arrestations et des procès en cours.

162 militants de la CDT et de l'USFP sont officiellement arrêtés, dans tout le Maroc : à Casa, Rabat, Agadir, Sidi Slimane, Kénitra, OUazane, Larache, Meknès, Oued Zem Sefrou, Kalaa, Sidi Bennour, El Jadida, Al Hoceima, Oujda, Tanger et Tétouan.

Il semble enfin que le chiffre des 2 000 arrestations de manifestants, annoncé par les autorités est bien au dessousd e la vérité et « *que le chiffre le plus vraissemblable soit celui de 6 000 à 8 000* ».

Quelles perspectives

Alors que les mineurs arrêtés sont relâchés (et souvent « *rachetés* » par leurs familles aux policiers corrompus), les autres sont déférés devant les tribunaux par groupes « *hagards, affamés, portant encore les traces de leurs blessures* » jugés sommairement, sans aucune défense et condamnés à de lourdes peines : cinq, dix, voire vingt ans pour certains d'entre eux.

Les procès visant les militants de l'opposition vont tout juste commencer, alors que les accusations portées à leur encontre font craindre le pire.

Le Maroc, en ce mois du Ramadan, est un pays sous surveillance : toute activité syndicale est interdite, les sièges de la CDT à Casa et Rabat et celui de l'USFP à Casa sont fermés ou occupés par la police.

Alors que les journaux nationaux (Al Mouharrir, Libération, Al Bayane) sont suspendus, les journaux étrangers sont souvent censurés. Dans les kiosques, vides et désertés, règnet « *la voix de son maître* ». Les journaux officieux qui traitent les manifestants de brigands et de voyous. Et la ronde sinistre des procès et des verdicts continue ; à Casa, une seule chambre aurait prononcé 1 400 années de prison !

On peut bien évidemment spéculer sur les perspectives et les suites à long terme de cette situation, car si tout le monde s'accorde pour dire qu'un période est révolue, personne ne peut définir avec exactitude de quoi sera faite la prochaine étape.

Cela dépendra du développement de l'affaire du Sahara, mais aussi de la réaction de la gauche marocaine et de l'opinion mondiale.

l'opposition marocaine semble en état de choc. Privée de la quasi-totalité de ses cadres, elle aura à définir, et rapidement, sa réaction. En effet, si les évènements de Casa sont une épreuve de vérité pour le régime, ils le sont aussi pour l'opposition. L'USFP et surtout la CDT a permis, quelque fut son intention, à un large mouvement populaire (4) de s'exprimer et se trouve de fait investie d'une responsabilité énorme. Dans l'immédiat, elle demande en plus d'un retour à la situation précédente une commission parlementaire d'enquête (5).

Quant à l'opinion publique mondiale, elle commence tout juste à apprécier l'ampleur des évènements de Casa et de la répression qui en a résulté. Une commission d'enquête internationale et crédible- est en cours de préparation et les Comités de lutte contre la répression au Maroc (6) appellent à la constitution d'un Front de Solidarité avec le peuple marocain. Cet appel devrait être largement entendu, et surtout de la part du gouvernement français, particulièrement sourd aux cris du peuple marocain alors que Lech Walesa -qui a bien des soucis- l'a entendu.

La France des droits de l'homme est lente à se réveiller.

Kamel.B.

NOTES

(1) Dans cette optique, la participation de l'USFP au parlement, est pour la monarchie marocaine une nécessité pratiquement vitale, car sa participation légitime, tout le processus alors que son éventuel retrait, mettrait tout ce laborieux « échafaudage démocratique » en péril.

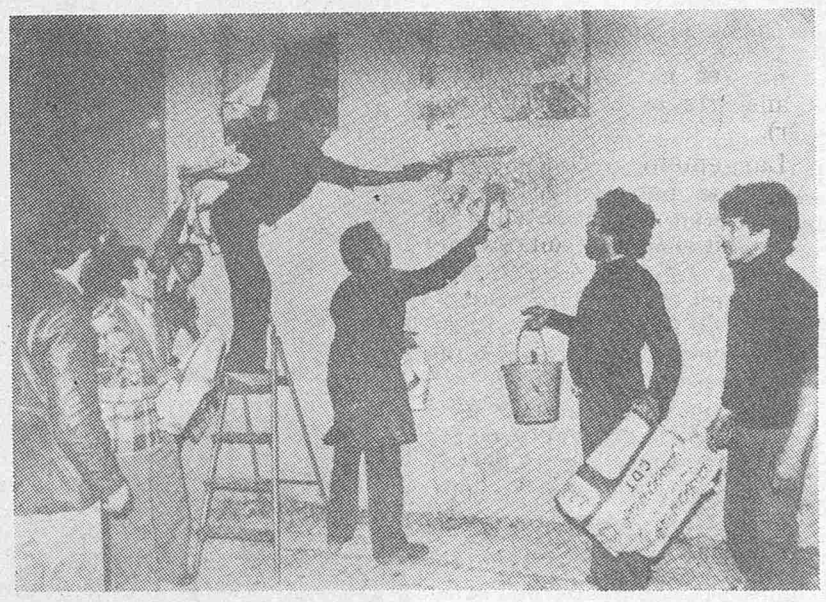
(2) A Casablanca par exemple, le pourcentage des reçus est de 15 %. Dans un pays où ce diplome est un véritable saufconduit pour se sortir de la misère, ce résultat ne pouvait qu'aggraver la colère des jeunes.

(3) Dans la soirée de Vendredi, un communiqué du Ministère allant dans ce sens, est rendu public à la radio et à la TV:

(4) Ce mouvememnt a englobé au-delà des travailleurs d'usines toute la population. C'est sûrement cela que le gouvernement n'a pas toléré.

(5) Etrangement, tous les appels publics de l'opposition s'adressent d'abord à l'opinion mondiale ou au gouvernement. A l'opinion marocaine mobilisée, on demande d'attendre ... N'a-t-on pas entendu à la fin de la manif du 27 juin un orateur dire aux milliers de marocains présents ... de se disperser dans le calme en attendant les initiatives de « leur organisation d'avant-garde » : on attend toujours.

(6) Les CLCRM, 14 rue de Nanteuil, 75015; APPELLENT 9 LA 75015, appellent à la solidarité financière : adresser les chèques pour l'envoi des avocats à Mme Morel, et pour le soutien des victimes de la répression à Me Guibard. Les comités viennent par ailleurs d'éditer une bande dessinée d'un prisonnier politique de Kénitra portant sur l'emprisonnement politique au Maroc. Sortie feuille à feuille, cette BD est un témoignage exceptionnel. Nous y reviendrons à la rentrée. En attendant, vous pouvez la commander à l'adresse des Comités.



Des militants de la CDT collant des affiches

Kénitra à travers une BD : Un autre témoignage

Les CLCRM viennent d'éditer un témoignage exceptionnel sur l'emprisonnement politique au Maroc. Exceptionnel par ce qu'il raconte mais aussi par la forme qu'à choisie Rahal, jeune prisonnier politique de la Centrale de Kénitra pour témoigner : la bande dessinée. Rahal, à travers l'itinéraire des prisonniers du procès de janvier 1977, arrive finalement à retracer le chemin maintes fois parcouru par les détenus marocains et tous les prisonniers d'opinion du Monde : enlèvement, torture, détention illégale, jugement et enfin la prison avec ses cellules et ses cachots, la répression et la résistance. Tout cela dirai- et dessiné- avec cette fougue et cet enthousiasme « *révolutionnaires* », tant décriés ici mais qui reflètent si bien la force de la jeunesse du Tiers-Monde.

La bande dessinée de Rahal révèle aussi cette force opiniâtre qui fait résister les embastilslés de Kénitra. Après le poème, la nouvelle, des thèses de haute-tenue, la peinture, les prisonniers de cette centrale s'emparent de la bande dessinée pour faire entendre leur voix.

« *Dans les entrailles de ma patrie* » existe en arabe ou en français et on peut la commander aux CLCRM à l'adresse ci-dessous :

CLCRM, 14 rue de Nanteuil 75015 Paris.

Quel avenir pour les pays les plus pauvres ?

Du 1er au 14 septembre se tiendra à Paris une conférence des Nations-Unies consacrée aux « *pays les moins avancés* ». De nouvelles formules d'aide et de coopération seront envisagées pour sortir ces pays de leur situation économique catastrophique.

Ce qu'on appelle dans le langage pudique de l'ONU les « *pays les moins avancés* », ce sont ceux où le revenu annuel par habitant est inférieur à 560 F. Compte tenu de l'inégalité sociale et de la mauvaise répartition des richesses, on imagine aisément à quoi peut se résumer le revenu des habitants les plus pauvres de ces pays déshérités.

Les pays en voie de développement dans leur ensemble sont une centaine ; ils représentent environ 2,2 milliards d'hommes. Les pays les moins avancés sont une trentaine ; ils regroupent de 260 à 270 millions d'êtres humains.

Pour ces derniers pays, les formules habituelles d'aide au développement sont pratiquement inefficaces. Car ils manquent de tout, y compris de nourriture. Politiquement, ce sont les plus instables : coups d'Etat, insécurité, pillages et famines sont leur lot quotidien. Ils forment un champ de manoeuvre idéal pour les grandes puissances qui y font et défont les dictatures.

L'aide à ces pays doit comporter inévitablement deux volets : une aide immédiate (alimentaire, sanitaire), et une aide à long terme pour la mise en place des infrastrucutres indispensables (routes, barrages et canaux d'irrigation) et des équipements industriels de base.

Le problème est que ces pays sont déjà lourdement endettés et qu'on ne sait pas s'ils pourront seulement rembourser leurs dettes en cours. Certes les sommes en jeu sont nettement moins importantes dans leur cas que pour d'autres pays du Tiers-Monde plus avancés. Mais, à choisir, beaucoup de banquiers préféreront prêter encore davantage au Brésil ou au Chili qu'au Bénin ou à la République démocratique du Yemen. Devinez pourquoi ?

En l'état actuel des choses, le développement des pays les plus pauvres passe par un accroissement de l'aide publique. Or, malgré tous les discours, les voeux pieux exprimés à la tribune de l'ONU et les belles résolutions, l'aide publique stagne. Ainsi, en 1980, les dix-sept pays de l'OCDE membres du CAD (Comité d'Aide au Développement) ne lui ont consacré que 0,37 % de leur produit national brut, c'est à dire à peine plus de la moitié de l'objectif fixé par les organisations internationales.

En ce qui concerne la France, ses versements bilatéraux (aide directe) ou multilatéraux (aide accordée par l'intermédiaire d'une organisation internationale) ont représenté, en 1980, 0,62 % de son produit national brut. Mais il faut rappeler que ce pourcentage était supérieur en 1970 (0,66 %), et si l'on déduit les crédits accordés aux départements et territoires d'Outre-Mer, on arrive à 0,35 % , soit un peu moins que la moyenne des autres pays de l'OCDE. Notons toutefois que le gouvernement socialiste a pris l'engagement de doubler cet effort.

En revanche, les Etats-Unis, qui ne sont pas très actifs en ce domaine, ne semblent pas près de changer d'attitude. Il ne faut guère compter sur M. Reagan et son équipe pour faire progresser une aide publique américaine qui ne se situe actuellement qu'à 0,27 % du produit national brut des Etats-Unis.

Et dans ce chiffre, les aides bilatérales comptent pour 75 %.

Ce qui signifie en langage clair : nous voulons bien ouvrir notre portefeuille, mais seulement pour les amis sûrs qui savent se montrer reconnaissants ...

Sur certains points cependant, on trouve quelques éléments positifs : ainsi les pays les moins avancés, bien qu'ils ne représentent que 12 % de la population du TIers-Monde, ont reçu en 1979, plus de 22 % de l'aide publique des Etats membres de l'OCDE. Mais dans la mesure où le total de l'aide n'augmente que faiblement, cela veut dire que d'autres pays ont vu leur dotation stagner.

Inquiétante est la nomination de M. Alden Clausen à la tête de la Banque Mondiale, en remplacement de M. Mac Namara. M. Clausen ne cache pas qu'il accorde la priorité aux investissements privés pour le développement du Tiers-Monde. « *Je ne crois pas au transfert de richesses, a-t-il déclaré récemment, je crois en la nécessité d'aider ceux qui veulent s'aider eux-mêmes* ».

Et il a cité un certain nombre de pays qui lui paraissent dignes d'intérêt : l'Argentine, le Chili, le Pérou, la Corée du Sud, Hong Kong ...

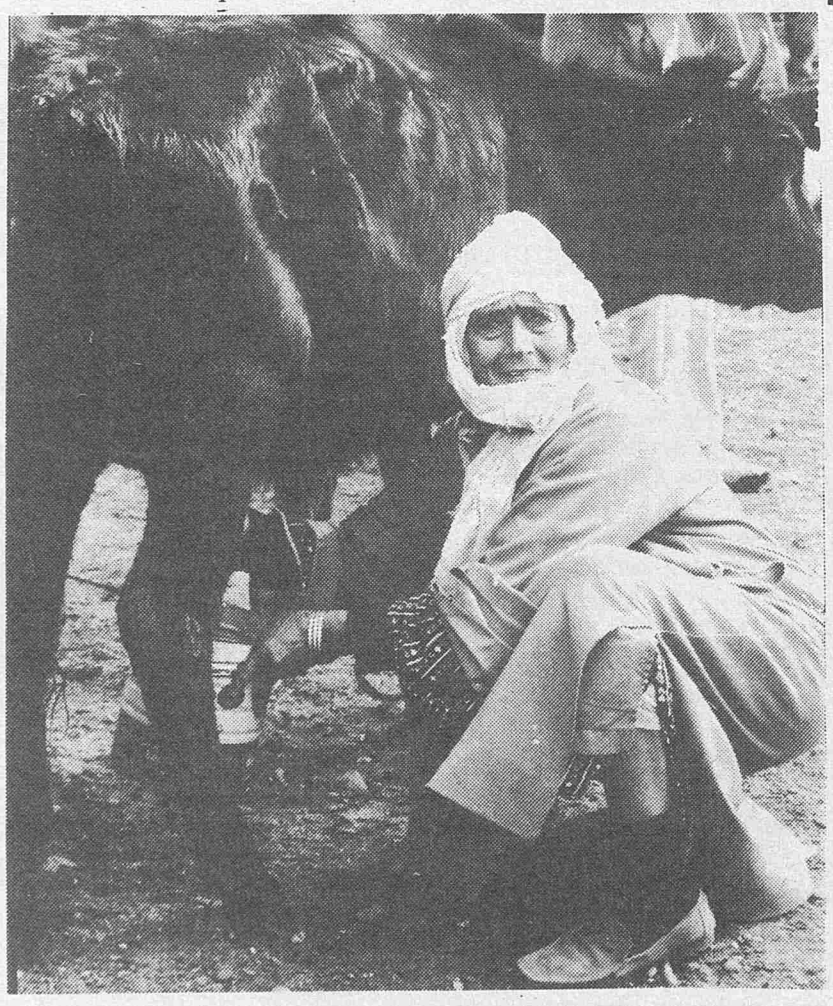
Aider ceux qui « *veulent* » s'aider eux-mêmes ! Comme si, dans le cas des pays les plus pauvres, le problème n'était pas plutôt de « *pouvoir* » ! On en revient ainsi au viel adage qui veut qu'on ne prête qu'aux riches ... ou à ceux dont on estime qu'ils vont bientôt devenir riches. C'est ce qu'on appelle une aide désintéressée !

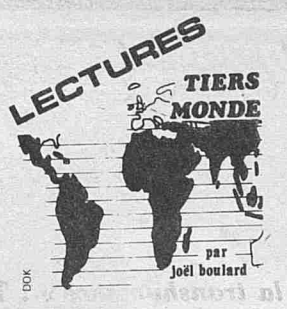
Aussi importantes que soient les décisions prises à Paris en septembre, l'avenir des pays les moins avancés passe obligatoirement par une reprise et un approfondissement du dialogue Nord-Sud. Encore faut-il être bien conscient que ce dialogue s'apparente plutôt à un affrontement patron-ouvriers.

Les pays du Sud n'obtiendront que ce qu'ils auront arraché par leur détermination et leur unité.

L'opinion publique des pays occidentaux aura également un rôle important à jouer. Ainsi la France a maintenant un gouvernement et un Président qui affichent volontiers leurs idées Tiers-Mondistes. A nous de faire pression sur eux pour qu'ils mettent leurs idées en pratique.

Antitrust





Pour ce numéro spécial de *Sans Frontière*, la « *Revue de Presse Tiers-Monde* » est remplacée par une série d'indications bibliographiques. Il ne s'agit pas d'établir une bibliographie à l'usage des spécialistes mais de proposer quelques lectures de base à ceux qui s'intéressent aux problèmes des pays en voie de développement, et de leur indiquer où se procurer les ouvrages ou revues indiquées.

LIVRES

Histoire-Géographie :

- Cedetim (1978), « *L'Impérialisme français* », Maspero, Paris.
- Lacoste Y. (1980), « *Unité et diversité du Tiers-Monde* » (3 tomes, Maspero, Paris.
- Magdoff H. (1980), « *L'impérialisme de l'époque coloniale à nos jours* », Maspero, Paris.

Problèmes de développement

- Lacoste Y. (1965), « *Géographie du sous-développement* », Puf, Paris.
- Bairoch P. (1971), « *Le Tiers-monde dans l'impasse* », NRF, Paris.
- Amin S. (1971), « *L'accumulation à l'échelle mondiale* », Anthropos, IFAN; Dakar.
- Carfantan J.Y. et Condamines C. (1980), « *Qui a peur du Tiers-Monde ? s*» Rapports Nord-Sud : Les faits. Collection Points, Seuil, Paris.
- Grjebine A. (1980), « *La nouvelle économie internationale* », PUF, Paris.

Agriculture et alimentation :

- George S. (1978), « *Comment meurt l'autre moitié du monde* », Robert Laffont, Paris.
- Provent A. et De Ravignan F. (1977), « *Le nouvel ordre de la faim, révolutions paysannes* », Le Seuil, Paris.
- Bessis S. (1979), « *L'arme alimentaire* », Maspéro, Paris.
- Berthelot J. et De Ravignan F. (1980), « *Les sillons de la faim* », Collection Alternatives Paysannes, L'Harmattan, Paris.
- Revel A. et Riboud Ch, (1981), « *Les Etats-Unis et la stratégie alimentaire mondiale* », Calmann-Levy, Paris.

Publications d'organismes divers :

- Construire ensemble, CESAO, BP 305, Bobo-Dioulasso, Haute-Volta.
- Publications de l'ENDA; BP 3370, Dakar, Sénégal
- Environnement africain, diffusée par Karthala, 22—25 bd Arago, 75013 Paris (331 15 59)

CIDIM : Centre d'information Documentation sur l'immigration et le Maghreb. 9 rue de la Rotonde, 13100 Marseille. **Revue de presse :** le Maghreb dans la Presse française.

- Publications des diverses organisations Tiers-Mondistes (CCFD, CIMADE; Frères des Hommes, UCODEP ...)

Revues et publications diverses

— Afrique-Asie, 13 rue d'Uzès, 75002 Paris (296 16 66)

- Croissance des jeunes nations, 163 bd Malesherbes, 75859 Paris, Cédex 17 (766 01 86)

L'Economiste du Tiers-Monde.

- Jeune Afrique, 51 av. des Ternes, B.P. 250, 75827 Paris Cédex 17 (766 52 42)
- Libération Afrique Caraïbe-Pacifique, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris
- Peuples en marche, 2 place des Récollets 45200 Montargis (38) 93 66 85)
- Peuples noirs, peuples africains (Dir. : Mongo Beti), 3 rue de l'Asile-Popincourt, 75011 Paris (805 26 34)
- Politique africaine, Editée par Karthala, 22—24 bd Arago, 75013 Paris (331 15 59).
- Présence africaine, 25 bis rue des Ecoles, 75005 Paris,
- Révolution africaine, 7 rue du Stade, Hydra, El-Djezaïr, Algérie.

Sud-estasie magazine, 17, rue du Cardinal Lemoine, 75017 Paris.

Tiers-Monde

- Tricontinental, éditée par Maspero

Divers :

- Dumond R. (1980), « *L'Afrique étranglée* », Seuil, Paris.
- Dumond R. « *Le mal-développement de l'Amérique Latine* », Seuil, Paris (à paraître).
- Lemaine M. (1980), « *Sucre amère* », Encre, Paris, (Travailleurs haïtiens à Saint-Domingue).
- De Santa Ana J. (1981), « *L'église de l'autre moitié du monde : Les défits de la pauvreté et de l'oppression,* » Karthala, Paris.

— Sur le tourisme : voir la bibliographie à la fin de l'article :

« *Tourisme et Tiers-Monde* » dans ce même numéro de *Sans Frontière.*

LIBRAIRIES

Pas plus que celle des livres, cette liste de libraires où on peut trouver des ouvrages sur le Tiers-Monde, ne se prétend exhaustive. Et nous seront très heureux que nous soient signalés les oublis et les erreurs qu'elle comporte certainement :

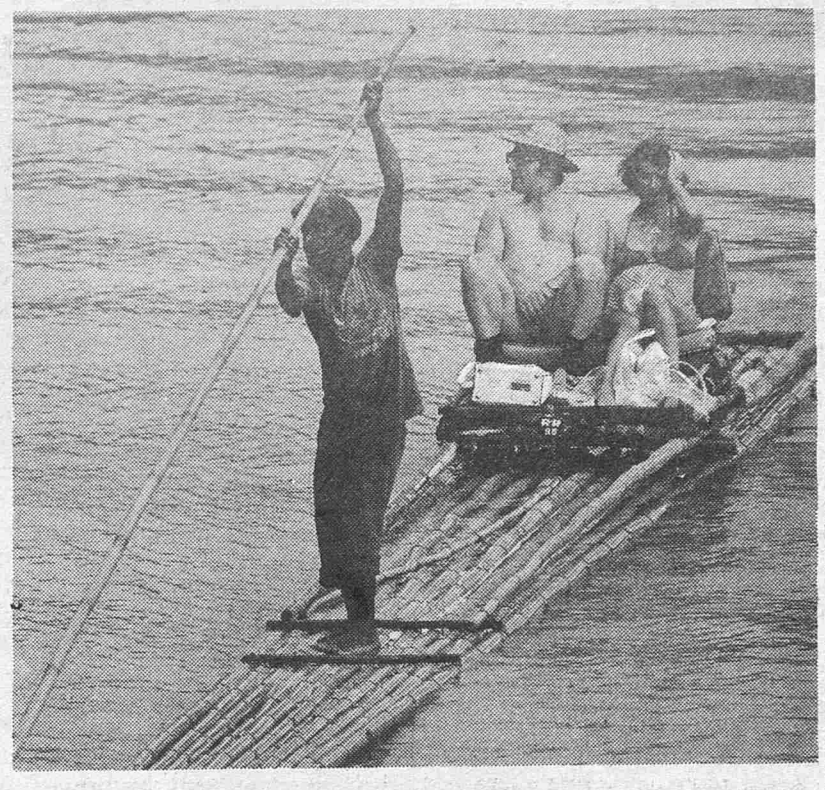
paris :

— *Artisans du Monde,* 20 rue Rochechouart, 75009 Paris (878 55 54).

CFDT (Librairie de la), 26 rue de Montholon, 75009 Paris.

Suite page 13 ...

Tourisme et Tiers-Monde



C'est l'été ! « *C'est la transhumance* » ! Tout le monde ne parle que de voyages et de vacances. C'est la course aux agences de voyage, qui nous fournira le billet le moins cher possible pour aller le plus loin possible ! Mais le plus loin possible, c'est bien souvent dans le Tiers-Monde que cela se trouve. Aussi me suis-je dit qu'il ne serait peut-être pas mauvais de réfléchir à ce signifiait réellement le tourisme pour ces pays du Tiers-Monde.

Le tourisme est un des domaines économiques qui ont connu un fort développement ces dernières années. Depuis les années 60, le Tiers-Monde est touché par le problème : en effet, le nombre des visiteurs y a crû annuellement de 12 %. en moyenne dans les vingt dernières années. On a longtemps affirmé que le tourisme était bénéfique pour les pays en voie de développement, parce qu'il était censé leur apporter des devises et créer des emplois sur place. Depuis quelques temps, ces affirmations sont contestées. Et le tourisme dans le Tiers-Monde apparaît de plus en plus comme « *une nouvelle spécialisation dans la division internationale du travail* » : il n'y a pas de tourisme en provenance des pays en voie de développement vers les pays industrialisés (80 % des touristes internationaux, sont, au contraire, originaires de ces derniers.

Revenons sur les aspects économiques du phénomène. **Le tourisme rapporte, paraît-il, des devises aux pays d'accueil.** Les avis des experts sont partagés sur cette question. Car, si on peut citer des exemples de pays qui ont augmenté leurs ressources en devises grâce au tourisme (Mexique), on parle le plus souvent en gains bruts de devises. Pour évaluer l'apport net en devises, il faut en soustraire un certain montant qui retournera aux pays d'origine des touristes sous diverses formes (dépenses publicitaires à l'étranger, commissions des bureaux de voyages, importations de produits destinés à la consommation des touristes et non produits sur place, etc). De plus, il est nécessaire de tenir compte des investissements en infrastructures (hôtels, routes, ports, aérodromes, etc) pour lesquels les pays d'accueil doivent importer des pays industrialisés technologie, matériaux et capitaux, qui sont payés évidemment en devises (ne parlons même pas du fait que souvent ces investissements ne sont utiles qu'au tourisme, et pas du tout au développement du pays lui-même).

Au total, l'apport net en devises dû au tourisme varie selon les pays, et ne répond pas aux espérances fondées sur l'industrie touristique.

En ce qui concerne la **création d'emplois dans les pays d'accueil,** on ne peut qu'établir un constat d'échec là aussi. Il ne semble pas que le tourisme ait créé dans le Tiers-Monde plus d'emplois que d'autres activités économiques. Par ailleurs, les emplois ainsi créés exigent plus de capitaux que ceux créés dans d'autres branches (à cause du coût des investissements nécessaires).

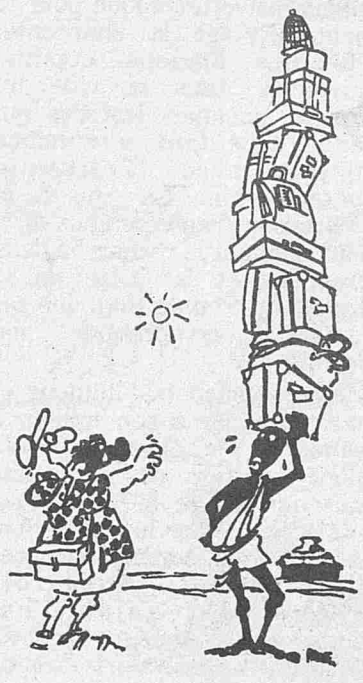
De plus, l'industrie touristique entraîne des déséquilibres locaux et régionaux : les zones touristiques attirent (à cause des salaires plus élevés) d'innombrables autochtones, plus que le tourisme n'est capable d'absorber comme main-d'oeuvre ; d'où un déséquilibre croissant entre villes (où sont implantés la plupart des complexes touristiques) et campagnes. Signalons enfin que la plupart des emplois créés ne sont que saisonniers et que, très souvent le secteur touristique est entre les mains de cadres étrangers, faute de main-d'oeuvre locale spécialisée.

A côté des aspects économiques, il faut tenir compte aussi des **aspects socio-culturels.** Le tourisme provoque de véritables perturbations sociales et culturelles. Ne serait-ce que par le fait que le touriste est porteur d'un modèle « *occidental* » qu'il plaque sur tous les pays qu'il visite, et qu'il prône en donnant l'image d'une « *vie facile, libre et sans travail* ». Quand tout est fait pour que ce touriste retrouve partout où il va son mode de vie et de consommation, comment s'étonner que celui-ci exerce une fascination sur les habitants du pays d'accueil ? Ceux-ci ne voyent pas que les vacances du touriste ne sont qu'une réalité factice. Comment pourrait-il savoir que cette période est privilégiée dans la vie du touriste, qu'elle n'a rien à voir avec la vie quotidienne dans les pays industrialisés, qu'elle ne sert que de soupape de sécurité pour permettre à l'occidental de se défouler et de reconstituer sa force de travail pour les onze mois qui suivront ?

La prostitution, la mendicité, l'adoption d'habitudes de consommation imitées du type occidental, la perte du sens du sacré dans l'artisanat et le folklore ne sont que des conséquences logiques du comportement du touriste, lui-même littéralement manipulé par les bénéficiaires de l'industrie touristique, c'est à dire quelques multinationales. Le comportement de celui qui « *vient dépenser de l'argent* », et qui, de ce fait, acquiert un pouvoir certain dans un pays où les gens manquent souvent du strict minimum, ne peut qu'avoir des effets destructeurs sur le plan culturel.

Finalement, on est amené à se poser la question suivante : « *Puisque le tourisme a des effets si néfastes, ne faudrait-il pas mieux rester chez soi ?* ». Dur, non ? Et pas facile de répondre, car rester chez soi ne me parait pas non plus la bonne manière de permettre aux peuples de mieux se connaître. De toutes façons, c'est à mon avis, un faux problème dans la mesure où les gens continueront à voyager quoi qu'il en soit. Reste alors la solution d'un « *tourisme différent* » qui reste encore à définir précisément. Si un tel type de tourisme se révèle possible, il ne peut que passer par une « *éducation* » du touriste, qui devra apprendre à « *respecter l'autre* » et non plus à chercher en celui-ci une « *image idéalisée de lui-même* », faut de quoi le « *rapprochement interculturel* » restera une foutaise ! Au fait, combien d'entre vous ont un billet pour là-bas en poche ?

Jibé



Documentation sur le tourisme

LIVRES :

Boutillier J.l, Copans J, Fieloux M., Lallemand S. et Ormieres J.L. (1978), « Le tourisme en Afrique de l'Ouest/Panacée ou nouvelle traite ? ». Maspero, Paris.

- Erbes R. (1973), « Le tourisme international et l'économie des pays en voie de développement », O.C.D.E., Paris.

- Lanquar R. (1977), « Le tourisme international », Que sais-je ? N° 1694, P.U.F. Paris.

- Mbaye Dieng I. (1975), « Les touristes vus par ceux qui les servent », ENDA, BP 3370, Dakar, Sénégal (présenté dans le n° 12 de Sans Frontière Hebdo sous le titre « Découvrir l'autre sous les soleils du Tropique » ; réédité à l'automne prochain chez Karthala sous le titre « Le touriste roi »).

REVUES ET BROCHURES

- CETIM (1977 et 1981), « Tourisme dans le Tiers-Monde/Mythes et réalités », par Maurer J.L., Mellah F. et Rapp J.P., Publicetim, Genève, Suisse.

- Courrier de l'Unesco (février 1981), « Le tourisme, une rencontre manquée ? » par Abdelwahab Bouhdiba, et « Tourisme et développement » par Emmanuel de Kodt.

- Groupe de travail tourisme et développement et Kommission Fuer Entwicklungfragen (juin 1978), « vacances dans le Tiers-Monde », Basel, suisse.

- La lettre (juillet-août 1977), « Tourisme et Tiers-Monde », n° 227-8, Temps présent, 68 rue de Babylone, 75007 Paris.

- Le monde diplomatique (août 1980), « Le tourisme dans le Tiers-Monde », pp. 17—22.

- Peuples en marche (juin 1981), « Tourisme et Tiers-Monde » n° 17.

- Potiers Tiers-Monde (1980), « Tourisme » n° 6, 10 rue de la Trinité, 86034 Poitiers Cedex.

- Terre des hommes-France (juillet-août 1980), n° 35.

DIVERS

-Dossier Grad, « Le tourisme dans le Tiers-Monde », montage diapositives et fiches pédagogiques.

- Behi Ridha (1977), « Le soleil des hyènes », film.

Regards sur la Haute-Volta

L'U.CO.DE.P. (Union des Comités pour le Développement des Peuples) (1) vient de publier une plaquette sur la Haute-Volta. Ce travail d'équipe, qui repose à la fois sur des publications récentes sur le sujet, sur des expériences personnelles sur le terrain, et sur les « *remarques et précisions apportées par les Voltaïques deux-mêmes* », a été réalisé dans l'optique suivante : « *Que doit savoir de la Haute-Volta quelqu'un qui s'intéresse aux problèmes de (sous) développement ?* .» Sont abordés les thèmes suivants : géographie, peuplement, habitat, histoire, économie, équipement de base et transports, religieux, enseignement, santé, condition féminine, art et artisanat.

(1) U.CO.DE.P., 15 av. Trudaine, 75009 Paris (526 02 81)

... Suite de la page 12

Revue de presse (suite)

- *Cité Universitaire (Librairie de la),* 19 boulevard Jourdan, 75014 Paris.

- *Goutte d'Or (*Libraire de la) 35 rue stephenson 75018 Paris (606 15 68).

- *L'Harmattan,* 7 rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 paris.

- *Les Herbes Sauvages,* 70 rue de Belleville, 75020 Paris.

- *Karthala,* 22—24 bd Arago, 75013 Paris (331 15 59).

- *Le Marais Noir,* 44 rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris.

- *Présence Africaine,* 25 bis rue des Ecoles, 75005 Paris.

- *Le Thiers-Mythe,* 21 rue Cujas, 75005 Paris.

BANLIEUE DE PARIS :

- Aubervilliers (93300), *Le Temps de LIre,* 95 av. de la République.

- Levallois-Perret (92300), *Librairie Nouvelle,* 30 rue Voltaire.

PROVINCE

- Aix-en-Provence (13100), *Vents du Sud,* 7 rue du Maréchal Foch.

- Bordeaux (33000), *Librairie Pasteur, 238 rue Sainte-Catherine ;*

La Machine à Lire, 13 rue de la Devise

Nimésis, 5 bis rue de grassi

- Grenoble (18000), *Librairie de l'Université, 2 place du Dr Léon Martin.*

- Lille (59000), *LIbrairie Nouvelle,* 2 av. Kennedy.

- Nancy (54000), Librairie du marché, 126 rue Saint-Dizier.

- Rouen (76000), *L'Armitière,* 5 rue de Basnage.

- Toulouse, (31000), *Ombres Blanches,* 48 rue Gambetta.

Le Boni ou l'itinéraire d'un indépendantiste

Un survol de l'histoire politique récente de la Guyanne française AVEC Aouegui est utile pour saisir l'engagement de ces « *redoutables terroristes* ». En 1974, commençait « *le complot de Noël* » qui vit la disparition de dynamite dans l'entreprise COLAS ET DES INCENDIES PRODUITES DANS LE PRODUITES DANS LE produites dans le territoire. La réaction du pouvoir à l'époque fut énergique et rapide. 8 « *camarades* » furent arrêtés et emprisonnés dans la célèbre « *santé* » à Paris et libérés 2 mois après ... faute de preuves. Emoi incontestable au pays, agitation et mobilisation dans la population, laquelle accroissait son sentiment nationaliste fut déçue par les différentes organisations qui furent à l'époque incapables d'unité. Cette époque -selon Aouéguicorrespond à l'émergence de la répression. L'Etat sorti de sa réserve en appliquant la Berverbot (1) version française : licenciements des indépendantistes dans l'enseignement pour dégraissage économique ! Interdiction aux créoles de rencontrer le cours du Maroni (2) vers l'intérieur sauf après l'obtention d'un « *laisser-passer préfectoral* » (sic), mesures destinées selon Aouegui, à empêcher la propagation des idées indépendantistes dans les sociétés de la forêt. Inutile de chercher même en Corse des mesures de cette nature. Le retour des patriotes de Paris amplifie la position du Moguide (3),
survient en 1975 par la création du MLB (4). Il faut signaler ici la
spécificité de la situation économique et culturelle des noncréoles, à savoir les SAramaca, les Djuka, les Boni et les Indiens de la forêt dans la Guyanne française.

Si les guyanais indépendantistes s'estiment colonisés dans l'ensemble, les non-créoles participent des groupes sociaux qui vivent une double colonisation. Il n'est pas rare encore aujourd'hui, d'entendre un créole se moquer d'un Boni en lui disant : « *rentre chez toi* ». Cette réflexion traduit bien l'absence d'intégration des peuples de la forêt dans la Guyanne contemporaine, réserve de main-d'oeuvre prolétarisée dans l'exploitation du bois où ils trouvent le plus vite des ressources financières.

Telle épouse d'un préfet aurait écrasé un jeune Boni lors d'un accident de voiture et la gendarmerie aurait enregistré l'affaire ipso-facto en non lieu, après que sa majesté Mme le Préfet ait attendu plus de 12 heures pour prévenir les braves gendarmes. Le voisinage des parents, coutumiers d'un pouvoir virtuellement manichéen. Le comble pour les Boni dans le sort qui leur est fait atteint l'insupportable lorsqu'on s'aperçoit que cette « *tribu* » dont l'ancêtre fut -à la lettre- le premier nationaliste puisqu'il libéra des esclaves et résista à la pénétration occidentale, est ignorée officiellement. Les programmes pédagogiques, spécialement en histoire ne contiennent strictement aucune allusion aux faits de Boni.

Le mépris du créole

Ajoutez-y le mépris des créoles urbains (aliénation quand tu nous tiens ...) et vous constatez le travail de sape caractéristique de tout pouvoir colonial : effacer de la mémoire collective préalable à l'identité aliénée qu'on leur propose par la suite.

Antoine Aouégui durant son séjour à « *Fresnes 3 étoiles* », discutait beaucoup de la singularité de son peuple et de la nécessité de restaurer sa culture dans l'histoire et l'économie guyanaise, considérant qu'il constitue le dernier refuge d'un anthropologie que l'ont peut et doit revaloriser et actualiser à l'intérieur de tout projet indépendantiste. Ainsi sont itinéraire vers les thèmes et les combats indépendantistes demeure étroitement lié au processus de déculturation et de décervelage qui guette son peuple.

En 1976, aux municipales, apparaît la 1er fois une liste électorale uniquement Boni. Les listes électorales furent établies à la suite d'un recensement en 1965 qui dona lieu aux premières inscriptions à l'Etat Civil ! Parmi 650 inscrits dans sa commune, 9 Papa-Ichton, le pouvoir réussit à payer moult Boovi soupçonnés -à raison- de ne pas « *faire le bon choix* ». POur favoriser son candidat, les autorités (préfet ou sous-préfet) se déplacent en personne, clamant haut et fort des récompenses (assistanat accru) ou des menaces économiques. A Papa-Ichton, l'administration distribuait les cartes électorales la veille du scrutin afin d'empêcher un choix logiue le jour du vote.

La « longue liste »

La « *longue liste* » des Boni est verrouillée. Interdiction pour certains de voter grâce à divers procédés, soit par l'impossibilité de s'inscrire, soit par rayant simplement. A cette occasion, Antoine Aouégui écrit au Min. de l'Intérieur à Paris et la réponse est un renvoi classique à l'autorité du pays, c'est à dire le Préfet. Au total 293 votants sur 650 inscrits dont 175 pour le candidat du pouvoir, et 118 contre. Aouégui connut un début de scolarisation par le biais d'une pression coloniale hollandaise qui sillonait 4 ou 5 villages sur le Maroni pour obtenir des parents l'autorisation d'emmener leurs enfants à l'école. Il atterrit ainsi à Parcimaibo, mais la pauvreté matérielle l'amène vite à renoncer au luxe qu'est l'instruction. Il retourne au village à 15 ou 16 ans, et apprend à couper du bois. Plus tard, à St. Laurent, il fait de petits boulots puis revient à Paramaïbo et s'inscrit dans un collège privé technique pour la menuiserie et la charpente. Quelques anciens copains retrouvés dans la ville lui prètent quelques lectures qui seront plus tard son unique contact avec la culture contemporaine. Le refus de la civilisation française chez lui a pour pendant la recherche de la grandeur et la quête de la dignité du Peuple Boni que ses camarades comprennent mal parfois.

Avec beaucoup d'humour et par référence à son milieu, il dénonce pêle-mêle la monétarisation de la société ainsi que le type de contrôle social (police) que le « *progrès* » métropolitain amène dans ces contrées. Autrefois « *esclaves* », aujourd'hui « *sauvages* », Aouegui regrette amèrement la dévalorisation du savoir pratique forestier, remplacé par le savoir universitaire et le mépris qui s'en suit, rececherche le contenu de son passé culturel et historique afin de parer à l'étouffement issu du monde français, créole ou libanais.

Admirateur fou de Boni le résistant auquel le savoir contemporain préfère l'humaniste Schoclcher, il prend le train indépendantiste parce-qu'utile, ce mouvement lutte contre les préjugés inter-ethniques et oeuvre pour le rapprochement des différentes communautés indiennes, « *africaines* » et créo les. La politique régionale et la décentralisation annoncée par Mitterrand-Defferre saura-t-elle rendre aux « *indigènes* » guyanais leur dignité ?

La relation qui va s'instaurer entre les 2 tertus (indépendantistes/Est Socialiste) déterminera la réponse d'un conflit qui, s'il est connu en Corse, bullé par son absence dans les studios RV et radios « *métros* » Le maintien de RAYMOND Charlotte à Fresnes, outre l'aspect sélectif de l'amnistie,

fait craindre à des amis en situation une situation d'otages et augure mal de la volonté d'un pouvoir qui s'est signalé au « *Tiers-Monde* » par sa volonté de promouvoir « *l'autodéterminisme des peuples* ». Entre l'autonomie progressive que Paris recherche par la décentralisation et le projet indépendantiste, il y a une possibilité de négociation. En attendant en Métropole, la Guyanne n'évoque chez les français que la fusée ARIANE ET LA VILLE DE Kovrov.

Leuk le Lièvre

AFRIQUE :

La démocratie et le multipartisme

Certains pays Africians sont-ils malades de la durée au pouvoir de certains Présidents Africians qui ne veulent entendre parler de relève ou de changement ?

Chacun de nous est libre de répondre à sa manière à une telle question.

Toujours est-il que nous n'avons pas le droit de devenir les artisans de notre propre souffrance. Ni les pionniers de l'organisation de notre esclavage et de notre sous-développement.

Et malgré le respect que nous portons aux dirigeants Africains qui ont bien voulu nous conduire à l'Indépendance et d'abord les Nasser, les Nkrumah, les Lumumba, les Modibo Keita, etc. (Et Paix céleste sur l'Ame de chacun d'eux !) ...

nous croyons bon de rappeler une déclaration faite par Ben Bella un moment après sa sortie de prison : à savoir que si c'était à refaire, il commencerait par favoriser le multipartisme sans lequel, tous les abus sont permis en Afrique et ailleurs, et Ben Bella sait de quoi il parle !

Autrement dit, vouloir garantir l'Avenir Africain contre « *les dictatures de la haine et de l'esclavage* », c'est opter pour un multipartisme exemplaire.

Prenons une fois de plus le cas Senghor.

Se trouvera-t-il une mauvaise foi pour nier que Senghor avait tout pour rester au pouvoir jusqu'à sa mort ? N'y a-t-il pas dans son départ une belle leçon démocratique qui veut dire que ce n'est point la durée au pouvoir qui compte. Mais au contraire, ce que l'on fait de ce pouvoir ?

En peu de temps, Senghor n'a-t-il pas accompli, mieux qu'un simple devoir de démocratie Sénégalaise, le devoir d'éveilleur de la Conscience Africaine ? Voire de lumière pour la postérité ?

Pour en arriver là, avait-il besoin de massacrer les opposants à son régime et de faire croire QUE SANS LUI LE Sénégal disparaîssait du globe terrestre ?

Bien sûr que non !

Homem de la mesure, Senghor l'a été jusqu'au bout. A nous de le suivre ou de ne pas le suivre. Selon notre clairvoyance politique. Ou de notre obscurité politique.

Une chose est cependant vraie : après avoir été depuis vingt ans, les cobayes meurtris et trompés par certains partis uniques, nous exigeons une autre politique : celle évitant à l'Afrique d'entrer dans l'avenir à genoux, baîllonée et les mains liées face à de nouveaux esclavagistes.

Lanciné Camara
Ecrivain Africain

Femmes

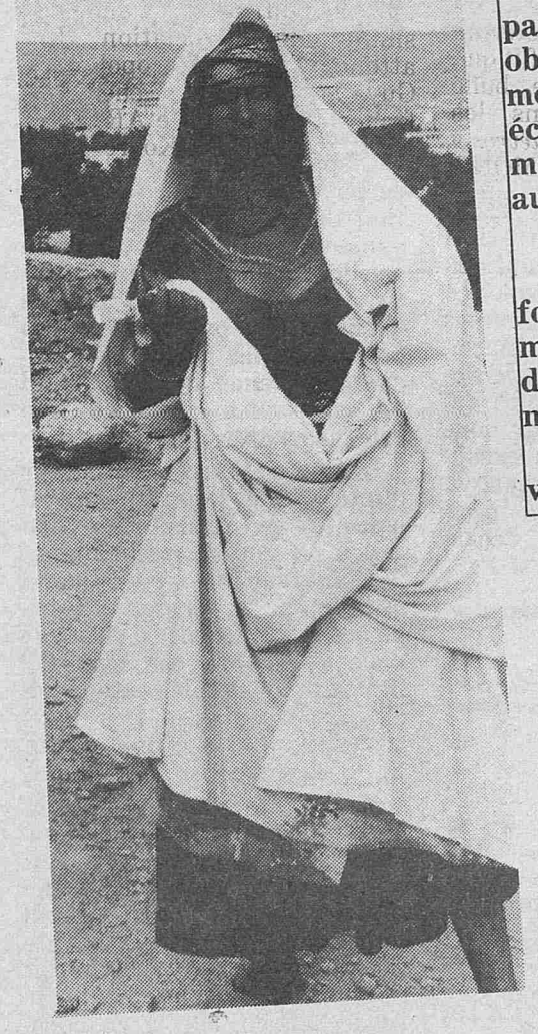
Sans Frontière

Pourquoi un quatre pages

Si un homme sur deux est une femme, un immigré sur qua tre est une femme.

De même que les immigrés en France ont très tôt ressenti le besoin de mener des luttes spécifiques et autonomes, les femmes immigrées éprouvent aujourd'hui la nécessité d'un espace à elles.

C'est dans le cadre de « *Sans Frontière* », journal de l'immigration, que nous avons choisi de créer un espace d'expression libre pour les femmes et entièrement assumé par elles, de sa conception à sa réalisation. Ceci dans un esprit d'ouverture et de dialogue. Qui sommes-nous ? Immigrés ici, nous venons d'horizons multiples ; nos paroles seront plurielles, toutes différentes et semblables à la fois.



Libérer la parole confisquée

Que faire de ces quatre pages ? Parler de nous et d'elles, parler de nous dans l'Immigration en poursuivant l'un des objectifs de « *Sans Frontière* » : le témoignage d'une mémoire en friche celle de notre vécu quotidien, débattre, échanger des points de vue, concernant notre environnement, la famille, le travail, la délinquance, nos droits, mais aussi nos passions.

Rien ne doit être minimisé, ni aucun sujet tabou.

Cette expérience, nous la voulons avec vous, comme un foisonnement d'échanges, d'expériences, d'informations, mais aussi de créativité : il y a trop de poèmes, de nouvelles, de B.D., ou de photos qui dorment au fond d'un tiroir ou de notre tête.

C'est cette parole, trop longtemps contenue que nous voudrions nous réapproprier avec vous.

Parler d'elles avec elles

Nos objectifs ne peuvent se limiter à l'Immigration en France et en Europe, nous ne devons pas oublier que nous sommes aussi une partie du Tiers-Monde, comme l'un de ses prolongements. Il est donc normal que nous envisagions le dialogue avec l'ensemble des femmes d'« *ailleurs* », particulièrement celles de nos différents pays d'origine ; avec toutes celles qui luttent au Maghreb, en Afrique, au Moyen Orient, en Amérique Latine ....

Notre expérience, nous la voulons comme un lien avec les femmes du Tiers-Monde, comme un enrichissement mutuel.

Les outils de nos objectifs

Lors de nos réunions, de nombreux projets ont été proposés, dont la liste est loin d'être close. Cependant, nous essaierons de privilégier l'enquête sur le terrain, le témoignage et la parole quotidienne, afin d'éviter de sombrer dans un dogmatisme militant.

Nous devons apprendre à nous écouter mutuellement, à stimuler et favoriser le débat d'idées en vue de remettre en question les mythes et préjugés qui nous empêchent d'exister.

Nous accorderons une large place dans nos colonnes au textes qui nous parviendrons du Maghreb, en passant par les Antilles, l'Afrique, le Moyen-Orient ...

***Nous, vous l'avez compris, c'est vous,* et le quatre pages ne pourrait exister que par vos différentes initiatives, en un mot, de par votre engagement à nos côtés.**

CINEMA

R.F.A. via Ankara !

Le Troupeau.

Film de Yilmaz Guney et Zeki Okten ainsi que « *Les Noces de Shirine d'*Helma Sanders vous ont tous deux été présentés par *Sans Frontière** voici quelques temps. Cependant nous avons jugé utile de les reprendre dans nos colonnes.

Tous deux traitent de l'exode rural en Turquie, et par extension dans bon nombre de pays du Tiers-Monde. Dénonciation de l'absence de politique agricole, dénonciation de l'exil, il nous a semblé opportun de lier ces deux films, le second se présentant presque comme un prolongement du premier, et toujours l'omniprésence de la femme turque.

La spoliation des terres

« *Le Troupeau* », nous ne redirons jamais assez la beauté de ce film qui a su lier la recherche esthétique à un discours très violent à travers l'épopée d'une tribu pastorale, au point qu'il nous est difficile de cacher notre trouble après la projection. Désarticulation des rapports traditionnels dans les campagnes, lente désintégration de la famille où le patriarche perd son pouvoir faute d'assurer la subsistance de la collectivité, mais plus loin rien si ce n'est l'amertume des grandes villes : *le déséquilibre de l'économie dans les pays du Tiers-monde est accru par un phénomène courant, l'hypergonflement des villes.* Elle est le lieu de la corruption de la richesse nouvelle mais aussi le symbole de la séparation des familles qui y trouvent un travail temporaire mais nécessaire à la survie des campagnes, elle est le dernier recours quand on a tout perdu même de quoi se nourrir ..., dernier recours avant l'exil plus lointain. L'ensemble de ces thèmes sont traités avec force dans *Le Troupeau.* Nous ne reviendrons pas sur une analyse détaillée à ce sujet. Rappelons seulement qu'une bonne partie du scénario se déroule dans un train : le patriarche part vendre dans la capitale son troupeau, le fils brouillé avec lui espère enfin soigner sa femme.

Ce film, nous aurions pu aussi l'appeler « *le train de l'enfer* » tant le voyage est prétexte aux dénonciations et préludes de vexations multiples. Les auteurs ne s'arrêtent pas là. Cette campagne démantelée et vivant dans son immobilisme, ils la perçoivent à travers le regard muet mais critique de Berivan la jeune épouse malade. *Témoin,* elle est aussi *symbole* de la souffrance d'un peuple muselé et impuissant car empêtré dans des valeurs contradictoires. Ainsi Berivan est aussi cette femme passive à force d'humiliations des sociétés fondées sur le patriarcat. Apparemment, car sa révolte gronde même si elle est sourde et muette, voir suicidaire.

Au bout du voyage, seule la mort est au rendez-vous avec elle. Son mari parce qu'il a mené un combat solitaire ne trouvera que l'échec. Ils étaient comme ces deux oiseaux en cage, que Berivan confia à sa belle soeur en quittant le village. Le drapeau de l'espoir sera saisi timidement par un jeune lycéen : la ville n'st pas simplement corruption, elle est aussi génératrice de révoltes organisées ... Drame personnel, drame de la Turquie malade qui se vide de son sang. Et là, nous passons au film d'Helma Sanders, *Les Noces de Shirine.* Ici nous nous situons sur un autre terrain. Nous quittons Ankara pour suivre la biographie de Shirine, une jeune turque qui émigre à Cologne.

L'apprentissage de la liberté

Helma Sanders nous emmène d'abord dans un petit village d'Anatolie : présentation plus shématique des conditions de vie des paysans exploités par l'Aga, la vie des femmes besogneuses et enfin le mariage forcé de Shirine avec le notable. A ce stade l'affaire devient « *tarabiscotée* » car nous débouchons sur un cas exceptionnel, surtout après avoir vu le *Troupeau :* Shirine pour fuir ce mari imposé, décide de partir en Allemagne à la recherche de Mahmoud le fiancé d'enfance ; concours de circonstances, Shirine rencontre toujours la solidarité sur son chemin de son village à Cologne. REgard de tendresse, mais après tout H. Sanders peut aussi laisser libre cours à son aspiration de solidarité féminine ... Même si la construction linéaire du film et le ton petit nègre de la narratrice pourraient nous tenter d'émettre un jugement sévère, ce film est plein de richesse car il aborde avec sérénité et sans débordement le problème de l'immigration en général, et celui plus particulier de la femme immigrée « *Regard sur l'autre mais avait tout regard sur soi* » leitmotiv d'Helma Sanders comme dans son film « *l'Allemagne mère blafarde* ». A travers l'expérience de Shirine est dénoncée la situation des femmes en Allemagne et essentiellement des plus défavorisées, les ouvrières.

L'apprentissage de la liberté se paye très cher : la mutilation de Shirine ira progressivement commençant par un accident de travail pour aboutir à la déchéance totale. La liberté n'est pas toujours au bout du chemin ; comment prendre conscience de soi, quand on est voué à la solitude mo rale puis matérielle.

Désir d'un peu d'amour, désir d'intégration, la paysanne maladroite se transforme peu à peu en une caricature blonde de revue de mode. quand le chômage la surprend, Shirine pourrait retourner en Turquie mais à Ankara ses mandats sont attendus et de toute façon elle est allée trop loin dans son exil. La rupture définitive sera symbolisée par un viol.

Mahmoud aussi est perdu, le passé irréversible. Si Shirine rencontre la solidarité sponta née, jamais celle-ci n'est cana lisée en vue de la lutte, aussi finira-t-elle dans la solitude de la prostitution. Elle aurait pu s'arrêter à temps car sa déchéance, elle la vit consciemment mais son sursaut est trop faible.

Une tragédie qui aurait gagné à avoir une trame plus serrée, mais peut-être H. Sanders voulait-elle nous transcrire un mélo banal, un mélo quotidien de beaucoup de femmes. Tout comme Berivan dans *Le Troupeau,* Shirine subit sa condition qui la détruit. Nous voudrions croire autrement.

Critique d'une Allemagne aseptisée, critique de nos sociétés industrielles qui font peu de place à l'écoute de l'autre, ce film reste (malgré ses et par ses manques) une base intéressante pour ouvrir un débat sur l'immigration au féminin.

Bachiri Khedidja

* **Noces de Shirine**

Diffusion : Libération Films
233 rue Royale. 1030 Bruxelles.
Tél. 19.32 2-217 48 47
(Prix loc : 400 F + 1000 F caution.

Bibliographie

Françoise : « *Lettre à une Noire : Récit antillais. Paris, Editions l'Harmattan. 1978—219 p.*

Dans ce roman écrit sous forme de lettres, une martiniquaise raconte, au jour le jour, à Caroline, son interlocutrice privilégiée, sa vie de femme antillaise, d'épouse, de mère, de migrante, de domestique volontaire, de femme de lettre, etc ...

Ce faisant, c'est un éclairage qui nous est donné sur l'univers des émigrés antillais au début des années 60 et plus précisément de la vie difficile des femmes martiniquaises et guadéloupéennes « placées » dans des familles à Marseille.

Andizian, Sossie : Streiff, Joceline. « *Transposition et réintégration du rôle féminin tradition en situation d'immigration. « Revue Pluriel ». n° 14, 1978, Paris.*

Par des observations faites auprès de familles maghrébines regroupées sur les lieux d'habitations qui leur sont communément réservés, les auteurs sont amenés à penser que l'analyse du rôle féminin domestique est centrale dans l'approche de la cohérence interne des communautés d'immigrés.

Taboada Leonetti, Isabelle, Levi Florence.

« Femmes et immigrées : l'insertion des femmes immigrées en France. » Paris, la documentation Française, 1979, 266 p.

Enquête auprès de 250 femmes immigrées de cinq nationalités (espagnole, portugaise, algérienne, marocaine et tunisienne) dans deux zones urbanisées (Paris, et région Parisienne, agglomération de Marseille) pour connaître les modes et les conditions d'insertion de la femme immigrée au cours du processus de migration.

Thiam, Awa

« La parole aux négresses ». Paris, Ed. Denoël Gauthier, 1978 186 p. L'auteur s'est mise à l'écoute de ses soeurs, les femmes africaines, pour faire découvrir leurs lamentables conditions de vie. Quelques témoignages de femmes immigrées.

J. Guyot, Ruth Padrun, Evelyne Dauphinet, Y. Jospa, E. Fischli, M. De Mestral, D. Giudici, C. Scheidecker.

« Des femmes immigrées parlent » Paris. Ed. L'Harmattan 1979. 175 p. Cet ouvrage est le résultat d'un travail collectif. Il est essentiellement composé de témoignages de femmes immigrées. Celles-ci s'expriment sur leurs conditions de vie, leurs difficultés, leurs aspirations et leurs projets.

A travers les récits de ce livre, qui racontent la vie quotidienne, la nostalgie du pays d'origine ... se dessinent les formes de la lutte spécifique que vivent aujourd'hui les femmes immigrées.

Des femmes d'Afghanistan

Par Isabelle Delloye

Toute la vie d'une femme afghane tourne autour du mariage et de son corollaire, la maternité ; une vie qui s'écoulera sous le signe de la soumission à l'homme, le père, puis le mari ; une vie de travail dur, de l'aube à nuit noire, hiver comme été, en ville comme à la campagne.

Le livre est magnifique, écrit avec des mots simples. L'auteur, Isabelle Delloye, a vécu en Afghanistan de 1974 à 1979. Elle a voulu, dit-elle, offrir à des femmes afghanes, l'occasion d'être entendues sans interférence d'aucun interprète masculin. Elle n'a pas voulu juger ce type de société, mais seulement « *faire passer la parole et que chacun s'informe et réfléchisse.* »

La petite fille afghane commence très tôt à accomplir le travail domestique, à participer aux travaux des champs. Au Nouristan, une province au sud-est de Kaboul, on attelle quelques fois les femmes avec les bêtes pour le labourage des champs en terrasses.

Plus de 50 % de l'économie afghane repose sur le travail des femmes. En ville elles gagnent 1/3 de moins que les hommes et aucun congé même de maladie n'est jamais payé. Il y a des ouvrières d'usine de 12 ans.

12 ans, c'est aussi l'âge où, on peut marier une petite fille afghane, l'offrir à un homme qu'elle ne choisit pas et qu'elle servira sa vie durant sans poser de questions.

Rites compliqués d'un mariage à Kaboul, le visage de la mariée appartient à son époux. S., fille de Khân, à propos du « *tchadéri* » : « *moi, une personne humaine, je devais voir le monde derrière un voile grillagé, comme dans une prison !* Grand scandale à Kaboul lors-q que S. et sa petite belle-soeur, vont à une fête sans leur tchador, vêtues il est vrai de manquer les mollahs.

Misère du mariage, parole de Matâb : « *parfois quand les enfants sont endormis, je me retrouve seule avec leur père ; je lui demande s'il a l'impression d'avoir une femme.* » « *Tu es bien là* », me répond-til, *et moi ?* « *J'ai un mari, mais quelle différence ? Un jour suit l'autre et ils se ressemblent.*

Misère de la sexualité : jamais aucune mère ne parle de ce genre de choses avec sa fille. La femme en tant qu'objet sexuel est méprisé, la mère seule est digne de respect. Nuits de noces qui sont des nuits de massacre, avortements clandestins et misérables dans dor, vêtues il est vrai de manteaux qui leur arrivent aux chevilles et bardées de foulards et de lunettes pour ne pas choisir l'ignorance et la fatalité, sinon c'est dix enfants et plus. L'opération des ovaires qui rend la femme stérile est considérée par les femmes comme une délivrance, mais bien des hommes s'y opposent car prouver leur virilité, pour eux, c'est faire des enfants à leur femme, surtout des enfants mâles. L'homme afghan n'est pas prêt à renoncer à ses privilèges de maître absolu, mais on peut lui rappeler la parole de Rimbaud : « *lorsque sera brisé l'infini servage des femmes ... elles deviendront poètes ... elles trouveront des mondes inconnus ...* » mais c'est de la décision des femmes seulement et de leur volonté que dépend le changement de cet état de fait millénaire. Voyage dans les merveilleux pay sages de l'Afghanistan, tel celui-ci « *au détour de la piste apparaît, lumineuse, une vallée si verte, si précieuse dans l'aridité des montagnes et des peupliers d'or en rang serés au bord de la rivière* », Zarmina, « *celle dont l'amitié est d'or* », Zhôra, Parwin, noms d'étoiles, Shîrîn, « *douce comme le sucre* » Nour-Khânom, « *dame lumière* » pauvre paysanne de l'Harâradjat, Mâtâb, sa fille, femmes pashtounes, femmes de toutes ethnies, ce sont leurs paroles directes que ce très beau livre nous offre.

Anne

Editions des Femmes

Les jolies colonies de la France

ou l'Algérie de Jedda*

Femme-objet, Femme-reproductrice mais surtout gardienne farouche de la religion et des traditions, la femme a pendant la guerre de Libération été le symbole même de la lutte pour l'Indépendance.

Aussi pour pouvoir porter atteinte à l'honneur de l'Algérie, avilir l'âme du pays, éteindre la flamme de révolte qui l'animait, fallait-il atteindre ce qu'elle a de plus précieux : la femme ; en lui ôtant « *ce voile* » qui la protégeait du regard et de toute pénétration occidentale et humilier ainsi publiquement sa face et son corps ...

Ce ne fut pas chose facile puisque celui-ci subsiste encore de nos jours.

En fait, ceux qui ont réussi à la mettre à nu furent surtout les photographes, et les seules qu'ils voilèrent et dévoilèrent à loisir furent uniquement les prostituées.

A partir de cartes postales datant de 1900 à 1920, voilà « *les belles mauresques* » images de l'Algérie coloniale dont certaines font pâlir nos mères de honte.

*** Jedda : Grand-mère.**

FEMME A VOILE

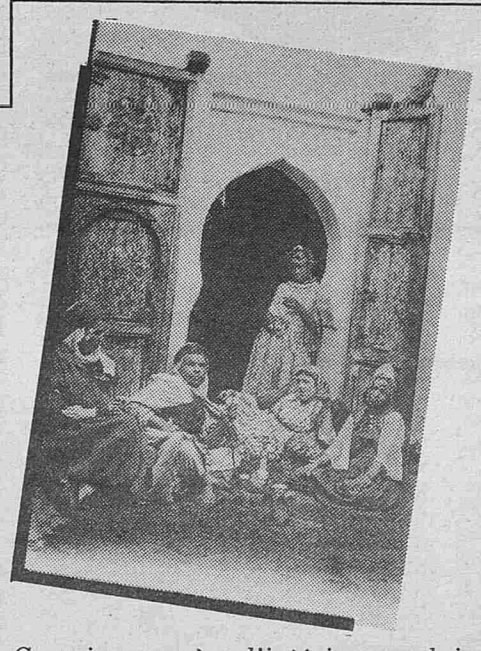
FEMME A POIL

« Belle » rime avec « grosse poitrine ».

Les légendes : « Il y a tout ce qu'il faut », « Un baiser masqué », « Ne remarquez pas cette mauresque car cela pourrait vous donner des envies », « montrent bien qu'heureusement elles sont là sinon le « premier bataillon d'infanterie » serait dans « un lieu pire que les travaux forcés ».

Est paru dernièrement aux Editions Sladikine, 7 quai Malaquais, Paris 7e, le « Harem Colonial » de Malek Alloula. Cet ouvrage fera l'objet d'une étude dans notre prochaine édition.

INTERIEUR—FEMMES



Ces mises en scène d'intérieurs ne laissent aucun doute sur l'occupation réelle de ces femmes. Un des expéditeurs le confirme ... « C'est des maisons très pittoresques où habitent ces mauresques. Sans avoir comme celles de France des meubles et de l'élégance ... Si les divants sont en absence de ressorts, la « Maure » fait la cadence mais parfois c'est ennuyeux. Le prix de revient est assez couteux ».

INFOS ... INFOS ... INFOS ... INFOS ... INFOS ... INFOS ... INFOS ...

ALGERIE

Des stages financés par le Ministère de la Coopération sont ouverts aux algériennes âgées de 18 à 30 ans. Ils sont effectués dans différents Etablissements scolaires de Paris, Marseille, Lyon ... et préparent en un an aux Certificats d'aptitude professionnelle : employée de bureau, sténo-dactylographe, comptable. D'autres stages existent pour les garçons notamment en électronique, mécanique, etc ...

Pour tous renseignements s'adresser à l'annexe de l'Ambassade d'Algérie, 8 rue Euler 75016 Paris. Tél. : 723 92 26

AFRIQUE NOIRE

La commission pour l'abolition des mutilations sexuelles et le Mouvement des femmes noires organisent des réunions de coordination en vue de préparer une rencontre internationale de femmes qui aurait lieu en Afrique.

Thème abordé : « *Les femmes dans leurs sociétés* ».

Pour tous renseignements, écrire au 55 rue des Petites Ecuries, tél : 642 00 20

ILE MAURICE

Archipel des Chagos. Diego Garcia,« location »britannique transformée en base militaire américaine : 1200 « *Illois* » déportés sur l'Ile Maurice. Malgré l'échec des négociations (2/07), les *femmes Illoises* continuent la lutte entamée depuis 3 ans. Si le 1er Ministre Mauricien se plie apparemment à leurs exigences et favorise les négociations directes, néanmoins, il réprime violemment les manifestations de femmes. 8 sont arrêtées et encourent la prison pour « *trouble de l'ordre public* ».

Pour tout contact : Comité de solidarité Internationale Diego-GArcia, 20 rue Rochechouart, 75019.

Marie-Lourde

QUELLE JUSTICE ?

Divorcée en 1978, Me Bendriss, de nationalité marocaine, continue à vivre avec son mari, M. Liani et ses trois enfants. Le 28 août 1980, M. Liani prétextant une promenade au bois de Vincennes emmène les deux garçons : Mourad et Rédouane en Algérie où il entame une procédure en justice pour attribuer 1 à garde des deux enfants à un membre de sa famille. Mme Bendriss convoquée par le Tribunal de Khench la qui a été saisi de l'affaire, est dans l'impossibilité de s'y pré senter, l'Ambassade d'Algérie lui ayant refusé par deux fois un visa d'entrée. M. Liani confiant ses deux fils à sa mère âgée de 85 ans rentre en France où il est arrêté et condamné à 8 mois de prison ferme pour avoir refusé de ramener les enfants en France.

En même temps, le Frère de M. Liani fait subir diverses pressions sur les témoins favorables à Mme Bendriss afin de les dissuader de se présenter devant le Tribunal.

Mme Bendriss, quant à elle, tenta à plusieurs reprises un accord amiable avec son ex-époux. Ce dernier a toujours refusé de la voir. Cela fait bientôt un an que Me Bendriss est sans nouvelles de ses enfants.

Femmes

Rabia : pourquoi je suis musulmane !

JE suis née à St. Ouen en 1957. Mes parents sont originaires de la région d'Oran. Je suis Algérienne.

M'sirda, c'est le nom du village de mes parents, dans les montagnes. Mon père apprenait l'arabe coranique aux enfants.

Il a commencé à l'âge de 16 ans. Il avait ses soeurs à charge. Il s'est marié à 16 ans avec ma mère qui en avait 14.

Il avait peu d'argent. On le payait en nature avec du blé, de la farine. Il enseignait le Coran à la Mosquée. Il a pris ma mère sans contrepartie, ni bétail, ni bijoux. Mon père ne sais pas lire ni écrire le français. Ma mère non plus. Encore aujourd'hui, certaines filles de ce village ne vont pas à l'école. Elles travaillent aux champs elles vont sur les ânes, à la fontaine.

Mon père est venu en France à 20 ans. Ma mère est restée au village. Mon père a retrouvé un cousin à Nanterre. Il a travaillé à une compagnie qui s'appelait *La Parisienne.* Comme manoeuvre. Au bout de six mois, il a quitté. Il habitait le foyer des travailleurs. Il a trouvé du travail à Suresnes à la Compagnie des Eaux, il y est resté jusqu'à sa retraite.

Il était encore sous papiers français en 1947. Il revenait un mois en Algérie pour ses vacances.

En 1954, mon père a emmené sa famille en France. Ma mère avait 5 enfants. Elle voulait partir en France. Ils ont habité dans un bidonville à St. Ouen, 16 rue du Cordon, deux pièces de 54 à 61. Je suis née dans ce bidonville. C'était très familial. Les femmes s'invitaient à l'intérieur du bidonville. Elles ne sortaient pas. Elles vivaient comme en Algérie.

Certaines avaient des petits jardins avec des poules et des lapins. Elles faisaient pousser de la menthe, du persil arabe, des oignons. Les hommes faisaient le marché pour la nourriture et les habits. Les Assistantes Sociales s'occupaient de tous les problèmes quotidiens avec les femmes. Tout se passait comme au pays pour elles. Les maris achetaient toujours trop grand : leurs femmes n'aiment pas être serrées. Une femme ne doit pas sortir, quitter la maison. Là, elles ne portaient plus le voile, elles ne voulaient pas sortir découvertes. Dans les courettes, elles faisaient les lessives ensemble. A l'entrée du bidonville, il y avait une citerne. Les enfants allaient chercher l'eau. Chaque famille avait plusieurs barils dans sa cour pour le linge. On chauffait l'eau dans les bouilloires. On étendait le linge sur un fil tendu d'une planche à l'autre.

pour la cuisine, on avait un petit réchaud dans la pièce des enfants. Il n'y avait pas de cuisine. Au début, on dormait sur des matelas par terre. C'est ma mère qui les faisait. Elle cardait la laine, la nettoyait, la tapait avec un bâton, elle la faisait sécher pour les matelas. Elle filait aussi pour tricoter des pulls. Les matelas de ma mère servent encore pour les fêtes parce qu'on n'a pas assez de chaises. Mes frères et soeurs sont allés à la Maternelle. Ma mère les accompagnait. Elle mettait une gandourah et un foulard. Quand les femmes comme ma mère sortent, elles disent qu'elles doivent être couvertes sinon elles se sentent nues. Au village, ma mère met son haïk et ma grand-mère a honte de sortir avec moi parce que je refuse de porter le voile. Depuis son pélerinage, ma mère même à Paris, s'habille en Arabe avec une robe longue et une gandourah par-dessus.

Pour compter les stations, ma tante jette des pois-chiches

Tous les vendredis, ma mère fait le pain. On achète aussi le pain français. Elle emporte du pain arabe à la mosquée le vendredi. Elle prend le 166 à Saint-Ouen, et elle va à la mosquée à Asnières. Les femmes emportent toujours du lait, du pain, des dattes, pour d'autres femmes pauvres. Les femmes sont en bas, les hommes en haut. C'est plus beau en haut, d'ailleurs. Elles font la prière ensemble. Pour les fêtes. J'y suis allée. On lit le Coran. Tout le monde pleure, les hommes et les femmes. Je les ai vus pleurer. Ma mère est très croyante. Mon père est allé six fois à la Mecque, et ma mère cinq fois. Ils y vont ensemble. Ils disent qu'ils n'ont pas envie de revenir quand ils sont là-bas. On habite depuis 61 en HLM, mais il y a seulement deux familles Arabes dans l'immeuble.

On est 10 enfants. Ma soeur aînée nous a tous élevés. Elle s'est mariée avec un algérien. Elle vit comme ma mère. Mes frères sont comptables et typographes. L'un d'eux vit avec une Française. Mes parents ont mal accepté ça. Mes soeurs ont plutôt fait du secrétariat.

Ceux qui travaillent et qui vivent à la maison donnent une petite pension à mes parents. Un de mes frères règle le loyer, un autre l'électricité et le gaz. On s'arragne comme ça. Mon père n'oblige personne et tout se passe bien. C'est mon père qui s'occupe des courses pour la nourriture.

Quand il travaillait, c'était ma mère.

Mon père ne sait toujours pas écrire ni lire le français, ma mère non plus. Mon père est lettré en arabe, ma mère, non. Ma grande soeur ne sait pas très bien lire et écrire le français. Elle a été élevée en Algérie, elle n'est pas allée à l'école là-bas. Pour se déplacer dans le métro, elle prend la même ligne, elle déchiffre le nom des stations pour aller de chez nous à Clichy. Elle a pris des cours d'alpha. Elle s'est mariée, elle a 8 enfants. Elle surveille trop ses filles. Ma mère parle mal le français. On lui parle en arabe.

Entre frères et soeurs on parle en français. Avec ma mère je n'arrive pas à parler en français, avec mon père oui. Je ne peux pas appeler mon père en Arabe, alors que j'appelle ma mère en arabe -Imma- Mes parents ne supportent pas quand on dit *-hé !-* pour s'adresser à quelqu'un.

Ma mère sort encore moins depuis que mon père est à la retraite. Elle sort pour des visites, à l'hôpital ou pour des fêtes. Pour acheter des tissus aussi elle va à Barbès. Pour se déplacer elle prend le 85 qui va directement à Barbès. Elle sait aussi que le 56 va à Clignancourt. Le métro elle ne le prend pas. Au nombre de stations elle sait où on est. J'ai une tante pour aller de Clichy de chez elle, elle prenait des pois-chiches. Elle en jetait à chaque station. Elle savait le nombre de stations. Quand elle n'avait plus de pois-chiches elle était arrivée, elle descendait. Les femmes reconnaissent les stations auxquelles elles sont habituées : par exemple celle de l'hôpital Bretonneau, ou Porte St. Ouen celle de l'hôpital Bichat. *ST. Lazare,* c'est bleu, *Miromesnil,* c'est orange. Ma mère n'a pas cherché à apprendre à lire et à écrire. Par contre elle nous a appris la religion musulmane. Tout le monde fait le Ramadan chez nous, sauf certains de mes frères. Les filles sont très pratiquan. . tes. J'ai commencé le Ramadan très tôt. Je suis pratiquante. Mes parents font les cinq prières. Chacun a un tapis. Ma mère prie dans ma chambre, mon père dans le salon. Leur tapis est sacré. Ils l'ont rapporté de la Mecque.

Le mouton

POur l'Aïd, on fait toujours de grandes fêtes. Avant et après les pélerinages aussi. Mon père invite les Tolbas et toute la famille. On achète trois moutons : pour nous, pour ma soeur et mon frère. On va les chercher dans une ferme en Normandie. Ils les tuent sur place. Dans l'immeuble, c'est pas très pratique. Mon beau frère l'a fait dans la maison. Ses filles n'aimaient pas ça. Il ne le fait plus chez lui. Ils les égorgent, les dépouillent, les ouvrent et les vident. Ils mettent les abats dans un seau, la peau dans un plasti. . . . que. Dès que le père arrive, on fait griller le foie en petits carrés, chacun doit y goûter. Après on fait les méchouis. On garde le moutin sur le balcon bien enveloppé. Mon père découpe les gros morceaux ma mère découpe les petits et elle lave la peau. Elle la passe à l'alun, elle tire sa peau, elle la frotte à la potasse et elle la met à sécher sous mon lit. C'est affreux. Ça sent très mauvais. On a beaucoup de peaux chez nous. Ma mère continue à acheter la laine. Elle la lave. la travaille, pour les matelas, la laine à tricoter.

La virginité

Pour les circoncisions, mon père faisait venir un médecin arabe à la maison. Maintenant ça se passe en clinique. Pour mes neveux un taleb est venu chez ma soeur. Les femmes n'assistent pas à la circoncision, les hommes non plus. L'enfant est seul avec les talebs. On le voit après quand c'est fini. —On lui met la gandourah blanche, les babouches, la chéchia.

On l'a fait en cité à Gennevilliers. On invite des musiciens. On loue des chaises et des tables à la ville. On a fait des fêtes dans les cours, en plein air, sous une bâche. C'était l'été. Toute la cité était invitée c'était une cité d'immi grés. Les femmes dansaient dans la maison. Les hommes étaient dehors avec les musiciens. De plus en plus les Arabes louent des salles pour les fêtes à cause des protestations, surtout pour les mariages. Les filles doivent être vierges sinon c'est le déshonneur. Si la fille n'est pas vierge elle ne fait pas de fête. J'ai assisté à beaucoup de mariages en France, les filles étaient toujours vierges, on montrait le drap. En Algérie, on ne passe pas devant le Cadi sans certificat de virginité.

J'ai vu les certificats de mes cousines en double exemplaire pour les deux familles, l'été dernier. Les femmes, ici en France, dansent aussi avec le drap. La mariée emporte le drap dans sa valise. C'est un bout de drap blanc très propre. On appelle ça : *la chemise* ». On l'installe sous les mariés. Le marié essuie sa femme avec le drap et le lance par le porte, les femmes poussent des you-you. Un des soeurs de la mariée emporte le drap chez sa mère. Le père attend chez lui. S'il est inquiet c'est qu'il n'a pas fait confiance à sa fille.

Pour moi, ça se passera comme ça. Je l'accepte. Mes parents m'ont fait confiance. Je dois leur montrer que je suis vierge jusqu'à mon mariage. Beaucoup d'hommes me demandent en mariage. Mon père ne m'imposera jamais un mari. C'est moi qui le choisirai. si je l'ai choisi, je veux bien faire un mariage musulman puisque je suis musulmane. Mes parents m'ont toujours laissée libre.

j'ai continué mes études. J'ai voyagé. Je travaille. Je ne sens pas le besoin de vivre avec quelqu'un sans passer par le mariage. Et j'attendrai le moment de la cérémonie, pour qu'on sache que je suis vierge. Je suis musulmane et je tiens à ma virginité. J'ai beaucoup de copines arabes qui pensent comme moi. Et souvent même des Françaises me disent que je n'ai pas tort parce que les garçons cherchent seulement à s'amuser. Je me marierai avec un musulman Algérien. Pas avec un Marocain ni un Tunisien. Je préfère quelqu'un de chez moi. Mais je ne sais pas si je retournerai en Algérie. On est trop injuste avec les femmes là-bas et les Algériens sont collants. Dès que je me promène dans Oran ou Sidi-Bel-Abbès j'ai des troupes derrière moi. C'est insupportable. Il faut que ça change là-bas pour les femmes.

Propos recueillis par Leïla Sebbar

« LA VIE QU'ON VIT, N'EST PAS UNE VIE ! »

« *Non, ça ne peut plus durer, il faut changer* ». La vie qu'on vit n'est pas une vie ». Cris d'une femme martiniquaise pendant la campagne des législatives. Bien sûr ce n'est pas une femme de la rue mais la candidate du Groupe Révolution Socialiste (Trotskyste) à la députation dans la circonscription du Nord de la Martinique, sur un peu plus de 20 000 voix exprimées elle ne recueille que 260. Mais elle ne s'attendait pas à plus, malgré la victoire de la gauche en France. Mais la présence aux législatives des candidats des partis (GRS. Combat Ouvriers, PCM) qui acceptèrent des dernières élections dans ce DOM appelé Martinique.

Aux présidentielles, les choses étaient plus claires, en général tant à la Martinique qu'à la Guadeloupe, il y a un abstentionisme » *atavique* » pour toute élection qui n'est pas locale. Et d'ailleurs les partis abstentionistes (aux présidentielles) en Martinique s'étaient juste contenté de dire « *pas voté* ».

Les deux partis qui appelèrent à voter Mitterrand tant au premier qu'au deuxième tour (Parti Progressiste Martiniquais et Fédération Socialiste Martiniquaise) ne fixent qu'un campagne très molle, tant on est habitué ici à voir l'électorat voter pour le Président en place, d'où le score hors série de VGE, ce que d'aucun appelle « un vote alimentaire » mais cette explication ne doit pas cacher un autre fait : que ce soit la gauche et l'extrême gauche et l'extrême gauche abstentioniste, que ce soit la gauche abstentioniste personne n'a fait une campagne vigoureuse pour défendre ses idées : pendant toute la campagne on n'a pas beaucoup entendu parler des idées d'autonomie étape vers l'« *émancipation* » (PPM), « *Autonomie populaire et démocratique* » (PCM), Indépendance nationale (MIN), Indépendance et Socialisme (GRS).

Au contraire la droite occupait le terrain, et c'est d'ailleurs elle qui a imposé le débat qui n'a finalement pas eu lieu sur la question du statut. Bille en tête, la droite RPR/UDF confondus n'a pas arrêté de hurler aux loups.

« *Si vous votez Mitterrand, c'est la fin des allocations, c'est la séparation avec la France, c'est l'indépendance et la misère* ».

Une vraie campagne hystérique qui mobilisa tous ces sbires non seulement ceux des médias (France Antilles le seul quotidien, FR3 Radio et Télé, le pseudo-libéral Radio Caraïbes International, sous-division d'Europe N° 1 aux Antilles) mais aussi les maîtres d'école et les curés. A l'annonce de la victoire le 10 mai de Français Mitterrand, à Volga quartier populaire j'ai vu une petite fille de 10 ans piquer une véritable crise de nerf : « *ses* **paroles :** « *On va manger des cailloux et boire de la boue* ».

Quand elle revint au calme je lui demandais « *où est-ce que tu as été chercher ça ?* « *C'est ma maîtresse qui me l'a dit* ».

Les lendemains du 10 mai virent beaucoup de crises cardiaques, et le légendaire martiniquais n'était plus sur toutes les bouches.,

Mais l'annonce des premières mesures sociales, applicables sans décret donc tout de suite dans les DOM, les paroles rassurantes le 4 iuin dernier à la mairie de Fort de France du Secrétaire d'Etat Henri Emmanuel : « *Je suis venu vous dire que votre place était dans la communauté nationale* » ont calmé un peu les esprits.

C'est dans ce climat, où l'électorat qui malgré le fort taux d'abstention (plus de 50 %) que va s'ouvrir la batailledes législatives.

La droite forte des 80 % des voix à VGE se sent le vent en poupe, un de ses représentants Max Elizé (qui sous la bannière Union pour la Nouvelle Martinique) n'hésite pas à déclarer aux lendemains des présidentielles que la « *Martinique est entrée en dissidence* »

Toutes les force de gauche le MIM excepté vont entrer dans la bataille des législatives. Au nord contre le député sortant de droite Camille Petit, la gauche socialiste oppose M. simon Salpedrier jeune et bouillant président de la Fédération socialiste Martiniquaise, la gauche communiste, M. Cerland, maire du Macouba une des plus anciennes communes communistes du Nord, l'extrême gauche trotskyste (tendance proche de la LCR) avance une femme Renée Ravoteur.

Au sud contre le député sortant de droite Victor Sable, la gauche communiste oppose M. Zobda Onitenan.

La Fédération Socialiste soutient la candidature du maire de Ducos (la commune qui donne toujours ses suffrages à la gau che tant aux présidentielles qu'aux législatives) M. Louis Joseph Dogue.

Au centre, contre le député sortant Aimé Cesaire, la droite oppose Max Elize gros capitaliste du coin ; les abstentionnistes des présidentielles le PCM avance M. Lordinot et les trotskystes tendance (L.O.), Combat Ouvrier, M. Maugee et Beaujour victimes de la justice coloniale.

Voilà pour les candidats, les résultats nous les savons, les 3 députés sortants furent réélus. Mais dans le sud et dans le nord la gauche a plus que doublé ses voix, jusqu'à la dernière minute dans le sud l'issue pour le candidat de la droite fut incertaine, d'ailleurs 1012 voix séparent M. Sable (droite réélu) de M. Dogue, c'est peu, très peu lorsqu'on sait que dans cette circonscription le député sortant a toujours été réélu avec 80 % des suffrages. Les élections auraient eu lieu ici au mois plus tard ces deux députés de droite n'auraient jamais retrouvé leur siège.

SUITE ET FIN DES ELECTIONS

Les élections sont aujourd'hui terminées, les députés martiniquais iront bientôt à l'Assemblée parlementaire Française. Rien n'est résolu, après le septennat de Giscard, la Martinique est exsangue 50 % de la population active au chômage, tout va mal, la pêche, l'agriculture, la production sucrière ; sur 14 usines seules 2 tournent encore : le Lareinty dans la plaine du Lamentin (Centre), le Baliou dans le Nord, pour être précis il faudrait dire une et demi, car le Larentinty est à moitié fermé, les dockers du port ont été liquidés par la contenairisation, le coût de la vie est excessivement élevé, bref tout chavire, la prospérité martiniquaise est une façade car elle provient uniquement de ces fameux fonctionnaires 40 %, cette monstruosité coloniale qui a fait qu'en 10 ans, le secteur tertiaire improductif (employés, fonctionnaires) a plus que triplé, tout jeune martiniquais rêve aujourd'hui d'être dans le secteur public.

L'émigration, véritable saignée, n'arrange pas les choses. Et plus que jamais après tant d'années d'une artificielle politique d'assistanat assimilationniste, les martiniquais dans leur majorité ont plus que peur de se retrouver seuls quelque soit la forme (autonomie, autonomie démocratique et populaire, indépendance). Pourtant la présence massive des français (10 000) aux postes clés quelques soient les secteurs du pays agacent plus d'un. La question de l'indépendance même si elle ne doit pas être immédiate est pourtant là, latente, rampante, mais personne dans le camp patriotique (au sens large) n'ose encore la soulever aujourd'hui au sein des masses, tous s'accordent à dire qu'avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, il y a une opportunité à saisir. Dans le camp indépendantiste nationaliste organisée (le MIM, les groupes Asé Pléré A nous Lutté CITM) l'heure est aux déclarations de principe classiques ; le MIM a sorti des tracts pour appeler à ne pas participer aux élections françaises, réaffirmer ses positions indépendantistes et proposer ur référendum sur la question. Il a adressé une lettre à Mitterrand, pris la parole dans les médias pour dénoncer comme iné dit en matière de lutte de libération le moratoire concernant le statut d'Aimé Cesaire. Le groupe « *Asé Pléré a Nous Lutté* » a sorti un numéro particulièrement fourni de son journal sur les élections françaises. Quant aux indépendantistes nationalistes inorganisés, l'un d'eux Cabort Masson a adressé publiquement une lettre à Aime Cesaire mais en général ils exposent leurs thèses dans l'hebdomadaire martiniquais « *Le Naïf* » et le nouveau mensuel « *Antilla* ». Le comité Indépendantiste des Travailleurs Martiniquais très clandestin ne s'est pas encore exprimé sur la « *nouvelle* » conjoncture martiniquaise.

Les Indépendantistes internationalistes, les trotskystes du GRS et de Combat Ouvrier, présents dans les législatives ont appelé les travailleurs à ne pas se croiser les bras, et à se battre malgré l'arrivée de la gauche pour obtenir leurs « *revendications immédiates* » et appellent surtout en ce qui concerne le GRS à « *Des Etats Généraux du Mouvement Anticolonialiste Antillais* ». Bref, c'est en ordre dispersé que le camp indépendantiste veut aller à la bataille, chaque groupe, organisation, personnalité a tellement à redire sur la ligne politique de l'un et de l'autre, que l'unité semble impossible, mais ils sont tous d'accord pour dénoncer, invectiver le nouvel « *assimilationnisme de gauche* » d'autres disent « *alimentaires de gauche* » du PPM dont le leader est Aimé Césaire ; les hommes de la Fédération socialiste sont aussi visés mais sans la victoire de la gauche en France ces hommes n'auraient pas le poids politique qu'ils ont aujourd'hui. La question réelle que posent les indépendantistes toutes tendances confondues est celle-ci : « *Doit-on taire la revendication nationale parce que la gauche est au pouvoir en France* » (Tous ces groupes n'ont pu contrairement à leurs camarades de l'UPLG (150 meetings dans tout le pays pour expliquer leurs positions). C'est qu'au fond ils ne s'attendaient pas mais pas du tout à une victoire de la gauche en France).

Dans le camp anticolonialiste : PCM/PPM les problèmes se posent autrement.

Le PCM n'a pas rangé même pour un jour la revendication, « *d'autonomie populaire et démocratique étape vers la libértion nationale* » après son très net recul aux législatives, qui ne rend pas compte de son implantation réelle dans les luttes martiniquaises, le PCM semble réduit au rôle du troisième strapontin après FSM et le PPM.

Si les résultats d'élections organisées dans le cadre français malgré les 50 % d'abstention ont un sens ici à la Martinique, il est incontestable que le grand vainqueur de ces élections reste le PPM avec à sa tête Aime Cesaire.

LA STRATEGIE DU VIEUX LOUP

Le parti progressiste Martiniquais existe depuis 23 ans (1958) créé par Aime Cesaire après une rupture fracassante avec la Fédération Martiniquaise du PCF (cf la lettre à Maurice Thorez), il est historiquement le premier parti authentiquement martiniquais non affilié à une organisation mère française.

On ne peut pas nier que la lente montée du nationalisme Martiniquais lui doit quelque chose. Il occupe une place forte à Fort de France. Le 24 mai, Camille Dassières, (avocat) secrétaire Général du PPM créait la surprise à la fête de son parti, en affirmant que le mot d'ordre de « *libération Nationale* » imposée au PPM par ceux, que certains ici appellent « *indépendantistes honteux* » avait été trop loin, trop loin bien sûr des masses martiniquaises, qui selon le secrétaire général ne suivent pas. Le discours du 24 mai fut la première surprise pour nombre de martiniquais. Mais le coup fatal allait venir plus tard, avec le fameux discours sur la moratoire de Cesaire. Avec une éloquence toujours égale, Aime Cesaire dans la cour de la Mairie décréta, le moratoire sur la question du statut de la Martinique. Les Martiniquaises et Martiniquais étaient bien sûr en campagne législative et puis la Rose s'est mariée avec le basilier entre temps. Pour couper court à toute tentative de propagande alarmiste de la droite ici, le seul homme politique martiniquais qui peut mobiliser des milliers de personnes pour fêter sa victoire, surploya cette stratégie. La droite fut exaspérée et l'extrême gauche dépitée.

Le 25 juin, Aime Cesaire dans un discours plein d'ambiguités stigmatisa tous ces ennemis de quelque côté qu'ils viennent.

Il n'a peut-être sûrement pas raison, mais vu la situation ici c'est peut-être l'homme politique le plus honnête.

De notre correspondante (qui ne donne pas souvent signe de vie)

M.K.L.

DOSSIER IRAN

Vers la guerre civile

L'épreuve de force engagée depuis deux ans entre le Parti de la République Islamique et le président et ses partisans, s'est finalement conclue par la destitution de ce dernier. La contre-révolution semble triompher aujourd'hui en Iran, s'appuyant sur une répression systématique de tous les opposants. Cependant cette victoire risque d'être de courte durée, en l'absence d'un consensus, les religieux n'ont pu établir le populisme en Iran, pourront-ils dès lors se maintenir au pouvoir, fusse au prix de la terreur ? Le peuple iranien ne saurait rester sourd aux appels à la résistance lancés depuis sa cachette par Bani Sadr. La guerre civile parait alors inévitable.

Les différences de conception apparues à maintes reprises entre le PRI et le président de la République, notamment en ce qui concerne l'exercice de la démocratie et les orientations économiques (statut de la terre) devaient finalement se cristaliser autour de la question des otages américains et des circonstances de leur remise en liberté. Opposé dès le départ à cette opération, Bani Sadr devait critiquer sévèrement la manière dont l'affaire fut dénoncée en janvier dernier par un gouvernement qu'il ne contrôlait déjà plus. On se souvient de l'accord baclé qui ne permit au Iraniens de récupérer que quelques milliards de dollars sur les 24 gelés aux Etats-Unis.

Un tel accord aurait pu être signé six mois plus tôt.

BANI—SADR
L'homme et sa doctrine

Souvent présenté comme un libéral doublé d'un laïc tant par la presse occidentale que par ses adversaires en Iran, Abol-Hassan Bani Sadr n'est en réalité rien de tout cela. Fils d'Ayatollah, originaire de Bagtché, près d'Hamadan, celui qui devait devenir le Président de la première République Islamique d'Iran a constamment cherché à lier de profondes convictions religieuses avec les théories économiques les plus radicales.

Accomplissant ses premières armes dans la politique comme fervent partisan de Mossadegh au moment où celui-ci tentait d'arracher l'Iran des griffes de l'impérialisme britannique, Bani Sadr est contraint 10 ans plus tard (63) à s'exiler, victime de la répression au même titre que l'Ayatollah Khomeiny. Les deux hommes devaient se retrouver quinze ans plus tard à Paris, l'économiste devenant l'un des principaux conseillers du chef religieux qui dirigeait le soulèvement fatal au régime des Pahlévis.

Les interventions de Bani Sadr furent particulièrement décisives pour empêcher tout compromis avec le gouvernement de Bakthiar.

C'est précisément à Paris, au contact de l'opposition iranienne en exil mais aussi des travaux d'économistes tels Samir Amin et René Dumont, que Bani Sadr devait forger sa conception d'un Iran révolutionnaire.

Bien que récusant la notion de lutte des classes et le marxisme en général, celui-ci échaffaudait une théorie basée sur l'indépendance de l'Iran au prix d'une lutte acharnée contre les impérialismes.

L'exportation du pétrole, axe principal de la dépendance à l'égard de l'impérialisme sous la forme d'une « *rente pétrolière* » devait faire l'objet d'une étude particulière. Rompre avec le marché mondial signifiant une totale révision des mécanismes qui reliaient l'Iran -le retour à une économie « *auto-centrée* » avait pour but de supprimer toute dépense inutile (réduction des achats d'armement) et un développement basé sur la satisfaction des besoins locaux. A savoir l'Iran devait devenir auto-suffisant du point de vue alimentaire donc développer son agriculture sur la base de petites unités, non dévoreuses d'énergie, capables d'absorber le maximum de main-d'oeuvre dont les millions de paysans chassés vers les villes par la « *révolution blanche* » du Shah.

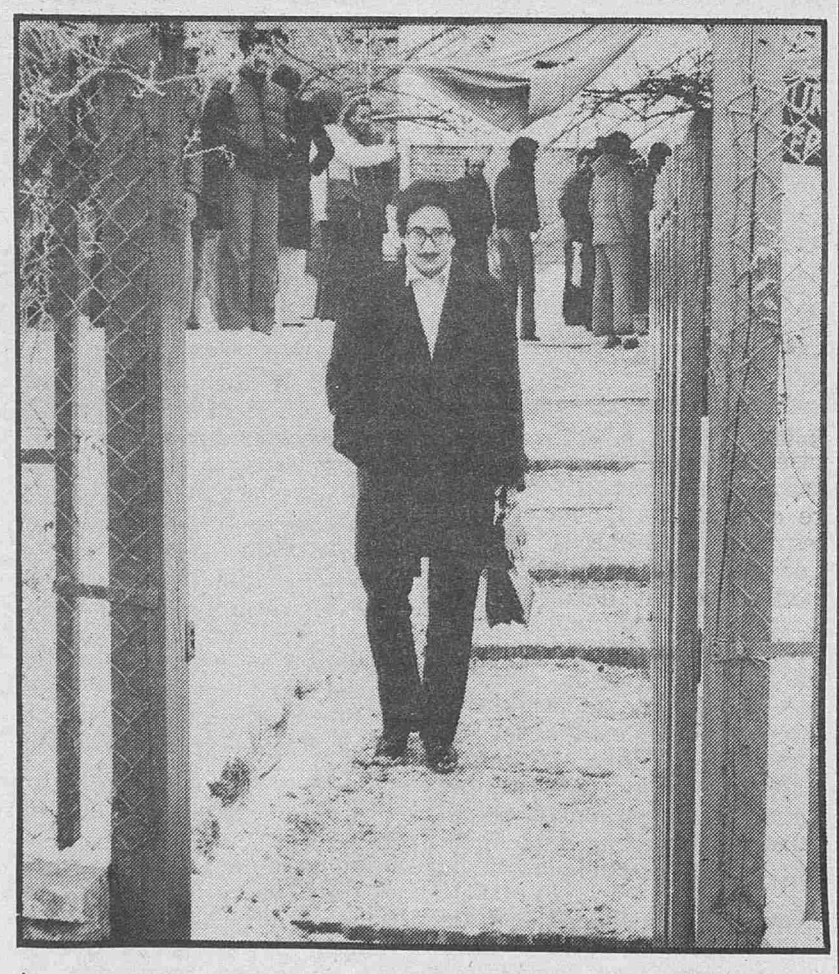
Malheureusement pour l'Iran, Bani-Sadr bien que nommé (pour quelques jours seulement) ministre de l'économie en 1979 puis élu président de la République le 5 Janvier 1980 avec 75 % des voix, ne pourra jamais appliquer la réforme agraire qu'il avait envisagée.

Il ne devait cesser de mener la lutte pour la défense des libertés démocratiques en prônant, dès le renversement du Shah, l'accès de toutes les tendances politiques (Feddayin et Moudjahiddin du Peuple compris) à la radio et à la télévision. Démocrate, Bani Sadr n'en est pas moins intransigeant surtout pour ce qui touche à l'indépendance de l'Iran, il l'a prouvé en se refusant à tout compromis défavorable avec l'impérialisme américain.

Il a sévèrement critiqué l'accord d'Alger conclu par le gouvernement et les USA à propos de l'affaire des otages comme une abdication totale aux exigences américaines, en l'absence de contrepartie.

Aujourd'hui déchu de ses fonctions, menacé de mort, Bani-Sadr n'en reste pas moins le symbole des forces qui luttent pour l'avènement d'un Iran plus juste, plus démocratiques et plus indépendant, l'idéal d'une révolution trahie par une poignée de religieux corrompus et avides de pouvoir.

F.R.



Bani Sadr, alors conseiller spécial de Khomeiny.

LA CONTRE—REVOLUTION EN MARCHE

La liste des sujets de conflit entre Bani Sadr et le PRI est longue depuis un an : la crise de l'université, la « *révolution culturelle* » (croisade islamique dans l'enseignement), la nomination des ministres aux postes restés vacants depuis 7 mois (en particulier le Ministère des affaires étrangères). au début de l'année 81, le président décrit la situation dans ces termes :

« *Le pays est au bord de la faillite et de l'anarchie ; l'insécurité, le désordre et de sérieuses difficultés sociales exigent un gouvernement fort et compétent en cette période de guerre ; ces deux qualités manquent au gouvernement de Radjai** »

Après avoir fait main basse sur les Pasdaran (Gardiens de la Révolution), les Comités locaux, les conseils d'usine (vidés de leur contenu autogestionnaire), s'être emparés des appareils idéologiques : radio-télévision, principales mosquées du pays ainsi que du pouvoir judiciaire (tribunaux islamiques) et législatif (majorité au Majlis) il restait au PRI à faire la conquête de la totalité de l'exécutif. Un seul obstacle à cela : le Président de la Républi que qui bien que disposant de pouvoirs réduits restait le commandant en chef des forces armées. Eloigné pour éloigné du pouvoir, Bani Sadr décida dès le début de la guerre avec l'Irak, (septembre 80) de se consacrer principalement à ses fonctions militaires. Sur le Front *où il acquit un prestige* important.

« DENONCE, DENONCE BANI—DADR NOUS T'APPUYONS «

Paul Vieille (maître de recherche au CNRS, directeur de la revue « *Peuples Méditeranéens* ») qui l'a suivi il y a quelques semaines dans sa tournée des « *popotes* » raconte : « *J'étais sur le front au lendemain de la contre-offensive de Suze, les Iraniens avaient retraversé la rivière et enfoncés 20 km de lignes ennemies. Malgré le manque de munitions, l'armée iranienne se bat avec courage, Bani Sadr lui a rendu le moral. Partout où nous passions, les soldats voulaient tous se faire photographier avec le président. A la caserne de Bebahane, au bout de quelqeus minutes de garde à vous, les soldats étaient en débandade pour l'accueillir. Les soldats lui adressent souvent des requêtes, les relations entre officiers et soldats ont également changé, on tente de régler les problèmes par la discussion et la persuasion* ».

Bani Sadr a non seulement rendu sa fierté à une armée fer de lance de la répression sous l'ancien régime, mais il a su la rendre à sa fonction véritable, la défense du pays.

Les « *Homafars* », officiers de l'armée de l'air ont distribué ces derniers jours un tract de soutien au président. D'autre part, celui-ci aurait trouvé refuge dans une caserne d'Abadan d'où ses appels à la résistance sont envoyés. Cependant, alors qu'il aurait reçu à plusieurs reprises des propositions de certains généraux pour renverser le PRI; Bani Sadr s'est toujours refusé à recourir à ces méthodes.

S'il dispose du soutien de l'armée, le président bénéficie surtout d'un large soutien populaire, élu avec 75 % des suffrages, il a gardé la confiance des masses populaires comme en témoigne l'affluence à ses meetings malgré les attaques des « *hezbolahis* » recrutés par le PRI. Lors du discours du 11 février dernier à Téhéran, la foule scandait « *dénonce, dénonce, Bani-SAdr, nous t'appuyons* »

LE « CANARD ENCHAINE »

Son journal « *République Islamique* » dans lequel par ses chroniques et ses éditoriaux incisifs il ne manquait jamais une occasion de dénoncer les dangers de l'évolution de la société iranienne, était un des plus lus à Téhéran où passé 19 h. il était introuvable. Ne pouvant plus supporter l'existence de contre-pouvoirs le PRI le fit interdire le 7 juin dernier, depuis il reparait clandestinement sous le titre « *république Islamique enchaînée* » 3 jours après l'interdiction de son quotidien, Bani Sadr se voit retirer le commandement en chef de l'armée, par celui-là même qui les avait confiés : Khomeiny.

Refusant cette double injustice, le président rentre dans la clandestinité le 10 juin, il es alors sommé de se présenter au Parlement qui se prononcera sur sa déchéance le 21 Juin. Dès lors, Bani Sadr, dénonçant le « *coup d'état rampant du PRI multiplie les appels à la résistance.* Ses partisans sont arrêtés ainsi que les autres opposants, pour être fusillés sans jugement

Suite page 21 ...

Les deux plaies de l'ancien régime :

Torture et corruption réapparaissent

Dans une économie touchée par la guerre et dont la production industrielle a connu une diminution de 30 à 40 %, tandis que la production agricole diminuait, faute de décision sur le statut de la terre, le déficit budgétaire atteint 10 milliards de dollars. En effet, l'Iran importe aujourd'hui la quasi-totalité de ses biens de consommation, ce qui accentue sa dépendance. L'inflation atteint 30 à 40 % : Un kilog de concombres vaut 15 F à Téhéran !

Dans le même temps le chômage augmente dans des proportions catastrophiques. Au million de réfugiés afghans viennent s'ajouter aujourd'hui deux millions de réfugiés des régions frontalières avec l'Irak qui fuient les zones de combat.

Les réserves de devises étant en voie d'épuisement, les intégristes religieux vont-ils se résoudre à un accord avec les USA pour leur vendre le pétrole iranien, renouant ainsi avec le régime du Shah et son économie totalement dépendante et dirigée vers l'extérieur, au détriment de la satisfaction des besoins internes ?

L'incompétence de la fraction religieuse au pouvoir est vérifiée, mais comme si cela ne suffisait pas les dirigeants du PRI renouent avec les pratiques habituelles de l'ancien régime.

La corruption s'est généralisée par l'intermédiaire des grandes sociétés nationales comme la fondation Pahlavi, rebaptisée Alavi.

Renouant avec les traditions ancestrales qui veulent que la caste au pouvoir s'adonne au pillage de la nation, le PRI contrôle par le biais des nationalisations les 3/4 de l'industrie du pays, la totalité du commerce extérieur et les revenus pétroliers, prélevant au passage de substentiels bakchichs.

Des fortunes se sont ainsi batties en quelques mois.

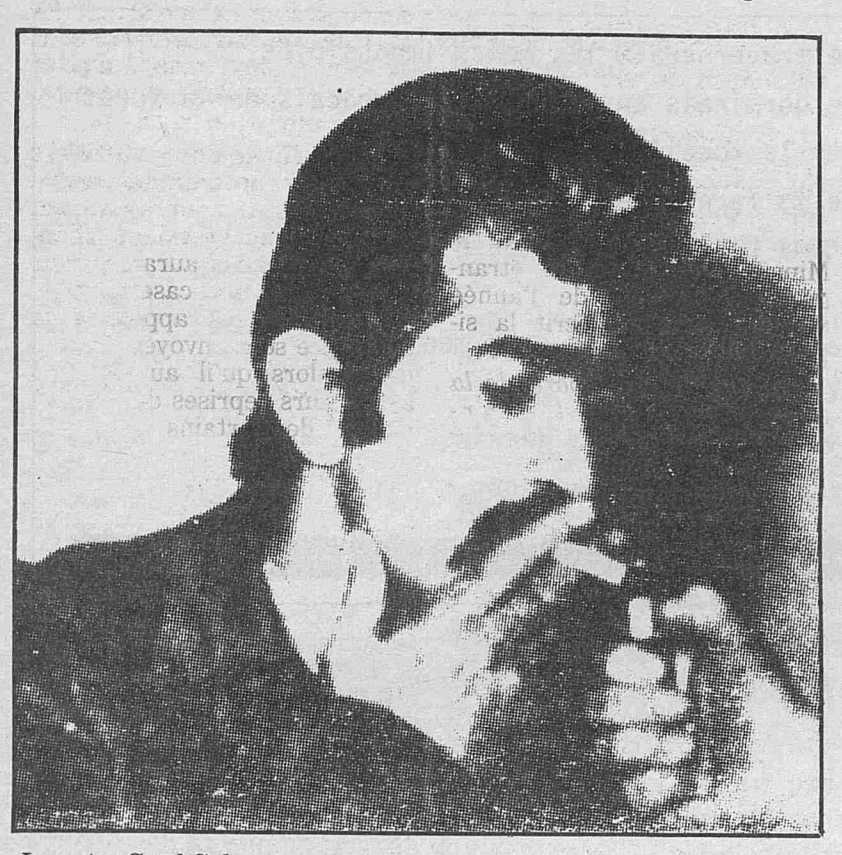
La corruption généralisée se double d'une autre plaie de l'ancien régime : l'usage de la torture. De nombreux témoignages, dont ceux des Moudja hiddin du Peuple et ceux du Parti du Prolétariat d'Iran font état de l'utilisation de la torture sur les prisonniers. Pas encore de manière généralisée mais dans des lieux tenus secrets : les prisons privées du PRI. Le cas du poète Saïd Soltanpour, proche des Feddayin du Peuple est à cet égard édifiant.

Arrêté le jour de son mariage, *ce militant, dont l'opposition* au Shah lui avait valu de nombreux séjours à la prison d'Evin ainsi que les pires, tortures des agents de la Savak, s'est retrouvé à nouveau détenu dans les mêmes lieux.

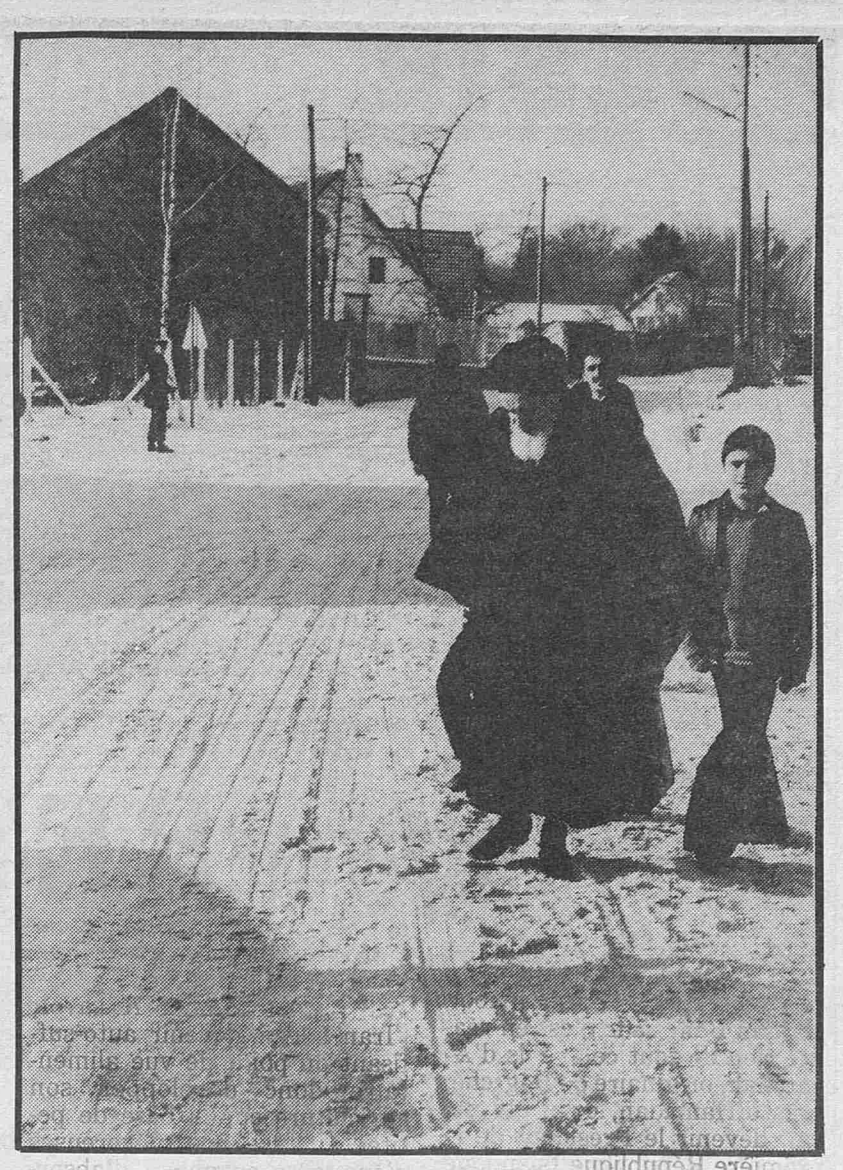
Un religieux ancien compagnon de détention du poète dirige aujourd'hui la prison.

Saïd Soltampour a été fusillé le 19 juin dernier par le régime qui a remplacé celui du Shah ...

F.R.



Le poète Saïd Soltampour, torturé sour la monarchie, exécuté par la « République Islamique »



Khomeiny, alors qu'il étaie en exil, à Neanphle-Le-Chateau.

... Suite de la page 20

lorsqu'ils ne sont pas purement et simplement exécutés dans la rue par les « *gardiens de la révolution* » désormais auxiliaires zélés des milieux du PRI.

L'attentat du 28 juin qui devait causer la mort de 72 Personnalités réunies secrétement au siège du PRI, laisse perplexe. En effet seuls des membres importants de ce parti étaient avertis de la réunion d'autre part la complexité des moyens mis en oeuvre dans un attentat de cette envergure laisse difficilement croire à l'oeuvre de l'opposition démocratiques. Restent dès lors 3 coupables possibles :

1/ L'armée avec ou sans la complicité d'agents étrangers (on pense à la CIA en particulier).

2/ Des partisans du Shah, liés aux groupes pro Bakhtiar ou à ceux des ex-généraux de l'armée impériale agissant depuis l'Irak. Ces groupes bénéficient à coup sûr d'appuis étrangers qui auraient pu ainsi fournir l'infrastructure et la technique nécessaires à une telle opération.

3/ Certains observateurs penchent pour un complot d'une fraction d'extrême-droite du PRI.

Il s'agirait alors d'un règlement de compte interne visant à détruire le triumvirat du conseil de la Présidence Behechti (chef du PRI tué dans l'attentat). Rafsandjani (président du Parlement)
Nahavandi, afin de le remplacer par un seul homme, passant ainsi d'une dictature collective à la dictature d'un seul, plus classique des régimes totalitaires.

LA LIBANISATION DE L'IRAN

Quelle que soit l'hypothèse retenue, cet attentat va permettre de justifier une répression accrue, les Moudjahiddin du Peuple, bouc-émissaires désignés par le pouvoir, parce que seule force organisée capable aujourd'hui de s'opposer efficacement à lui sont la cible privilégiée de la répression.

D'après les manifestations qui se déroulent un peu partout dans le pays ainsi que le soutien accordé à Bani Sadr par des personnalités religieuses comme la veuve de l'Ayatollah Taleghani, l'Ayatollah Teherani de Mashad et de larges secteurs de l'armée, on peut en déduire que les appels à la résistance ne sont pas restés vains. De graves affrontements se préparent en Iran, ils pourraient prendr l'ampleur d'une guerre civile si l'armée intervenait dans le conflit qui divise le pays, les minorités nationales pourraient alors se soulever à nouveau.

Dans un pays soumis à la guerre, une économie désorganisée on imagine les conséquences que pourrait avoir une guerre civile, dans une région où les 2 super-grands se livrent une lutte sans merci. Certains évoquent déjà le spectre du Liban, divisé, déchiré par les conflits internes sur lesquels viennent se greffer les conflits du Moyen-Orient et leur cortège d'ingérences étrangères, le tout coiffé par l'affrontement que se livrent Etats-Unis et URSS par alliés interposés.

Très vulnérable de par la mosaïque de peuples qui la composent, l'Iran verrait alors son unité menacée

frank Roussel

PETITION

Pour l'iran

L'héroïque soulèvement d'un peuple désarmé, le sacrifice des centaines de victimes des troupes du Shah et de Bakhtiar, la fin du régime de torture et de corruption issu du coup d'état de 1953 par lequel les Américains et leur protégé avaient étouffé la jeune démocratie iranienne, l'espoir de voir renaître une nouvelle république indépendante progressiste et tolérante, tout celà hélas s'efface aujourd'hui devant le détournement de la révolution et son accaparement par une minorité avide de pouvoir.

Les prisons regorgent d'hommes et de femmes arrêtés sous les prétextes les plus futiles, les minorités nationales et religieuses sont cruellement opprimées, des milliers de matraqueurs stipandiés font régner la terreur dans les rues, les usines, les campagnes et ajoutent les assassinats à ceux perpêtrés par les tribunaux, la corruption s'est développée autant qu'autour du Shah, chez ceux-là même qui la dénonçaient naguère ; Toute expression libre est baillonée. Le Président de la République, émanation de la nation a été chassé pour avoir eu le courage de faire face.

Une pareille oppression suscite de toute évidence une résistance acharnée. Si quelques groupes, faussement hostiles croient expédiant de soutenir un régime qui les écrasera demain, en réalité toutes les forces vives du peuple luttent au péril de leur vie. Dans ce climat, un enchaînement sans fin d'attentats et de représailles ne pourra être évité. Le risque est grave dès lors de voir s'abattre sur l'Iran la guerre civile, la libanisation, l'intervention étrangère, peut-être le partage du pays ou même le retour de la tyrannie d'hier dans un pays lassé de tant de crimes. Face à une opinion publique mondiale découragée, passive, indifférente, nous refusons la complicité du silence.

Nous tous qui avons soutenu la lutte des Iraniens contre le régime des Pahlévis, nous adjurons les forces démocratiques de s'unir pour triompher.

Nous appuyons tous les efforts, nous dénonçons les crimes qu'aucune religion, qu'aucune philosophie ne sauraient justifier.

Nous en appelons à toutes les autorités dans le monde susceptibles de freiner, d'arrêter cette tragédie.

Nous demandons à tous les démocrates, tous les progressistes de faire ce qui est en leur pouvoir pour la liberté en Iran.

Signatures : *A. Bernard, Claude Bourdet, Michel Foucault, Pierre Halbwachs, Serge Rezvani, Georges Soboul, Paul Vieille.*

POESIE

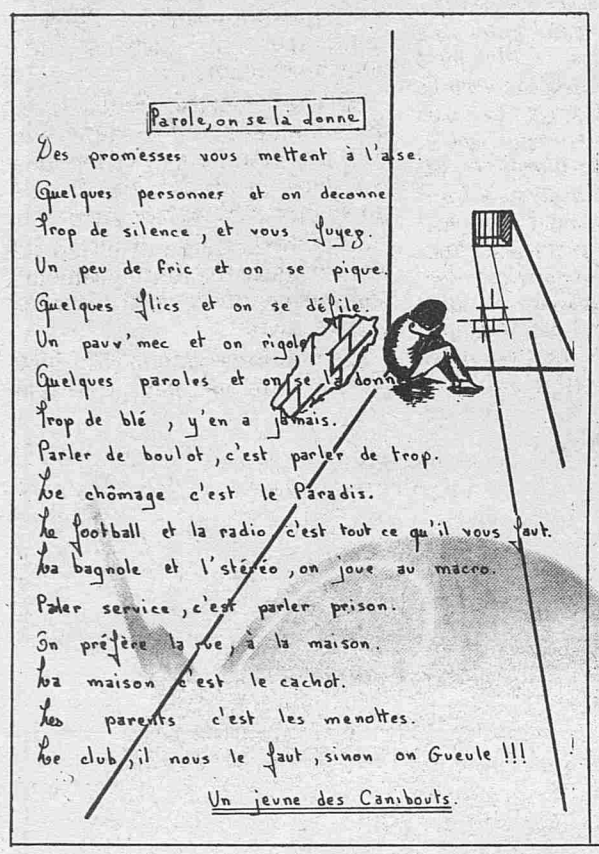
> Ce n'est pas le mot qui fait la poésie. C'est la poésie qui illustre le mot
>
> *LEO FERRE*

Communiquer, parler aux autres, exprimer nos désespoirs et nos luttes, nos inquiétudes et espoirs.

Des jeunes d'une cité de banlieue, une cité de la zone comme tant d'autres. La cité des Canibouts de Nanterre -expriment leur vie ... Au fil des jours et de l'histoire dans un recueil qui se veut un témoignage, une façon d'exister ... Une parole longtemps étouffée ... -mais existante- qui éclot du béton de Nanterre. Une parole, celle des jeunes dits « seconde génération » (spontanée) qu'on oublie dans les salons sociologiques où « *l'immigrisme* » est de bon aloi. Cette parole undreground longtemps en filigramme s'est frayé patiemment un chemin pour surgir aujourd'hui violemment à la surface par le biais de la musique, du théâtre de la peinture, du cinéma, et de l'écriture ...

La lecture de ce recueil pareil à un éclat de mots en pleine gueule, est la confirmation que les jeunes immigrés s'activent depuis plusieurs années, même si leurs créations sont passées inaperçues jusqu'alors ...

Massinissa



Parole, on se la donne

Des promesses vous mettent à l'aise.
Quelques personnes et on déconne
Trop de silence, et vous fuyez.
Un peu de fric et on se pique.
Quelques flics et on se défile.
Un pauv'mec et on rigole.
Quelques paroles et on se la donne.
Trop de blé, y'en a jamais.
Parler de boulot, c'est parler de trop.
Le chômage c'est le Paradis.
Le football et la radio, c'est tout ce qu'il vous faut.
La bagnole et l'stéréo, on joue au macro.
Parler service, c'est parler prison.
On préfère la rue, à la maison.
La maison c'est le cachot.
Les parents c'est les menottes.
Le club, il nous le faut, sinon on Gueule !!!

Un jeune des Canibouts.

RETOUR

Si tous les chemins mênent à Rome,
Je voudrais que le mien
Me mêne,
A Alger, Rabat, ou Tunis.
J'irais nus pieds et le crâne rasé,
Tel un pélerinage.

Je traverserais les monts impossibles.
Je dormirais aux regards des chacals de la forêt.
Sur la rocaille du chemin,
Je me ferais des entailles
Et ma bouche sera pâteuse.

La sève des ronces sera mon eau
Et les orties, mon pain.
Rien ne m'arrêtera jamais,
Si telle est ma destinée.

KADER.

IDRISS ET MOHAMED,

Si tu chantes un jour les poêtes,
Dis leur, je t'en prie,
Ou'Idriss et Mohamed,
Deux immigrés vous demandent,
Si,
Les fleurs, les monts et les vallées,
Ont gardé encore, et après leur départ,
Ces reflets d'immortalité.

Idriss et Mohamed
Vous demandent
A vous les poêtes,
Si encore,
Vous pouviez créer un monde
Où
Les enfants qui meurent seraient rois !

Idriss et Mohamed
Deux immigrés,
Vous prie de faire aprvenir à Fatima,
La soeur de Okacha,
Oue son frère est mort à l'aube...

kader.

ENFANT SANS PAYS

Dur sacrifice pour ton père
Venu travailler sur la terre
Qui n'était pas la sienne,
Tu es né, elle n'est pas tienne
Tu n'as pas de culture
Si, mais elle est "impure"
Mélange de deux contiments
Toi, tu vogues entre deux océans
Dilemme, que choisir ?
Où est la solution,
Le mauvais, le bon
Tu atteindras les rides
D'un vieillard apatride.

ABBAS.

RETOUR OU NON RETOUR

Vivre au pays de "FRANCE"
Univers de mon adolescence
Monde de l'éternel souffrance
De l'anonymat et de l'indifference.

Guerre d'ALGERIE : histoire
Combat intérieur : mémoire
Qui connait le grand pouvoir
De ne jamais déchoir.

Fils, retourne là-bâs
Là, où tu es chez toi
Alors tu te reconnaîtras
Sur la terre qui t'enfanta.

Père, je ne sais où j'en suis
Peut-être, suis-je bien içi
Je comprends la langue et je l'écris
Je ferme les yeux et je vis.

Choix entre le coeur et la raison
L'un dit oui, l'autre non
Cruelle Génération
Où la volonté fuit l'action.

Je ne sais que dire,
Que dire de mon avenir
Je veux surtout te dire
Qu'aujourd'hui, je ne veux pas mourir.

ABBAS.

Entretien avec Miloud Labiad

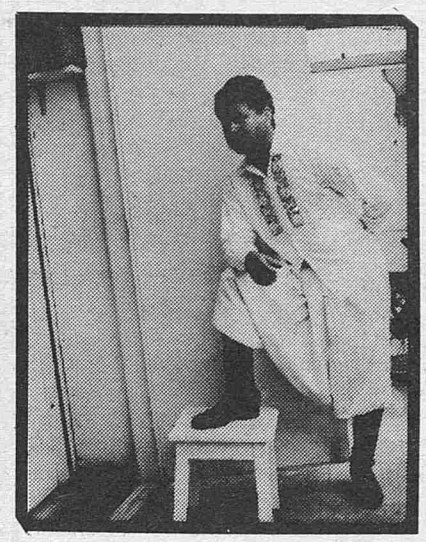
La peinture marocaine: Un tournant

La peinture marocaine tient une place particulière dans le monde arabe..

Nous avons profité du court séjour à Paris de Miloud Labiad, pour qu'il nous en parle.

Miloud fait partie des premiers peintres naifs marocains. Un peintre provoquant, toujours insatisfait. La peinture au Maroc se porte bien par rapport à ce qui se passe ailleurs dit-il mais tout un travail reste à faire dans la créativité comme dans la recherche artistique. Son franc-parlé a toujours mis mal à l'aise certains peintres qui se complaisent dans le répétitif et l'insomnie, cherchant à contourner l'art dans les hautes sphères tellement hautes qu'un tableau du peintre est perçu de biais (lire billet). On vise plus ce qu'une toile risque de rapporter dans ... quelques années que sa valeur en tant qu'oeuvre d'art.

Les intellectuels ne sont pas non plus épargnés. Miloud est catégorique : l'engagement doit-être avant tout, appliqué dans la personne et dans la vie ...



SF : *Où en est la peinture au Maroc aujourd'hui !*

Miloud : J'ai le sentiment que la peinture marocaine régresse et n'évolue pas suffisamment. Je dirai qu'elle n'est même pas au niveau des années soixante.

On ne se renouvelle pas, on se complaît chacun à sa façon dans notre situation et moi le premier.

SF : *Il y a quand même des jeunes qui font des merveilles aujourd'hui. ce qu'on a tendance à apperler la troisième vague ?*

miloud : Je ne trouve pas franchement, je dirais même que l'imitation l'emporte sur la création. La jeune génération de peintres n'a pas encore trouvé son style propre qui la distingue. Elle n'est pas arrivée à dépasser le travail « des vieux » , qui eux se trouvent dans une situation mal aisée aussi.

SF : *Explique-toi ?*

Miloud : Plusieurs raisons militent en faveur de la stagnation de la recherche artistique si tu veux. D'abord l'âge. Quand une personne vieillit, ses capacités intellectuelles diminuent. Ensuite le public est assez conservateur. Habitué à une certaine approche de la peinture, il rejette du coup toute création singulière, nouvelle au sens littéral du terme. Le travail d'un artiste est par hypothèse perturbateur, gêneur à plus forte raison quand il veut révolutionner certaines perceptions de l'art. Comme la majorité des artistes marocains ne vivent que de leur travail artistique, il est apparu un phénomène qui va croissant, c'est que plusieurs tentent de s'adapter à la suite des pressions de leur public et peignent des espèces de tableaux sur mesure, correspondant plus aux goûts de leur public qu'à leur propre intuition, leur propre sensibilité. C'est vrai que c'est un phénomène qui est loin d'être typiquement marocain, loin de là, tout le monde le sait mais au Maroc, il a pris une tournure assez inquiétante à tel point que certains peintres pour limiter les dégats, « *confectionnent* » deux sortes de peinture : une peinture pour leur public et une peinture plur travaillée et faisant appel à plus de travail de création, de confrontation et de recherches.

SF : *Quand tu dis public, à qui tu penses ?*

M : Il est évident que je pense à ceux qui ont des moyens. Tant qu'il n'y a pas de musées, la peinture ne peut pas être accessible à tout le monde. Quand le peintre réalise un tableau de peinture, il le fait pour la collectivité mais à partir du moment où il est acheté par un particulier, il devient sa propriété privée. La création du musée donnera un ton nouveau certainement à la peinture marocaine et favorisera l'instauration de rapports fructeux entre tous les publics et les articles. Combien de peintres marocains sont morts et leurs toiles perdues ou inconnues. D'autres oeuvres d'art sont restées à l'étranger et aujourd'hui pour se les procurer elles coûtent excessivement chèr, parce que entre les mains de grands collectionneurs privés. Pour ne citer que les artistes les plus connus dont les oeuvres se trouvent dans une telle situation, citons Moulay Ahmed Driss, Cherkaoui, Gharbaoui et Ouardighi qui sont morts à l'étranger, et leurs oeuvres risquent de mourir avec et être oubliées. Ce qui est une très grande perte pour le patrimoine culturel marocain. Un musée aurait permis de conserver certains tableaux.

SF : *Mais est-ce que vraiment la peinture marocaine est distincte de ce qui fait par ailleurs, au Maghreb ou en Europe par exemple ?*

M : concernant la peinture moderne marocaine, il est très difficile de dire qu'elle présente certains caractères spécifiques. La distinguer de ce qui se fait par ailleurs est une tâche ardue. Par contre la peinture naïve est certainement marquée par l'environnement marocain, puisque figurative. Mais comme tout ce qui vient de l'étranger est particulièrement valorisé, le domaine artistique n'échappe pas à la règle. ça fait toujours bien d'acheter une toile style Milan, PARIS OU Rome qu'un produit de fabrication locale. A la limite, on se fera un produit local mais provenant de l'étranger comme si on achète une chemise marocaine en France pou la donner en cadeau à un ami vivant au Maroc..

SF : *C'est pour l'ensemble de ces raisons que tu ne peints plus ?*

M : Non, je peints toujours, mais je n'expose plus mes tableaux. Pour l'instant, je me cherche, j'essaye d'approfondir mon travail. Je me rends compte que je me répète ; quand je peints je fais exactement ce que j'ai fait il y a 5 ou 8 ans. Bien sûr, il y a quelques changements au niveau des couleurs, mais ça ne me satisfait pas.

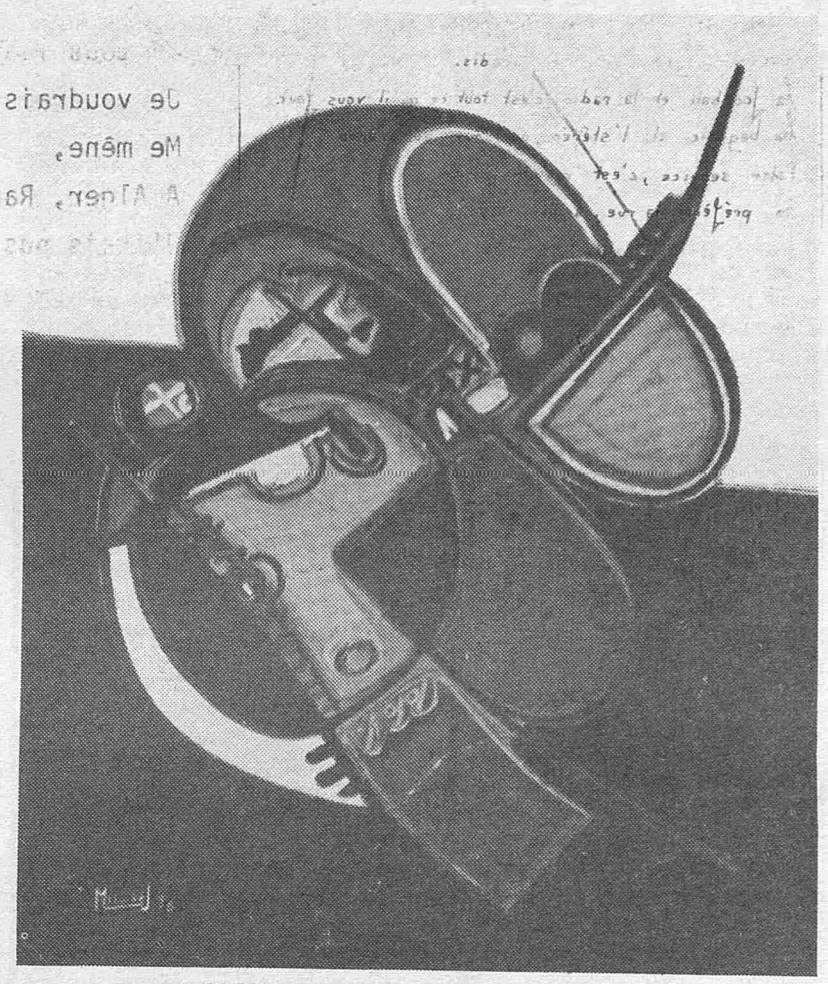
SF : *La situation politique et sociale n'influe-t-elle pas sur le travail artistique ?*

M : Le peintre marocain a toujours été libre de peintre ce qu'il voulait. Il n'y a pas de problème de ce côté. Là où il y a débat aujourd'hui, c'est concernant la relation de l'art et de la politique. Pour moi un tableau de peinture ce n'est pas une affiche, et l'engagement ne suffit pas pour être un grand artiste. Je ne peux peintre une mendiante ou un porteur d'eau, et la question est réglée. Ce n'est pas sérieux, deuxièmement, ce n'est pas sérieux non plus de peidre un tableau en fonction du moment ou de la conjoncture nationale ou internationale, lui donner un titre qui en fait ne lui correspond nullement pas.

Que de fois j'ai vu des tableaux libellés : la révolution, la lutte ou la Palestine alors que leur contenu veut dire autre chose. C'est ça l'engagement politique ? Non, pour moi, ça c'est du folklore, c'est de l'anecdote. Lutter contre la misère au Maroc ou ailleurs, c'est pas forcément la peindre. Pour moi, l'art c'est l'art et l'engagement politique doit être tout, dans la personne, avec les gens et dans la vie tout court.

SF : *IL y a au Maroc une association des arts plastiques, est-ce que tu peux nous la présenter rapidement et nous dire quelles sont ses objectifs principaux ?*

Cette association existe depuis 1963, mais elle a réellement commencé à faire un travail intéressant que ces dernières années. Elle fait partie de l'Association arabe des Arts Plastiques. La première biennale organisée a eu lieu en Irak, la deuxième au Maroc. Cette biennale a eu un écho intéressant relativement, puisque pour la première fois, l'Association a organisé des expositions collectives et des peintres ont peint des fresques sur les murs de la Médina avec des enfants et devant le public.



Cette expérience a été très intéressante du moins en ce qui me concerne.

SF : *Concrètement comment ça s'est passé ?*

M: Chaque peintre avait une surface de murs à peindre et progressivement des rapports avec les gens du quartier se tissaient, 30, 40 , 100 puis 200 s'arrêtaient, regardaient, disaient leur point de vue etc ... Une dame âgée par exemple quand je suis arrivé pour peindre son mur, elle semblait pas consentante et m'avait dit j'espère que vous n'allez pas salir mon mur.

Je ne veux pas de toute façon de votre peinture. Je lui ai dit c'est pas un problème. Si ça te plait pas, je passerai une couche en blanc.

Elle est rentrée chez elle, et le lendemain, en sortant, elle regarde bien le mur et me dit : « *Il faut faire du bon travail parce que c'est un mur sacré* ».

Plus tard, j'ai eu droit au thé et aux gâteaux régulièrement, comme ce fut le cas avec ses voisins avant.

La peinture doit sortir dans la rue, elle ne peut être que riche d'enseignements et pour le public et pour le peintre.

SF : *Est-ce que tu as déjà vu les tableaux de Abdellatif Derkaoui*

M : Non, quelqu'un m'a parlé de lui et il semble qu'il fait du bon travail, mais je n'ai pas encore vu ses tableaux.

Propos recueillis par
Touria Guessous
ET Salah Alkortobi

Julien Sirey prépare une émission culturelle pour les TV et les musées sur la peinture marocaine comportant deux volets de 50 mn à partir des précursseurs de Drissi, Gharbaoui jusqu'à Miloud, Fatima et Saladi Sont aussi inclus un regard sur les arts traditionnels marocains.

«Sport et apartheid»

L'importance du sport en Afrique comme en Amérique du Sud, n'échappe à personne. Les jeunes et les adultes y communient ensemble, remplissant des stades entiers pour satisfaire leur passion. Pour les gouvernants, l'organisation du sport et la consommation comportent des enjeux politiques et idéologiques, qu'ils ne sauraient laisser au bon vouloir des 1er intéressés. Peron disait à l'écrivain roumain C.V. Georgiu : « *Les argentins (les sud-américains en fait (1)) ont deux sports : la Révolution et le football.* » *Il y a 3-4 mois, des tensions graves ont altéré les rapports entre le Cameroun et le Gabon à la suite d'un match de football. En France par exemple, les PMU et le tiercé occupent une place prépondérante dans les loisirs, aussi n'est-il pas exagéré de lire la politique à travers la pratique du sport. Robert Archer et Antoine Bouillon ont enquêté sur la question, notamment sur l'Afrique du Sud. Sans Frontière* vous livre quelques réflexions à la suite d'un entretien avec Antoine Bouillon et après la lecture de ses analyses dans « *Sport et Apartheid* ».

Dans la préface de leur livre, bouillon et Archer se défendent d'avoir fait un travail de sociologie. N'empêche. Bouillon et Archer ont conçu l'idée de cette recherche en participant à un tour de France contre l'Apartheid. Les témoignages qui introduisent le 1er chapitre annoncent l'extraordinaire situation des hommes de couleur à l'intérieur d'une activité que l'occidental moyen voit toujours comme un « *don* » des noirs.

L'Afrikaaner ne l'entend pas de cette oreille, contestant le droit aux « *caffres* » de participer à des exercices physiques où leur investissement, lorsqu'il est imaginé dans la multiracialité.

Il transforme en une menace dangereuse pour l'ordre établi ! Dans cette affaire, le pauvre Baron Pierre De Coubertin apparait comme un utopiste, ou alors un anglophone libéral torturé par sa conscience. Les « *Broeders* » eux, ne badinent pas avec ce problème. Selon Peter Hain cité par les auteurs, « c'est presque comme si les limites de la liberde pensée et d'expression en Afrique du Sud forcaient les blancs à chercher leur accomplissement personnel dans la réussite sportive ».

Dans la hiérarchie des valeurs que produit l'information du nationalisme afrikaaner, Bob Watson raconte :

« *Les nouvelles sportives sont les nouvelles. Je me souviens parfaitement d'un jour où le bulletin de nouvelles locales traitait d'abord d'un couple de léopards que la police avait poursuivi dans les montagnes du sud des fermes, puis du succès de l'équipe de rubgy local le samedi précédent et enfin de la dévaluation de la monnaie. Tel était l'ordre d'importance dans cette région* ». La constatation selon laquelle le rugby ne cède la première place qu'au safari renseigne quelque peu sur la place qu'occupent les sports dans l'esprit d'un sud-africain « *adulte, mâle et blanc* ». L'exclusion des noirs dans la sphère sportive participe d'un énoncé auquel nous sommes habitués : l'Apartheid dans ce domaine pourrait se résumer par une « *proposition fondamentale : schématiquement parlant, les noirs travaillent de sorte que les blancs puissent faire du sport* ».

Il y a une histoire du sport sud-africain, côté noir et côté blanc, les africains (métis, indiens) bénéficient d'un statut intermédiaire. Bouillon et Archer vont plus loin et montrent qu'à l'intérieur des sports en général, il existe une hiérarchie telle qu'il est permis de la structurer en 3 parties : sports d'élite (tennis, cricket, golf), sports minoritaires (boules, karaté, tennis de table), un secteur amateur (athlétisme, natation, netball ...), un secteur professionnel (boxe, football, cricket, golf ...). Inutile d'ajouter ici que les conditions matérielles et la législation créent un sous-développement infrastructurel qui frappe les noirs. Pour les descendants des hollandais pétris d'afrikaanite, le rugby est sans conteste le sport national. La notoriété des springboaks n'est que la face apparente de la signification du rugby le 16 juin 58, Serge Saulnier s'adressait ainsi au XV de France lors de sa première tournée officielle en Afrique du Sud.

« *Vous aurez le pouvoir de démontrer que la France est toujours une grande puissance. Je n'exagère pas, croyez-moi. Vous allez découvrir ce qu'est là-bas le rugby ; c'est une religion, avec ses temples, ses grands prêtres et ses fidèles. (...) Ce sera une bataille de tous les instants que, pour notre rugby, pour notre pays, vous vous devez de remporter* ». Contemporain et constitutif du nationalisme afrikaaner, le rugby s'est développé en Afrique du Sud comme vecteur d'une symbolique particulière qui renforce le sentiment de l'afrikaaner, d'appartenir à la race élue, ayant une mission civilisatrice. Sport de « *pionniers* » pratiqué par des adultes « *hormonalement combattifs* », excluant les dégénérés que seraient les hommes de couleur -amoureux du rugby à l'occasion- qui n'appartiennent pas à l'élite ! Les sud-africains blancs ont refusé en 65, 67, la participation des Maoris dans l'équipe australienne des All Blacks en visite chez eux.

Si les noirs, indiens et métis jouent au rugby, c'est bien entendu *séparément*, la question raciste est au coeur de l'organisation et de la pratique sportive. L'arrivée au pouvoir du Parti Nationaliste en 48 (à majorité afrikaaner) a stoppé les timides louvoiements des libéraux sur la question et ramené un arsenal de lois qui garantissent le maintien de l'apartheid sur les stades. Les noirs amoureux du football peuvent jouer entre eux dans un bantoustan, mais les rencontres multiraciales se font selon la loi. « *L'Immorality Act* » qui définit l'espace des contacts interraciaux exclut autant les contacts sexuels mixtes que la constitution d'équipes et d'associations sportives mixtes.

Aussi l'Afrique du Sud entière s'est divisée en 2 tendances schématiquement, lesquelles s'opposent sur la pratique non raciale du sport. A cause du « *Grop Areas Act* » qui légifère les mouvements et les contacts des individus pris dans le champ racial, des organisations comme la SACOS, la SASA, luttent pour un sport non-raciste.

L'histoire de leurs relations avec les organisations au pouvoir est tissé de développements conflictuels où les animateurs du sport non-racial luttent

Suite page 25 ...

Une enquête au pays

Le mal du chef

Une bagnole s'arrête sur la place d'un village marocain en juillet, en plein midi. Deux hommes sont à bord. L'un souffre de la chaleur et s'éponge le front comme un vulgaire touriste européen. L'autre parait frais comme l'oeil. Pourquoi cette différence, alors qu'ils sont du pays tous les deux ?

Tel est le véritable sujet d'une enquête au pays, le dernier roman de Driss Chraïbi. Et la résistance respective des deux flics à la canicule résume, on va le voir, un problème capital.

On ne devine pas tout de suite ce qui amène les deux inspecteurs dans ce djebel de l'Atlas. Comme dans Kafka, on se demande d'où viennent leurs ordres, et même s'ils en ont reçus. Peu à peu, on croit savoir qu'un dangereux terroriste est signalé dans la montagne.

D'instinct, les quelques dizaines de cousins qui peuplent le village font bloc contre les instrus de la vallée. Ils réagissaient déjà comme ça au temps du Protectorat, et quand le FLN traquait les paras français de l'autre côté de la frontière. Ils ne vont pas changer leurs réflexes sous prétexte que les fonctionnaires agissent désormais au nom d'une Royauté indépendante. Motus et bouche cousue. Les mères baissent les yeux. Les grands-pères font des ronds énigmatiques dans la poussière, du bout de leurs cannes. « *La loi du clan* », dit-on dans toutes les montagnes du monde au grand agacement de toutes les polices.

Existe-t-il, oui ou non, ce terroriste fiché à l'Interpol ?

Qu'a-t-il à voir avec le patriarche qui répondait par le couteau à la violence coloniale et menace de recommencer avec ses frères en faux cols ?

Peu importe. Le vrai sujet, c'est pourquoi le chef craque et pas l'adjoint. Pourquoi le premier devient aussi haïssable qu'un occupant étranger, et pourquoi le second renoue naturellement avec sa terre et les siens. Pourquoi le chef s'énerve de tant de misère butée, de tant d'analphabétisme radieux, comme s'il débarquait d'un commissariat parisien, et pourquoi l'adjoint retrouve, lui, le goût des galettes cuites à même les pierres bouillantes, et l'odeur immimoriale des mères.

Tout simplement parce que le premier est chef et pas le second ! Le mal suprême qui résume toutes les oppressions, le mal si universel qu'il reprend force dès que deux hommes s'affrontent dès que, entre deux êtres, il y en ait un qui soit chef, et pas l'autre.

Le virus de la « *cheffite* » fait des ravages. Pas seulement chez les administrés qui le subissent : chez les privilégiés qui s'en croient bénéficiaires. La rationnalité occidentale, cette protubérance qu'on appelle aussi l'esprit cartésien, quadrille la réalité dans les têtes. Il met la terre en friche et les hommes en fiches. La paperasse et le galon tue, chez ceux qui les cultivent, toute vie et toute aptitude à sentir la vie des autres, la nature, la logique douce du coeur et des astres.

Chraïbi, on le voit, ne se contente pas de dénoncer les survivances du quadrillage colonial. Il montre que la tentation policière est en chacun de nous, dès que nous saisit l'envie de dominer et de contrôler les autres, même pour la bonne cause.

Dès que nous nous « *civilisons* », dès que nous apportons de force le « *progrès* » à ceux qui n'en ont rien à cirer, nous sommes tous plus ou moins des flics en train de s'éponger et de se demander : mais bon dieu, qu'est-ce que je fous dans cette bagnole, à polluer la vérité ancestrale !

C'est chaque matin en se réveillant, même sans pouvoir sur personne que nous devons nous dire : « *vingt-deux, v'la les flics !* »

Bertrand Poirot Delpech

Driss Chraïbi. Une enquête au pays. Editions : Le Seuil.

Les veines ouvertes de l'Amérique Latine

Pendant un temps on allait croire l'excellente collection « *Terre humaine* » de la librairie Plon, l'une des meilleures de l'édition française, tomber dans du pittoresque. Des témoignages qui n'en finissent pas, trop de descriptif, bref, la Collection parut s'essoufler.

Et voilà que, juste avant les vacances, *Les Veines ouvertes de l'Amérique Latine* de Eduardo Galeano vient prendre rang parmi les titres de la Collection. C'en est presque une surprise dans le ciel gris de l'édition si le livre ne datait pas de 1971 et n'était pas déjà en dix langues.

au fait, *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine* est un livre majeur et à l'échelle du continent. C'est un livre pour la connnaissance des (du) mécanismes qui maintiennent la plupart des nations d'Amérique Latine sous la vorace férule des dictatures.

Actualisé et enrichi par une annexe statistique ce livre déroule en chroniques vivantes l'histoire implacable du pillage d'un continent et ce, de l'épopée des conquistadors à celle des généraux d'opérette en passant par les dynasties des mines de Potosi dont les revenus dépassent (pour de bon) ceux de leurs gouvernements ou les planteurs de cacao qui allumaient leurs cigares avec des billets de cinq mille reis. En effet malgré la densité et le ton romanesque (pourtant le manuel parle d'économie politique) l'information sur l'évolution actuelle des pays d'Amérique Latine est largement COUVERTE:

Dans sa postface Galeano dit qu'il écrit pour « ... *essayer de répondre aux questions qui bourdonnent dans la tête, mouches tenaces qui vous empêchent de dormir, et ce que l'on écrit peut prendre un sens collectif lorsqu'il coïncide d'une certaine manière avec le besoin social de la réponse* ».

Eduardo Galeano est un journaliste uruguayen. Expulsé en 1973 il se réfugie en Argentine où il demeura jusqu'en 1976 avant de se trouver obligé de partir de nouveau car son nom figurait sur la liste des uruguyens condamnés à mort à Buenos Aires. Depuis il vit en exil à Barcelone.

Les Veines ouvertes de l'Amérique Latine
Eduardo Galeano

Col. Terre Humaine, Librairie Plon - Autour de 100 F.

Sous le baillon le poème *

«Je reste fidèle à mes amours»

« *Il y'a des livres qui ferment un monde. Ils sont point final, on les laisse ou on s'en va, plus loin ; ailleurs, n'importe. Il en est d'autres qui sont les portes de notre pays* » de notre propre front d'espoir, où mille soleils fraternels continuent l'écriture.

C'est dans cet espace architectural du verbe et de « *l'enfance enfin retrouvée* » que je connais mon frère **Abdellatif Laabi.**

Dans ce dire où se réinvente l'amour, la beauté et les rapports humains, ce dire chargé par l'itinéraire amoureux de **Nazim Hikmet.** Ce dire chargé par la résistance de **Gramsci,** par la force sonnante de **Maïakowski.**

Une autre rencontre avec l'homme que j'ai connu, était dans la citadelle d'exil, là où « *on apposa un numéro sur le dos de son absence : un petit parloir ; impossible de se toucher, nos mains restaient verticalement tendues. derrière les grilles et les barreaux chacun d'un côté, nous récitions nos poèmes avant que nos regards se soient absentés par les rideaux qui se fermaient comme un destin cruel.*

L'ouïe guettait les bruits des pas qui s'éloignaient, la lumière des yeux qui palpitait dans les plaies de l'ordre pénitenciaire et les voix prenaient la relève.

- A la prochaine !

- A la prochaine.

Nous avons « *une terrible passion du futur.*

« *de nouveau la parole est urgente* » d'ailleurs, « *elle n'a jamais cessé de l'être.* Abdellatif Laabi l'a prise et la prend et fait d'elle un « *continent d'espoir* » irrépressible.

« *La poésie est ainsi à la fois un acte de suprême hérésie et en même temps un facteur d'accélération du futur.*

Un acte d'hérésie, parce qu'elle est destructrice, grâce à sa force de fission, de tout ce qui prolonge la mort : ses schémas caducs de la connaissance, de la morale, de l'amour, de la langue. Ses échafaudages de l'aliénation et de l'exploitation de l'homme.

« *De nouveau la parole est urgente* ».

De nouveau, « *sous le baillon le poème* ». Les libertés publiques et les droits civiques.

Dans ces écrits de prison (1972—1980), nous lisons l'autre visage de la vallée des Rois. Dans cette absence de 8 ans et demi, ses 3 enfants ont grandi (Yacine, Hind, et Qods) ils ont grandi de coeur aussi, et Jocelyne reste au jusqu'au bout de cette épreuve douloureuse comme une citadelle de résistance « *est-ce l'épreuve seule qui a fait de nous ce que nous sommes devenus, dans notre rapport l'un à l'autre, dans nos rapports aux autres ?* ».

Il m'est difficile de dissocier la poésie d'Abdellatif Laâbi de son action politique, les deux réinventent le chant général du monde libre, puisque » *le monde est l'avenir de l'homme* », où se meuvent son imagination, sa créativité, ses rapports, ses luttes et son chant permanent. Je ne peux dissocier l'homme de sa parole, et de son engagement dans le continent d'amour.

La critique doit être alors une sorte de » *pédagogie de l'enthousiasme* ».

Il faut tout dire, « *la première des libertés est la liberté de tout dire* », disait Maurice Blanchot.

Dire et écrire.

« *Ecrire, ne pas s'arrêter.*

A chaque page triompher de ce malaise, de ce sentiment d'inanité, qui me paralyse par à-coups. Peut-on écrire, seulement écrire pour ébranler la férule de l'état de siège, lorsque chaque rue est devenue un traquenard, lorsque les réduits de la torture affichent complets, lorsqu'un peuple entier se vide quotidiennement de son sang, lorsqu'un pays est mis aux enchères, découpé en petits et gros lots de tupanars, de bases de meurtres, de chairs-graisse à machines, de mains esclaves. Et que dire que l'homme-de-la-rue, que le moindre adolescent jeté sur le trottoir du chômage et de l'errance ne connaissent et reconnaissent comme la face livide du malheur familier : attente, matraque, mépris, balles, haine solidifiée.

Mais doucement affres du doute. Doucement ma nausée. Doucement mon volcan irrédentiste ».

« *La première des libertés est la liberté de tout dire* ».

« *La plus belle des libertés est celle de combattre* » disait Hikmet. et celle de « *se battre et aimer, aimer à s'en rompre le coeur* ».

Abdellatif Laabi chante la marche de son peuple, celui de la Palestine, vers les horizons fraternels de la liberté, il chante ceux qui continuent toujours à manquer ; morts de la faim ou assassinés, et c'est cela que les autres ne veulent pas entendre.

Dans ces écrits, nous sentons les battements des villes insurgées, l'épanouissement des espoirs qui naissent dans « *l'arène de l'émeute* », le silence, cruel habitant les lèvres froides et les yeux des enfants tués dans les rues des quartiers populaires de Casablanca (end mars 1965 et le 20 JUIN 1981)

Oui, « *l'histoire qui nait de leurs mains ne sait plus le nom des héros* ».

ON tue les enfants : cela veut dire, comme disait Me Mignard, « *on tue le peuple de demain* » dans ce pays de la faim éternelle.

Imane Hikmat N.D.

« *Sous le baillon le poème* », *d'Abdellatif Laabi (187 pages).*

Editions : L'Harmattan.

Les juifs du Nil

Etrange fragment d'histoire que celui que constituent les Juifs d'Egypte dans l'histoire de la diaspora juive. En effet en plus de l'ancienneté (la presence des juifs en Egypte est signalée au VI^e^ siècle avant l'ère chrétienne), du caractère composite du judaïsme égyptien (karaïtes et rabbanites), la communauté juive d'Egypte, par le contact de la culture grecque puis romaine après la conquête macédonienne de l'Egypte, aura été la première diaspora d'Occident.

Si l'on ajoute que le mariage mixte fut pratiqué, qu'un premier « *lobby juif* » y aurait vu le jour, qu'un « *antisémitisme hellénique* » a eu, le premier, à s'exprimer dans la littérature grecque s'inspirant en celà de la fable qui fait descendre les juifs des lépreux expulsés d'Egypte par les pharaons et, qu'un pogrom anti-juif fut évité de justesse on comprend alors toute la symbolique qui peut-être attachée à cette communauté.

Un livre paru récemment chez Sycomore réunissant des textes et témoignages divers et publié par Jacques Hassoun sous le titre évocateur : « *juifs du Nil* » s'est efforcé de cerner ce juif « *pluriel* » d'Egypte.

Ce recueil aux textes assez inégaux dégage bien une particularité : qu'elle ait eu un statut civique ou de « *protégée* », il semble bien que la minorité juive d'Egypte, à l'opposé ou plus que toute autre, fut un acteur à part entière dans l'histoire du pays.

C'est notamment ce qui se dégage du texte de Joseph Meleze Medrzejewski sur les juifs d'Egypte dans l'antiquité. Etudiée à la lumière des documents papyrologiques, l'histoire de la communauté juive d'Egypte est présentée succintement dans sa genèse, sa logique et sa dynamique pendant les périodes helléniques puis romaines jusqu'à la conquête arabe en 641 de l'ère chrétienne.

Arrivés dans la foulée des grecs, les juifs font ce que font les immigrants hellénophones et réalise par ce biais l'intégration dans la « *société dominante* » de l'Egypte lagide. « *Ils sont soldats, douaniers, policiers, fonctionnaires locaux, percepteurs d'impôts* », mais on les trouve aussi « *dans des activités plus modestes : salariés, travailleurs agricoles, artisans ...* ». Seulement l'intégration réelle et durable se fait par une certaine acculturation et par l'adoption de la culture grecque notamment par la littérature, la langue et le nom. Cette intégration rapide et large laisse subsister l'essentiel : l'identité religieuse du juif. Le juif vit sa judéité dans la société grecque en termes de culture grecque, mais reste juif.

Mais toute intégration a sa limite, le moindre trouble ou déséquilibre dans la société peut favoriser des attitudes hostiles. D'où l'émergence d'un antisémitisme hellénique qui reste cependant circonscrit et mineur dans sa forme. En résumé la communauté juive d'Egypte, établie principalement dans les grandes cités comme à Alexandrie, vécut une période faste pendant la présence grecque. Ce n'est qu'à l'arrivée des romains en Egypte que le charme est rompu. La définition plus stricte du statut de l'individu chez les romains (on est citoyen ou on ne l'est pas) va acculer les juifs d'Egypte à un statut inférieur : ils sont devenus des Egyptiens et doivent payer la capitation. Et ce fut la révolte, une longue lutte pour les droits et la défaite qui sonnera le glas du judaïsme hellénique d'Egypte.

Il fallait attendre la conquête de l'Egypte par les arabes en 640 par Amr ibn el Ass pour assister à une renaissance de la communauté juive d'Egypte, renaissance qui restera comme l'âge d'or des juifs d'Egypte.

Cette partie de l'histoire est traitée par Alfred Morabia. Elle couvre la période qui va de la conquête arabe à l'expédition de Bonaparte en 1798. Est-il besoin de noter ici qu'après la reconstruction de la vie juive la communauté allait connaître une période de prospérité nulle part atteinte auparavant. Ainsi sous la dynastie des Fatimides on enregistra un bouleversement de taille sur le plan social et économique : l'apparition d'une bourgeoisie juive en Egypte musulmane. Une mutation importante allait favoriser cette évolution, l'éclatement en plusieurs pôles du monde musulman (4^e^ siècle de l'hégire). Kortouba (Cordoue) en Andalousie, Kairouan au Maghreb et le caire au Proche Orient deviennent des centres autonomes et rivaliseront pour la suprématie au sein de la grande communauté musulmane. Le judaisme, sous la mouvance de chacun de ces trois centres suivra le mouvement. La mer rouge devient la principale artère du négoce international et les juifs jouèrent un rôle capital dans ce négoce du transit en nouant avec leur coréligionnaires établis dans les autres pays du Maghreb et en Andalousie.

Ce mouvement favorise même un échange physique et une importante communauté de juifs maghrébins s'installa sur les bords du Nil. Parallèlement des juifs maghrébins s'installa sur les bords du Nil. parallèlement des juifs accèdent à la fonction d'Etat : vizirs comme Yacoub (Jacob) ibn Killis, secrétaire d'Etat (wâsita) comme Poltiel et de médecins de la cour.

Il n'y eut pas de ghettos, pas de barrières entre les groupes, malgré une tendance naturelle à se rassembler. « *Il y eut même des juifs qui eurent recours, quand cela leur convenait, au cadi (juge) musulman, notamment pour les litiges commerciaux ... au grand dam de leurs coréligionnaires qui voyaient d'un fort mauvais oeil pareilles initiatives* ».

En résumé Alfred Morabia trouve que la tolérance de la majorité musulmane exprimée par le statut de « *dhimma* » n'était pas exempte de « *tolérantisme dédaigneux* ». Cet isme se passe de commentaire car on rappelera que la période étudiée s'arrête au 5^e^ siècle de l'hégire et au 12é siècle chrétien .Que conclure donc à l'issue de cette période, car des temps difficiles s'annoncent pour la région avant la lutte contre les croisés de Salah-Eddine, le déclin économique et l'arrivée des Mammelouk. Morabia conclue que « *les juifs connurent une situation certes enviable si on doit la comparer à celle de leurs coréligionnaires vivant, à la même époque en terre chrétienne. Mais ce ne fut pas le paradis. Il s'en faut de beaucoup !* »

Cette transition dans l'histoire du pays servira pour introduire l'époque moderne, hautement critique celle-là, puisque l'arrivée de Napoléon en 1978, fut saluée comme « *un coup de tonnerre* ». On y reviendra donc amplement à la rentrée.

Aziz Ghozzi

« *Les Juifs du Nil* ».
Textes réunis et présentés par Jacques Hassoun. Editions : Le Sycomore.

... Suite de la page 24

«Sport et apartheid»

pour l'exclusion des équipes et comités représentativs du sport officiel, le boycott de leurs manifestation et la promotion d'un sport dégagé du délire raciste. Bouillon et Archer y consacrent des commentaires riches en informations, en statistiques, fouillent le maquis juridique sud-africain dans ses tentatives de se reconcilier la communauté internationale, l'enjeu étant la représentativité à l'extérieur et le contrôle social à l'intérieur.

L'interférence du sponsorship assuré par la finance sud-africaine accroit la fragilité du sport non-racial, déjà dépouillé de ses infrastructures, délesté de ses dirigeants sans cesse décapités, Corspail n'est pas persécuté. Sport ici connote Sport blanc, autant dire alors qu'il agit comme un remarquable indicateur de la situation politique globale et surtout de la sphère sociale au niveau des relations inter-raciales. Pour éviter l'isolement et donner le change à l'opinion internationale qui a tendance à boycotter ses représentants, l'apartheid sportif s'est qualifiée « *multinational* » (les homelands étant des nations selon Pretoria) ; mais de l'autre côté, Koornhof, ministre des sports déclarait en mai 77 : « *Toute interprétation de la politique sportive devra constamment être liée à la politique globale de développement séparé. Autrement elle parait non seulement erronée et absurde, mais prêterait aussi à une certaine confusion* ». Sous le maillot, la race !

Ndjehoya

« *Sport et Apartheid* ». *Antoine Bouillon et Roger Archer, aux Editions Albatros.*

Le dialogue Nord-Sud passe aussi par là !

Un printemps parisien pas très précoce, mais qui s'est avéré relativement fructueux : ainsi, quelques films du Tiers-Monde dont certains sont de véritables chefs d'oeuvre et ont droit de cité ; Enfin ! Rappelons en exemple que « *Salon de Musique* » avait été remarqué par la critique voici vingt ans.

Difficulté de diffusion, ignorance du public ? Pourtant la production est importante et mériterait d'être connue. Anne nous présente ci-dessous quelques films qu'elle ressent comme une porte ouverte sur le Tiers-Monde.

Le dialogue Nord/Sud passe aussi par le cinéma ? ...

KH. B.

« Esquisse d'un portrait de famille ? »

Un film de commande, peut-être, un film intéressant ? Certainement, et je me réfère au film du cinéaste marocain Driss Karim, « *Esquisse d'un portrait de famille* », que j'ai pu voir à la quinzaine du cinéma/Immigration organisée par le Studio Saint-Séverin à Paris.

Film de commande par l'ICEI (Immigration, Culture, et Information), organisme financé par le Fonds d'action sociale et dont feu Stoléru avait la haute surveillance. Il était prévu de le diffuser à l'émission du dimanche matin « *Mosaïque* » et il n'est toujours pas passé. Allez savoir pourquoi.

La commande était précise. « *L'insertion des immigrés dans la société française* », le but inavoué de ceux qui ont financé le film, était que le gouvernement de l'époque avait une politique envers l'immigration et qu'il y avait des immigrés qui s'insèrent dans la société française, comme si ceux-là venaient d'une autre planète, et « *qu'il faut les civiliser* ». En même temps se poursuivait une politique raciste, dite « *d'aide au retour* » si ce n'est pas les expulsions pures et simples.

Dans ce film, Driss Karim procède par petites touches, il semble nous dire, « *voici la réalité dont je suis témoin* », et que même si on trafique la réalité, les faits et les hommes sont têtus dans la recherche de leur épanouissement.

Sonia, la principale protagoniste du film, revendique pleinement son appartenance au monde arabe, malgré l'âge précoce de son arrivée en France, l'enrichissement « *malgré tout* » dit-elle de sa personnalité par son vécu en France. Et qu'il y a loin d'une dualité entre ces deux pays Maroc-France, elle a deux mères, « *celle qui l'a mise au monde et celle qui l'a élevée* ». Tout se déroule dans un train de banlieue. dan sun éternel va et vient entre ces deux pays, nous traversons les cités de transit, les HLM, mais aussi un autre monde, l'Opéra et les quais de la Seine, la France du rêve, devient une banlieue merdique. Ainsi tout défile, l'école inadaptée à l'immigration, le racisme poison, dès qu'il y a un chômeur de plus. Sans agressivité dans les paroles, mais les images, les allusions sont d'une violence inouïe.

Non, ce n'est pas un film de plus sur ou pour l'immigration, c'est un film sobre, on en oublie la présence de la censure dans ce film, mais le cinéaste ridiculise la censure. Lorsqu'il nous fait un clin d'oeil, lorsqu'il fait par exemple un gros plan sur le film d'Elia Kazan « *America, America* ».

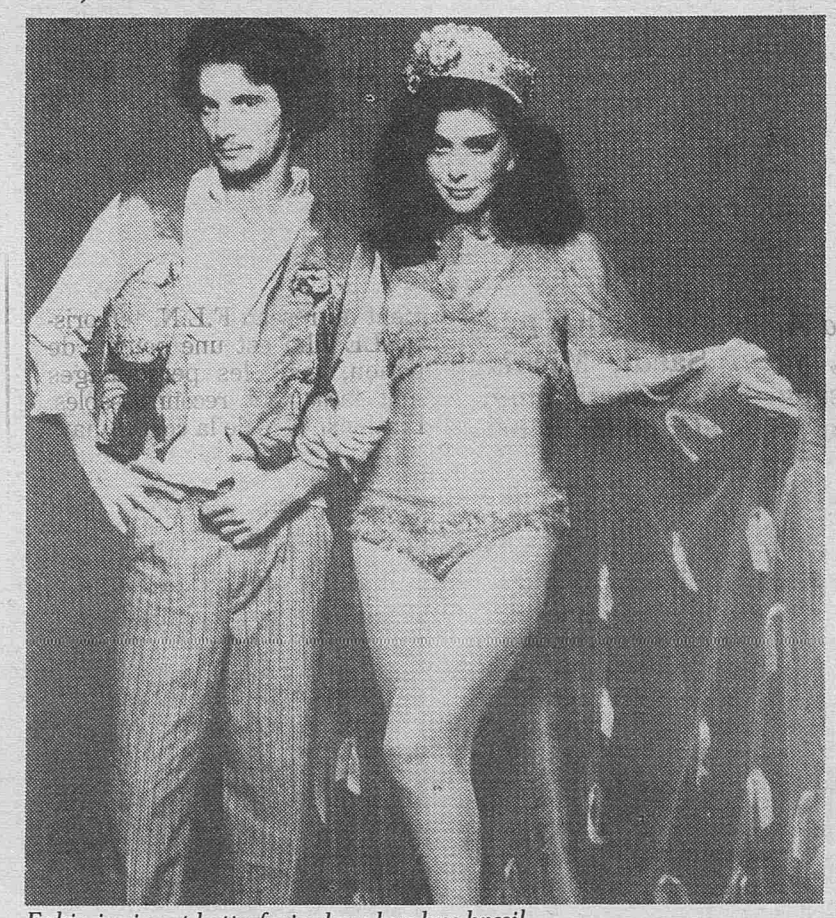
Ce film invite à la réflexion sur le vécu concret d'une famille qui refuse d'être enfermée dans le choix d'une société, d'une seule culture, mais qu'il peut en sortir quelque chose de la mixture des deux. Sonia termine en disant « *je veux apprendre l'arabe, je le ferai, j'en ai la volonté* ».

Il y a combien de Sonia qui veulent apprendre l'arabe ? N'est-il pas le constat que la différence n'est pas prise en charge ?

Une très belle commande, à voir absolument.

H.E

Novembre 1980, « *Bye bye Brésil* » de Carlos Diegues, réalisé en 1979, avec Betty Faria, José Wilker, Fabio junior, Zaira Zambelli, J. Principe Nabor, film brésilien.



Fabio junior et betty faria dans bye bye bresil

A travers un Brésil en pleine mutation économique, le voyage d'une troupe de saltimbanques à bord d'un vieux camion brinqueballant. Chaque soir la « *Caravana Rollidei* », Salomé « *Reine de la rumba* », Lorde Cigano, « *empereur des magiciens* », Andorinha « *roi du muscle* », présente un spectacle de music-hall dans une ville différente ; arrivent dans la troupe Ciço et sa jeune femme enceinte, Dasdô , Ciço tombe follement amoureux de Salomé, et de région en région, de rencontres en rencontres, c'est leur périple et leurs affrontements que ce très beau film nous montre ; au cours de leur voyage, les comédiens sont confrontés à l'industrialisation galopante d'un Brésil où règne la soif du pouvoir et de l'argent et qui n'a plus grand chose à voir avec le Brésil traditionnel.

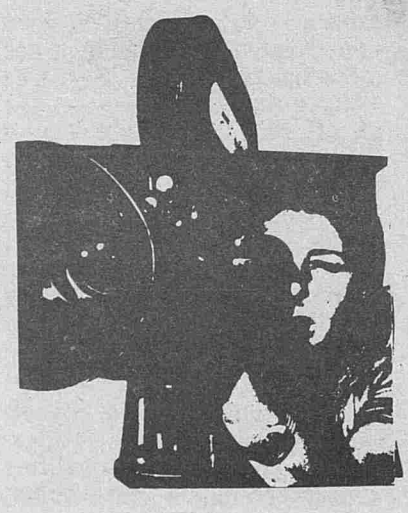
Le voyage s'achève à Brasilia, la capitale sans âme, où vivront Ciço, Dasdô et leur fille Marinha, et lorsque plusieurs années plus tard, Salomé et Lord Cigano, dans un camion tout neuf proposeront à Ciço de se joindre à eux pour un nouveau périple vers le territoire de Randonia, celui-ci refusera et regardera vers le « *caravana Rollidey* » s'éloigner dans la nuit.

Décembre 1980, « Hazal », film turc d'Ali Ozgenturk, sorti en 1979.

Hazal est une belle jeune fille pauvre qui se voit obligée d'épouser le petit frère de son fiancé défunt ; l'histoire se déroule dans un village des montagnes d'Anatolie, l'une des régions les plus pauvres et les plus fermées du monde. LEs personnages du film ce sont Hazal, « *aux yeux de gazelle* », Emin, le maçon du village qui aime Hazal mais était trop pauvre pour l'épouser, l'Aga, le chef local, Omer, le gosse de 12 ans mari d'Hazal, et enfin la redoutable belle-mère d'Hazal, figure implacable du matriarcat traditionnel qui persécute Hazal de tout son pouvoir.

Celle-ci s'enfuit un jour avec Emin dans un village voisin, mais les hommes de l'Aga, les rattraperont et les tueront.

Le film dénonce le fanatisme et l'archaïsme de cet univers montagnard ; l'exploitation des femmes, les privilèges des riches, l'exarcebation religieuse encouragée par l'école coranique, la misère de la vie quotidienne et celle de la sexualité. Le film a la simplicité des contes populaires, c'est une oeuvre violente, sauvage et poétique.



Janvier 1981; « *L'aube des damnés* » d'Ahmed Rachedi, film algérien, sorti en 1965, repris à Paris à l'occasion de la semaine du cinéma algérien au cinéma Saint-Sèverin

C'est un film de montage sur l'histoire de la libératon du Tiers-monde (Algérie, Suez, Afrique du sud), avec quelques extraits de grands classiques du cinéma tels certains films muets d''Esenstein, « *à l'ouest rien de nouveau* », etc ... saluant au passage, les révolutions de par le monde.

En première partie, deux courts métrages du front de Libération National sur le pilonnage par l'aviation française d'un village tunisien et sur les réfugiés algériens arrivant en Tunisie.

« *J'ai 8 ans* » de Yann et Olga Le Masson et René Vauthier : des enfants algériens parlent de ce qu'ils ont vécu.

Le film est assorti de commentaire efficace et passionné de Mouloud Mammeri, dit par Charles Denner.

Suite page 27 ...

Hazal se voit contrainte par la coutune d'épouser le jeune frère, de son époux disparu un enfant de six ans.

... Suite de la page 26

Janvier 1981, « *La bataille d'Alger* » de Gillo Pontecorvo, avec Jean Martin, yacef Saadi, Michèle Kerbash, Mohamed Ben Kassen, Ugo Paletti, musique de Ennio Morricone, co-production italo-algérienne.

Le film est sorti une première fois en 1966, puis en 1971. Au mois de janvier 81; à l'occasion de le nouvelle sortie de « *la Bataille d'Alger* », le cinéma Saint-Séverin a été attaqué par un groupe d'une vingtaine de jeunes gens armés de barres de fer et masqués qui ont lancé 2 coctails molotovs. Deux personnes ont été légèrement blessées. Une grenade fumigène a été également lancée dans la salle du cinéma « *Images* » à la place Clichy qui projettait également « *la Bataille d'Alger* ».

A l'époque de sa sortie des manifestations d'extrême droite avaient conduit le distributeur à renoncer à l'exploitation du film.

La bataille d'Alger est un film important qui évoque un épisode de la guerre d'Algérie : l'arrivée des paras dans la casbah d'Alger et le démantèlement du réseau F.L.N. terroriste. LE film est une oeuvre de fiction, mais les personnages sont facilement reconnaissables. L'atmosphère de la communauté algérienne de l'époque est très bien rendue, et même si le film n'est pas un chef d'oeuvre, il faut aller le voir car il relate assez fidèlement un épisode important de l'histoire de l'Algérie et de celle de la France.

Février 1981, « *Le salon de musique* », film indien de Satyajit Ray sorti en 1958, avec Chabbi Biswas, Ganda Pada, Padma Devi.

Roy, maharadjah sur le déclin se souvient de la fête qu'il avait donné quelques années auparavant au jour de l'an pour son fils Khoka. Il était alors heureux et riche, puis ç'avait été la ruine de sa maison, ses propriétés confisquées, la mort de sa femme bien aimée et de son fils dans un naufrage ; par contre ses voisins se sont enrichis et donnent une fête à laquelle ils convient le maharadjah. Mais celui-ci décide de donner lui-même une dernière fête, il ouvre le salon de musique maintenant désert et dépense ses derniers biens pour inviter un orchestre célèbre et honorer ainsi ses amis. Au matin, après la fête, Roy monte sur son cheval, galope sur la plage, et se tue dans une chûte qui est peut-être un suicide.

Ce film a été qualifié de chef-d'oeuvre par toute la critique, Ray a voulu opposer l'aristocratie artiste et sensible qui se meurt au monde des nouveaux riches, spéculateurs et commerçants vulgaires et sans imagination.

La chambre de musique, de satyajit ray

Mars 1981, « *Recher che* », film iranien de Amir Naderi, réalisé pour la télévision iranienne en 1980.

Le 8 septembre 1978, fut le « *vendredi noir* », le jour où la police du shah tira sur la foule ; il y eut des milliers de morts, bien que les sources officielles aient prétendu qu'il n'y en ait eu que 200.

C'est la recherche de tous ces cadavres disparus, niés par le pouvoir que nous raconte Amir Naderi ; le film est traité sous forme d'enquête, témoignages des familles qui évoquent leur fils (jamais leur fille) disparus, reconstitution de l'itinéraire des cadavres jusqu'à ce qu'on les retrouve enfin dans les décharges d'ordures, noyés dans le lac, broyés dans les bennes à ordures, ensevellis dans les terrains vagues. Le film est un hommage à la gloire et au martyr des combattants de la révolution . « *Recherche* » est plus qu'un film, c'est un document d'un intérêt constant, palpitant comme un film policier, mais hélas, il s'agit ici de faits réels.

Avril 1981; « *Les marginaux* » de Mrinal Sen, film indien de 1977.

Un père et son fils vivent dans une grande pauvreté à la campagne ; le père décide de ne plus travailler, car c'est le fait des imbéciles d'engraisser les patrons et entraîne son fils avec lui. Ils vivent misérablement de petits vols, mais un jour le fils rencontre une jeune fille d'un village voisin et l'épouse à la grande fureur du père, la ramène à la maison. Enceinte, c'est elle qui travaille et s'épuise et lorsqu'elle accouche, le père convainc son fils de ne pas aller chercher la sage femme par économie, ils s'endorment et à leur réveil, elle est morte.

Chronique de la misère et de l'égoïsme, c'est un document sur un village sans attraits, les rapports sociaux, la pau-/vreté ; le seul être bon et beau du film, Nilamma, la femme, finit par succomber sour le joug de ces deux loups que sont le père et le fils et la question est posée de savoir s'il faut être bon dans un monde cruel et égoïste.

Claude Lelouche

Les uns les autres

Ou la filiation à tout «Priz »

Dans ce film, il n'y qu'un personnage, toujours le même du début à la fin, ou de la fin au début, comme l'a voulu l'auteur : c'est ce bébé cambodgien qui s'éloigne de dos, encore incertain sur ses jambes fragiles, passant sous l'obstacle qu'il ne peut franchir, mais déjà sauvé par le film que nous venons ou allons voir et porteur de tout notre espoir : le destin de l'humanité toute entière. Il y a là une coloration nettement Barjavellesque.

On a reproché à Lelouch de ne pas avoir assez « *précisé* » ses personnages : mais il est un, je viens de l'écrire ; d'avoir « *survolé* » l'évènement, mais ce n'est pas le propos du film qui pourrait très bien se situer en d'autres temps et d'autres lieux ; de passer sans attendre à la « *suite* », *mais la vie est ainsi faite. Le fait est ailleurs, dans cette recherche binaire de l'identité et de la filiation. La musique n'étant pas, comme on a pu l'écrire, le lien entre les personnages et la langue du film, mais un véhicule porteur d'une dimension épique : le :« boléro* » de Ravel ; boucle fermée porteuse de dimension humaine.

La filiation, c'est le père qui, du wagon plombé, réussit à déposer son fils sur la voie et qui vivra, lui pouvant mourir, tranquille ; c'est le voleur qui prendra les bijoux mais déposera l'enfant devant la cure du village ; c'est le curé et sa soeur qui l'élèveront afin qu'il retrouve sa mère, miraculeusement sauvée des camps de la mort et folle, et qu'il puisse constater son propre fils chanteur, comme ses parents étaient musiciens, chantant sur le terre-plein du Trocadéro afin que partent vers l'Asie les camions chargés de riz.

La filiation c'est la famille américaine qui rejoint la française, parce que Glenn n'est pas mort en mission audessus de la France ; c'est le pseudo **Noureiev** qui répète avec sa fille -aussi sa mère,- alors qu'elle n'est pas nécessaire.

La filiation c'est le chef d'orchestre vaincu, mais sauvé par son fils mort sous les bombes américaines, et que les juifs de N.Y. ne tueront donc pas moralement et qui lui aussi sera là, à la nuit de la **Croix Rouge,** pour diriger le « *Boléro* », porteur de vie, porteur de riz, porteur d'espoir à l'autre bout du monde, au plus profond de nous.

Peira Cava

P.S. : « Les uns et les autres » est un chef-d'oeuvre

MUSIQUE

Koffana's band à Dunois

Dimanche 28 juin, rue Dunois dans le 13e à Paris.

A l'affiche un mystérieux musicien africain donne un spectacle indéfinissable pour un occidental. L'inconnu dont il s'agit figure dans le programme mensuel d'Actuel : Koffana André. Il est 18h00 et la salle grouille de « *céfrancs* » et de noirs, métis inclus. Dans la salle des artistes, une brochette de musiciens africains flanqués d'un organiste pianiste blanc, figure originale du groupe et aveugle qui « *assure* » aux Keybonds.

Aucune « *grosse pointure* » dans la troupe sauf le bassiste Vicky *Edimo* que les lecteurs de SF connaissent à travers les délires noctambules d'HDKL.

Dehors il pleut sec comme à Douala fin juin et le public s'impatiente.

Incident de dernière heure, le batteur n'a pas emporté son « *outil de travail* ». On fait patienter, les bandes de soul et de funk alternent avec les improvisations de *J. H. Rykiel* à l'orgue électrique.

Peu de « *pression* » au premier étage où le prêtre Koff distribue pêle-mêle vin rouge, bière et joints, histoire de voir un peu plus clair dans Babylone assombrie dans le brouillard et la pluie. A ma gauche le percussionniste Ghanéen turban blanc et débardeur roule le même stick. A ma droite Ray *Ndoumbé* basse électrique et habitué de la rue Dunois, absorbé par l'écoute d'un walkman ; au milieu de la salle 3 saxophonistes se donnent le « *la* » et achèvent de répéter des intros et des chorus. Jimi (sax) Mvonzdo, André « *Ben's* » et Yebga que d'aucuns connaissent aussi à travers le boubou énorme qui rappelle le costume de scène du bluesman noir américain Richie Haevens. Valéry Lobé, Ateba pour le balafon et des drums devisent de leur passé lorsque surgit, au milieu des mecs quelque peu allumés, Sissy Dipoxko, la chanteuse bruits et fureurs dans la pièce qu'il faut vider, mademoiselle veut s'habiller, spectacle oblige. La batterie arrive, tout le monde descend, s'installe. Koff plaisante sur le temps orageux et aligne des plaisanteries de son cru. Il est question d'un retour au pays du soleil et de voyage (2) musical bien sûr. Vers les tropiques : « *on va faire comme on dit* ». Lorsque la bande des trois saxophonistes introduit « *essam segle* », l'audience se tait, public saturé de rock, de ska, de reggae ou de free. Koff a beau se dire « *sentimental* », sa musique n'adoucit pas les moeurs à vrai dire. La version de « *Essam Segle* » est la plus longue et la plus délirante que je connaisse, inutile de la chercher sur les ronds de vinyls qui existent sur le marché. La rue Dunois vit alors sa fête africaine, les morceaux qui s'enfilent et se suivent n'évoquent aucune influence des vedettes africaines consacrées à Paris. Ni Manu Dibango, ni Féla Kuti. A 33 balais, Koff a zoné partout où se structurait la musique traditionnelle africaine, que nous appelons typique. L'école buissonnière dès l'âge de 12—13 ans, les groupes de Kamdem « *cher ami* » tous les bars (1) de Yaomdé, de M Vog ada à la Melen en passant par la « *briguetterie* », le Treich villee camerounais de Youndé où la margue des musiciens tels que Medjo Me Son et los Camaroes, les « *grosses pointures* » du typique camerounais ont influencé indéniablement Koffana. Le 28 de la rue Dunois fait connaissance avec les phrasés d'Afrique Centrale Kinshasa, Yaoundé, Douala, soutenus par les lignes de basse du funk le plus « *clarkien* ». Les textes hermétiques aux non-camerounnais, n'ennuient guère les « *céfrans* », qui en veulent et tapent des mains, poussent mollement des reins et s'ennivrent des plages de sax que leur servent tour à tour Ben's (solo à perpète), Jimi (la mesure) et Yebga très discret, dont un long chorus sera redemandé. Break pour les musiciens, bière pour les autres.

Retour de Koff et chahut monstre dans la salle. La foule danse carrément maintenant devant l'estrade, des peaux brunes, noires, blanches et métissent se découpent sous la lumière forte qui sert à Chico pour ses photos et sa vidéo. De « *sentimental* » à Patriotic Funky », dernier né de l'imagination créative de Koff, la France multiraciale, sans le soupçonner vit à l'heure de Yaoundé la température ambiante n'a rien du « *Dréher* », temple jazzique de Paris ou le « *Palace* », haut lieu du rock décadent ou primitif. Brothers, ça chauffe dur. Votre serviteur sous l'influence de Motigny, hurle au refrain « *j'accompagne* ». Une, deux, trois bières et un stick, il ne manque plus que la viande grillée, la « *Beaufort* » (1) « *espéciale* » ou « *ordinaire* » et les « *soeurs* » qui tapinent. Ifé (2) crie, pleure, une allusion discrète à Tabou Ley dit Rochereau, une autre à Messi, et nous voilà transplantés dans les bals de l'hôtel Aurore. Bagarres en moins, et l'animation particulière du « *Lido bar* », du « *Paraffifi* » ou du « *Paquita* » lieu de rendez-vous des dingues de Yaoundé, bourgeois « *cou pliés* » (3), classe moyenne et lumpen (San San Boy) se mélangent et s'interpellent pour la « *balle à terre* ».

Passé 23 heures, la salle s'est transformée en bar. La foule envahit l'espace libre et danse simplement comme à la fête chez nous. Koff regarde et s'amuse.

Personne dans la salle n'imagine à quel point ce spectacle a de l'importance pour lui. Refusant les séances de studios où les musiciens se font un peu de tunes„ Koff préfère les hauteurs solitaires du 7e ciel Rue Caulaincourt, « *son bureau* ». Ni disco, ni rock, Koff perpétue la tradition poétique qui allie fort bien l'art de conter et de jouer. A l'heure où l'Europe et l'Occident en général « *découvrent* » la musique africaine contemporaine, il y a lieu de signaler le travail de Koffana parce qu'il se situe dans le mouvement actuel qui opère la fusion entre la « *typique* » africaine et l'électricité.

Blaise Ndjehoya

---

(1) La valstar camerounaise
(2) La 2e guitare de Koff, sa 2e fille et sa mascotte
(3) Camerounnisme désignant le « frère » arrivé

(1) Version africaine de club populaire, entre le salon de western et les boîtes de nuits où se dansent les musiques zaïroises, congolaises, et camerounaises.

JAZZ

Paris ne se contente pas d'être la capitale d'Europe la plus riche en clubs, c'est aussi la terre d'élection des festivals et des grands rassemblements qui aux rythmes des saisons se chargent de rappeler que le Jazz est encore une musique vivante.

Paris, capitale du Jazz cela commence à être vrai, le jazz sort du ghetto des caves enfumées pour s'istaller dans des clubs confortables.

Au mois de mars dernier au coeur de la défence, ce « *Manhattan français* » un nouveau club a ouvert ces portes au jazz : « *Jazz Unité* ».

Le mois de mars a accueilli Archie Shepp toujours égal à lui-même, à la sonorité fabuleusement écorché accompagné du pianiste Mal Waldrom un des plus grands pianistes des années 50 (et méconnu). Ce merveilleux pianiste contraste avec la violence et l'intimisme de Shepp par un calme déroutant au langage émotif retenu. Il est d'ailleurs reproduit dans les mêmes lieux en duo avec le fougeux Johnny Dyani où l'on a pu apprécier ces recherches harmoniques et ces merveilleuses ballades.

Richard Raux a pu exprimer dans ces lieux le message de Coltrane soumis à l'appel de l'Orient et de l'Afrique. Ces compositions trahissent sa culture musicale et son ouverture à toutes formes d'improvisation. C'est avant tout la musique vivante que jazz Unité veut promouvoir, il s'agit de s'ouvrir à toutes les formes musicales, de faire venir des musiciens qui ont quelque chose à dire comme David Murray, maître dans l'art de l'improvisation, il s'emploie surtout à produire un maximum de « *feeling* ». Cette volonté d'assumer le Jazz comme mode d'expression universel accessible à toutes les cultures et à tous les systèmes musicaux, c'est ainsi qu'à Jazz Unité le jazz fleurte avec la musique bretonne traditionnelle avec François Tusques et les sonneurs bretons.

J'oubliais de signaler que le prix d'entrée y est plus que modeste : 25 F.

Un autre lieu à surveiller de près : « *le New Morning* », 7 rue de Petites Ecuries, dans le 10e, ce lieu riche en évènements musicaux n'a pas fini de nous étonner dans un cadre autrement sympatique qu'une salle de concert on a pu y voir le « *Randy Weston octet* » plein d'idées de bonne humeur et de swing, et aussi le merveilleux pianiste sud-africain Dollar Brand (Abdullah Ibrahim), s'il fallait le décrire sommairement, on pourrait le décrire comme étant la transcendance des chants sud-africain à travers l'influence de Duke Ellington et de Thélinius Monk.

La programmation de ce club n'a pas fini de nous surprendre après la prestation fabuleuse d'Art Pepper (sax) qui d'apparence n'a rien de révolutionnaire que ce soit au niveau de la forme utilisée (quartet) ou celui du type de discours soliste l'émotion y est toujours présente ce qui fait que chacune de ces interprétations une aventure : une ballade aux accents aérés peut s'animer, se soulever jusqu'à atteindre le délire en des phases bouleversantes qui n'ont d'autre part de résolution que le cri.

Parrallèlement au Jazz « *le Dreher* » semble se consacrer au blues après avoir écouté Booker T. Laury ce pianiste chanteur très attachant, on a pu écouter avec plaisir Little Willie Littlefield au répertoire composé de solides Boogie Woogie jouer avec fortes basses ainsi que des ballades en demi-teintes blues.

Il serait injuste de ne pas rendre hommage au théâtre « *Dunois* » qui dans leur effort continu n'ont cessé de nous présenter des musiciens comme Eduardo Kohan, Dere Bailey, Querlier et Nozati.

Dalila Zouaoui

CARTE DE SEJOUR :

DITE—LE EN MUSIQUE

LE premier groupe rock parlant arabe nous vient de Lyon. Une ville où ça chauffe côté « *jeunes immigrés* », comme chacun sait. Heureux berceau pour « *Carte de séjour* » qui a le vent en poupe et n'est pas sûr d'y prendre sa retraite.

La première fois que je les ai vus c'était à la fête qui clôturait la grève de la faim de Lyon. Une gentille soirée de patronnage où se succédaient les danses folkloriques des petites filles de Gerland et l'inévitable sketch où on voit le pauvre immigré qui en prend toujours plein la gueule.

Je bayais dans mon coin, quand je vis soudain cinq loubards sauter sur scène et installer fébrilement leur matos. Qu'est-ce que ces martiens venaient faire dans cette galère ? Ça explose aussi sec : un rythme d'enfer, grinçant, haletant, du hard-rock à l'AC—DC. Plus moyen de glisser un mot à son voisin. Justement le mien, un vieux de Bejaïa qui travaille chez Berliet, a les cheveux qui se dressent sur la tête. Car un petit mec au rictus inquiétant vient de se saisir du micro, se contorsionne, se met à hurler des mots qui m'ont tout l'air d'être du parfait arabe du Clos-Salembier. « *Ah ça mon fils,* s'étrangle le vieux, *c'est pas possible, c'est du blasphème* ». Il se lève en brassant l'air de ses bras mais le public, qui s'est levé aussi, semble branché sur une autre longueur d'onde : il trépigne, se met à battre rageusement la mesure. Papa, ta « *seconde génération* » fout le camp, elle a pris une fusée en marche pour la planète d'à côté.

La chanson suivante est plus chaloupée. Ce serait peut-être du reggae, mais en vraiment très sec lui aussi. Ils ont tous les culots, ces gars-là. Mais, au fait, que disent les paroles ?

« *J'suis parti chercher un appart ... C'est mille balle par mois qu'il m'a dit ... Un peu chéro mais j'le prend quand même j'ai pas le choix ... J'lui sors la fiche depaye et tout le bazar ... Désolé qu'il me dit, faut être français ... Pourquoi que j'lui demande ... C'est pas ma faute, qu'il me dit ... Je me suis cassé avant de le frapper ... J'suis parti pour une autre agence (idem) ... Un jour viendra où j'déciderai de rentrer chez moi ... J'irai acheter mon billet à l'aéroport ... Désolés, qu'ils seront capables de me dire, faut être français ... etc* »

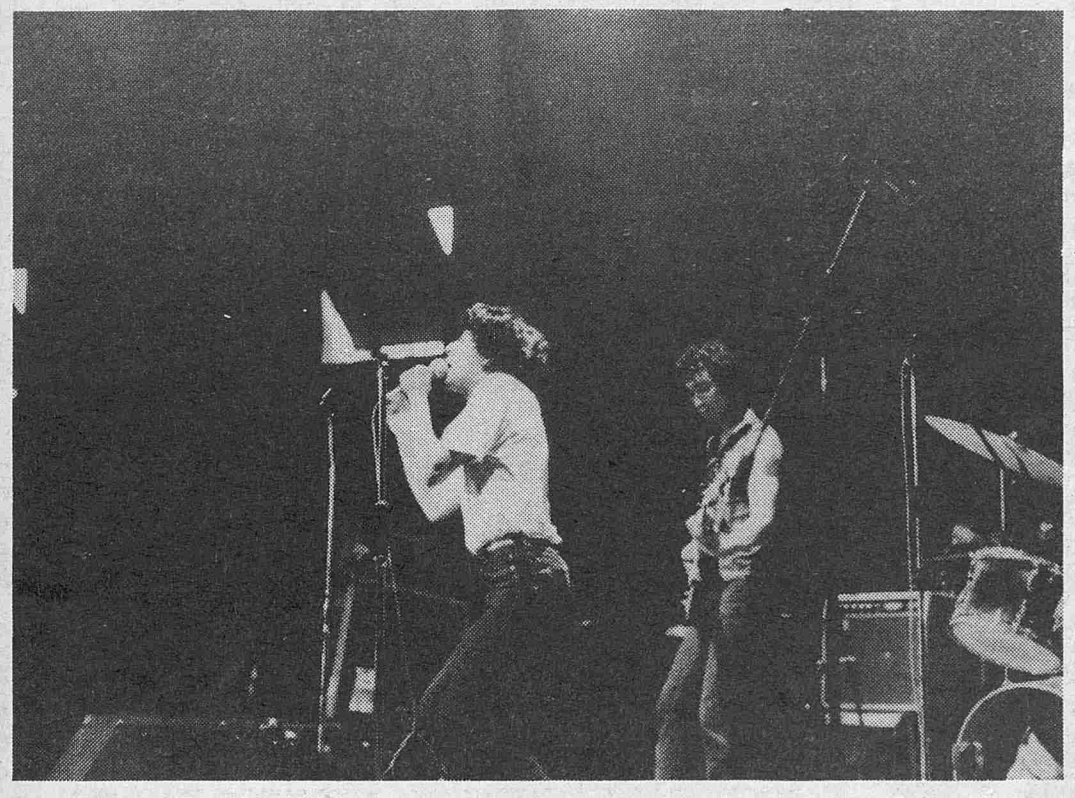
Il y a aussi « *la moda* » où Rachid (le chanteur), malgré son « *brushing et toute la gamme* » se fait vider de la boite de nuit. « *Mais qu'est-ce que j'ai encore oublié ? Ah oui, peut-être de me teindre les cheveux* ». La vie quotidienne dans Babylone, ses merdes et un grand éclat de rire pour oublier tout ça. Quelle pêche ! Ça nous change des leitmotivs précédents.

Ça me rappelle « *Week-end à Nanterre* ». Trois ans après et en musique. « *Week-end* » ce fut le pionnier du théâtre de la « *génération zéro* » (comme on dit encore dans les bureaux d'études) ; « *Carte de séjour* » (qui est le seul à chanter en arabe sur une musique d'ici) est sûrement le pionnier dans cet art supérieur. En aussi offensif.

Au départ, il y a un an, ils étaient trois copains de Rilleux, une ZUP de la banlieue lyonnaise, qui bossaient chez Thermics, une boite qui a la sale habitude de vider les jeunes au bout de trois mois. « *Les arabes du moins* », précise Rachid, *parceque quand les boat-people sont arrivés, il y en avait plus que pour eux* ». Tension machiavélique entretenue entre les deux communautés qui règlent souvent ça aux poings et au couteau, le week-end, à la patinoir de Perrache. « *Si c'est pas malheureux de voir les colonisés s'entredéchirer sous les yeux de leur maître,* soupire Rachid.

-Je parle très mal l'arabe, des mots appris par bribes par-ci, par-là. Je suis arrivé d'Oran à douze berges.

Mais je crois que c'est en sentant que j'appartenais à une race maudite que j'ai décidé de ne chanter que dans cette langue. Par défi, par provoc.



—Par solidarité avec ton père peut-être aussi ?

- Ça c'est moins évident. On est semblables en tant que musulmans. La religion ça donne une force, une sorte d'auto-discipline. Mais lui il est vraiment de là-bas, il repartira. Moi pas. Je suis retenu ici par ... je ne sais pas quoi, beaucoup de choses, la musique d'abord. Ici j'invente, je progresse. Là-bas, ça commence à reculer, les frères-musulmans, les fanatiques, c'est le Moyen-Age, c'est inquiétant. C'est comme le sort des femmes. J'en parle dans la chanson de « Zoubida ». Elle se suicide pour ne pas être mariée de force. Si la femme n'est pas libre, l'homme ne l'est pas non plus. Les vieux immigrés avancent peut-être matériellement mais pas psychologiquement. Il faut combattre tous les tabous.

Il réfléchit. « *Le lien avec mon père, si tu veux, c'est le nom du groupe. Lui il a une carte de séjour parce qu'il est immigré. Et moi je suis immigré parce que je me baptise « Carte de séjour »*

Inutile de dire que c'est Rachid qui a trouvé le nom. C'est le fonceur de la bande. Pour l'accompagner, Mohamed et Moktar, deux frangins arrivés très jeunes (aussi) des faubourgs de CAsa, se mettent à gratter les accords. Ils s'exercent six mois près de la MJC sur du matériel qui appartient à d'autres. Un batteur d'occasé « *qui n'est pas dans le trip* ». Jusqu'à la rencontre providentielle avec Djamel, étudiant, algérien né à Lyon, qui fait du jazz-rock en anglais dans un petit studio semi-pro avec le groupe « *Scoum* ». Il a le coup de foudre pour les textes rageurs de Rachid et son culot à les dire à tout prix dans la langue du prophète. L'intellectuel abandonne sa notoriété un peu factice et vient tenir les baguettes à Rilleux avant de leur trouver un local en ville. Eric les rejoindra peu après. Il peut jouer éventuellement de la guitare à l'orientale. Eric est pied-noir, de la deuxième génération, ça va de soi.

« *On est complètement multiracial,* rigole Rachid en enlassant sa petite copine punk outrageusement teinte en vert. Ses parent sont d'honorables notables du centre de Lyon qui n'habitent pas loin du restau où Rachid fait maintenant la plonge, entre les répétitions systématiques de l'après-midi et les retours nocturnes en grande banlieue. « *Au fait, tu ne connais pas une piaule de libre pour ce soir ? J'ai pas le droit d'aller chez elle* ».

Pas sûr que ce soit la zone encore longtemps pour eux. Les derniers mois furent foudroyants. Premiere apparition le 30 octobre devant mille personnes au « *Rock against Peyrefitte* » local.

Un triomphe. Depuis on les demande dans toutes les MJC de la région. Mais Djamel, persuadé qu'ils valent mieux que ça, s'est mis en cheville avec un petit promoteur parisien qui leur concocte un 45 tours. Entre-temps « *Actuel* », qui commence à avoir un sérieux feeling pour les « *rebeux* », vient de leur consacrer trois pages. C'est parti.

- Ça ne va pas te tourner la tête, Rachid ?

C'est le strict minimum pour pouvoir faire du boulot correct. Tu peux être un grand poète le ventre creux. Mais le matériel, le temps de studio, la recherche, ça coûte. Jusque là on a mis le paquet pour se faire reconnaître un peu spectaculairement à l'arraché. Ce qu'on voudrait maintenant c'est pouvoir mûrir ensemble. Jimmy Hendrix ne s'est pas fait en un an.

- *D'ailleurs le rock,* continue Djamel, *c'est pas notre idée fixe. C'était un moyen d'expression immédiat. Mais c'est un peu trop blanchi et ça demande beaucoup de matos. On aimerait virer plus sur le reggae et la soul-funky. Ça rassemble deux cultures, ça pulse mieux dans notre nature et à la limite, il suffit d'une casserole. On serait plutôt pour un retour à la sobriété.*

Mais ça demande du temps.

- Et les prospections des Nass el Ghiwane, par exemple, ça ne vous touche pas ?

- Le problème c'est qu'ils font la même chose depuis dix ans. En Occident on ne peut pas être paresseux. Si tu stagnes, tu disparais. En plus nous sommes à un carrefour de cultures. Elles nous fascinent toutes, l'arabe, l'africaine, l'américaine, l'antillaise, la brésilienne, le flamenco ... La musique est universelle, elle appartient à tous. Ici, je me sens vraiment universel.

Entre Rachid le poète qui voudrait, dans ses paroles, s'attaquer à tous les tabous et Djamel, le musicien, qui se sent planétaire, je commence à planer, me disant (la social-démocratie aidant) que pour eux c'est la sortie du tunnel

- Au fond, tôt ou tard, vous ne chanterez peut-être plus en arabe.

RAchid me rappelle brutalement à l'ordre.

- Attention mec ! C'est pas parce qu'on s'élargit aux autres qu'on va oublier qui on est et d'où on vient. Nous, on vient du Bronx. Même si on reste dans ce pays, on y sera toujours comme des noirs aux Etats-Unis. Socialisme ou pas, il n'y a pas d'illusions à se faire. Notre revanche est culturelle. Nous espérons qu'elle sera suffisante et qu'elle déteindra sur les blancs.

Propos recueillis par Jean-Louis Hurst

PARIS

SAMEDI 18 JUILLET

• **LIGHTININ'HOPKINS, Muddy Waters blues Band,** 20H *Olympia*

• **XENO,** 18h à la *Roquette*

• **VOIE DE FAIT;** rock *Golf Drouot,* 22 heures

DIMANCHE 19 JUILLET

• **C. Ferly,** guitare, (Sanz, Tarrega, sor Albeniz), 16h30, *Chapelle St. Louis de la Salpétriere*

• **Roula Safar,** *chants du Liban,* 16h. **Eglise St. Merri**

• **Chick Corea Quartet,** jazz 20h. *Olympia*

• **CREPUSCULES DANSANTS** 18h. *au Dunois*

LUNDI 20 JUILLET

• **KING'S MUSIC OF LONDON** 18h30, *Hôtel Nikko*

• **HERBIE HANCOOK, Rock Carter, Tony Williams Marsalis,** jazz, 20H. *Olympia*

• **PHAROAH SANDERS QUARTET** jazz 21 H. *au New Morning* (+ le 21)

• **STING TRIO OF NEW YORK** jazz 21 H. *Dunois*

MARDI 21 JUILLET

• **KING'S MUSIC OF LONDON** (Purcell), 18h30, et 20h30, *Eglise St Merri*

• **MAJOR HOLLY'S Tribute to Louis Jordan, Basie Alumni All Stars big band,** jazz 20h. *Olympia*

• **MAGIC SLIM QUARTET,** blues, 20H. 30 *Chapelle des Lombards* (jusqu'au 8/08)

MERCREDI 22 JUILLET

• **GENE MIGHTY FLEA CONNORS quintet,** jazz, 21h.30, *Caveau de la Huchette (jusqu'au 31/07)*

• **MC COY TYNER GROUP, Cedar Walton Trio,** jazz, 20h. *Olympia*

• **GIL EVANS BIG BAND,** jazz, au *New Morning* (+ *le 23)*

VENDREDI 24 JUILLET

• **EDJA KUNGALI, Hamsa Music afro jazz,** 21h. *Dunois, (+ le 25)*

• **DAVID SCHMITTER QUINTET** jazz, 21 h. *New Morning* (+ le 25)

SAMEDI 25 JUILLET

• **FRANCE** rock, 22 h. *Golf Drouot.*

LUNDI 27 JUILLET

• **DEXTER GORDON QUARTET,** jazz, 21h. *New Morning*

MARDI 28 JUILLET

• **DIZZY GILLEPSIE QUARTET** 21 H. *New Morning* (jusqu'au 1/08)

MERCREDI 29 JUILLET

• **CINELU QUARTET,** Jazz, 21h. *Dunois* (+ le 30)

VENDREDI 31 JUILLET

• **ART STUDIO,** Jazz, 21 H. *Dunois (+ le 01/08)*

DIMANCHE 2 AOUT

• **R. GUERIN BIG BAND** jazz, 21 H. *Caveau de la Huchette (+ le 2)*

MARDI 4 AOUT

• **BENNY WATERS, G. Colliers quartet** jazz, 21h30, *Caveau de la Huchette* (jusqu'au 11/08)

LUNDI 10 AOUT

• **A. FELLEGI,** piano (Bartok : 15 chansons populaires hongroises), 18h30. *Radio France*

MERCREDI 12 AOUT

• **G. COLLIERS LONDON All stars,** jazz 21H30 *Caveau de la Huchette* (jusqu'au 24/08)

Super Mama Djombo, le groupe national de la Guinée Bissau, les auteurs de Pamparira, seront le 25 juillet de 21 h à l'aube à l'Hôtel de ville de Mantes la Jolie. Un super concert.

PROVINCE

Nord pas de calais

COTE D'OPALE

3 Juillet—16 AOUT

• **CETTE ANNEE,** ce sont 16 communes littorales du Pas de Calais qui sont concernées. Des Solisti Veneti à Léo Ferré, de Jean Philippe Collard à Baden Powell, le programme s'ouvre à toutes les musiques et c'est fort bien ainsi.

Renseignement : 37 rue des Pipots. 62200 Boulogne/S/Mer. Tél. (21) 30 40 33

Bretagne

FETES DE CORNOUAILLES

21—26 JUILLET

• **FEST—NOZ,** concours de sonneurs, danses traditionnelles et défilés en costumes dans les rues de Quimper. C'est un carnaval de Rio à la mode de Bretagne. Mais on ne sait plus très bien si le tourisme vole au secours d'une culture menacée ou s'il se développe à ses dépens.

Rens : 1 bis rue du Pont l'Abbé. B.P. 77—29103 Quimper, Tél. 98/55 53 53

FESTIVAL INTERCELTIQUE DE LORIENT

7 AU 16 AOUT

• **150 MANIFESTATIONS, 5 000 musiciens,** chanteurs et danseurs venus de Bretagne, mais aussi d'Ecosse, d'Irlande, du pays de Galles et de l'Ile de Man. Jetez-vous tête baissée dans l'orgie de bombardes et de binouis, dans le tournoiement des jupons noirs et des coiffes blanches.

Rens : Hotel de Ville, 56100 Lorient, Tél. 97/21 20 51

BREST

•**DU JAZZ AVEC UNE NOTE** de soul music. Chuck Berry + invité (24), *Sucre Bleu et James Brown* (le 25), *Dexter Gordon et Oscar petterson* (le 26).

Rens : Tél. 66/81 14 73

• **LUTHER ALLISON** blues, 12 à 20 h. au Parc Penfels.

LES FOUGERETS

• **FESTIVAL FOLK** blues, jazz le 29/08

HEDED

• **8e FESTIVAL** du 8 au 16 août, Lieder quartet le 16. Jack Dieval trio, jazz le 14 à 22h.30. Mickey Baker Blues le 11, Al Livra, jazz le 12. Les Haricots rouges, jazz le 15.

RENNES

• **FESTIVAL 24—26 JUILLET** au Parc des Bois, James « *Blood* » Ulmer, James Brown, S. Martyn, R. Mc Tell, Steeleye Span, Steel PUlse, Chicken Shack, Elliot Murphy, Albert Collins. Chick Corea. Al Jarreau.

ROCHE JAQU

20 AU 23 AOUT

• **DU JAZZ EN PAYS** celtique.

Bolcato/Clans, Lockwood/Beck, Texier/Humair (le 20). Couturier/Celea/ Jerreau les étoiles (21), Portal, Humair, Mahieux (22).

Marmonde/Guerineau, Mangelsdorff, feu d'artifice orchestra, Auzier dud Co (23).

Rens : Chateau de la Roche Jagu, 22 260 Ploezal. Tél. 96/95 62 35

PROVINCE

PROVENCE/COTE D'AZUR

• **IIe RENCONTRE internationale du Cirque de Bollène 3—28 AOUT**

Le cirque serait une vieillerie tout juste bonne à figurer au musée de nos nostalgies. Beaucoup l'affirment. N'en croyez rien ! On peut faire confiance aux professeurs de l'Ecole Nationale du Cirque pour former les acrobates trapézistes, écuyères, jongleurs et clowns dont le cirque a besoin pour vivre.

Rens : Mairie de Bollène. Place Raynaud de la Gardette, 84500 Bollène. Tél : 90/30 97

SAINT—REMY DE PROVENCE

24 AU 28 JUILLET

• **Un petit festival** dans un petit coin de maquis. Albert Collins (le 24), Lavelle, Eddy Louiss (le 25) Humair, Barry Altschol, Martial Solal (le 26), Anche Doo Too Cool (alias Harpin/Paboeuf), Etron Fou, mike Westbrouk (27) Martin St. Pierre et Baden Powell (le 28)

IIIe FESTIVAL DE SALLANCHES

DU 21 AU 24 JUILLET

• **En allant de Suisse vers le Midi** faites un détour par ce bourg de la vallée de l'Arve. Du Negro spirituals au quartet de Dizzy Gillepsie, quatre jours de bon jazz pour les campeurs du coin.

NIMES

• **N'hésitez pas d'aller** vous engoufrer dans les arènes à la tombée du soleil, voir torréadorer le saxophone. Au programme de mises à mort, vous verrez Lionel Hampton big Band, René Urtreger quintet (le 12), Dizzy Gillepsie, Pandemonium de F. Jeanneau (le 13), Hightin Hopkins, Albert Collins (le 14). Dexter Gordon quartet. Didier Lockwood quartet (le 15), Chick Corea quartet, Claudine Anima Myers « *The voice choir* » (le 16). Herbie Hanckock quintet, Martial social big band (le 17), Mohal Richard Abrams orchestra, Swing String System. Henri Texier quartet (le 18).

Rens : jazz club 45 rue Flamande 3000 Nimes. Tél. 66/ 67 90 53

CHARTREUSE DE VILLENEUVE LES AVIGNONS : VIIIe

• **RENCONTRES internationales d'été**

5 JUILLET—30 SEPTEMBRE

Le programme du Centre de RE-cherches de création d'animation est extrêmement riche : outre le théâtre, la danse, le mîme, diverses expo. . . . . sitions et rencontres. Plusieurs remarquables cycles de concert y figurent. Musiques liturgiques de différentes traditions : Soufi le 11 juillet, chant grégorien le 18 ; musique médiévale espagnole, le 25 ; musique byzantine le 29 ; et musique du Maroc le 8 août.

Rens : C.I.R.C.A. la Chartreuse, 30 400 Villeneuve-les Avignons. Tél. 90/25 05 46

PROVINCE

ETE MUSICAL D'ANTIBES

3—29 AOUT

Cette fin de siècle adore les monstres sacrés du chant et la pyrotechnie vocale. Et, si « *notre civilisation* » devait mourir, ce ne serait pas au son des trompettes du jugement dernier, mais bercée des trilles, roulades et prouesses en tous genres que lui produgue une poignée de supervedettes voyageant à tire-d'aile. Montsenat Caballe donne un récital, le 11. C'est l'évènement indiscutable de ce festival. Mais il ne faut pas oublier Baden Powell, le 21.

Rens : Maison du Tourisme, 11 place De Gaulle, 06600 Antibes. 93/34 55 64

LA GRANDE MOTTE

• **FESTIVAL MEDITERRANEEN** Baden Powell, guitare brésilienne aux Arènes.

Au jardin des sculptures de Port Camargue, Paco Ibanez le 28 juillet. à l'église St. Augustin de la Grande Motte, guitare avec Pagoya le 20 août. A la salle de la clape au Cap d'Adge le 5 septembre du jazz avec Petrucciani à la place Martinique à Port Barcarès, le 11 juillet. Le Golden Gate quartet et le 10 août, M. Solat et Petrucciani et à la place de la Cellera, à Thuis de nouveau, Paco Ibanez, le 27 juillet.

FESTIVAL DU JAZZ D'ANTIBES—JUAN LS PINS

17 AU 25 JUILLET

• **UN FESTIVAL, VIEUX DE 22 ANS** très cher, destiné uniquement aux gens qui ont de la thune : les bourges, Monsieu jack Lang va prolétariser ce genre de festival.

Al Jarreau (17), Sarah Vaughan, Monty Alexander (18), Ray Barreto, Eddie Palmieri (19), Chick Correa, Alma Nova (20), James Brown (21), Pharaoh Sanders, Mc Coy Tyner (23), les Big Bands de Martial Solal et Gil Evans (24)

Rens : Maison du Tourisme : 06000 Antibes. Tél. 93/93 95 64

FESTIVAL DE NICE

11 AU 21 JUILLET

• **LA GRANDE PARADE** du jazz n'a pas lieu sur l'esplanade des « *englishs* », mais sur la colline de Cimiez. C'est le festival le plus vieux de l'hexagone, par ses spectateurs : des retraités.

Parmi les quelques deux cents cinquante musiciens qui l'animeront cette année : Herbie Hancock, Chick Corea, Dexter Gordon, Lionel Hampton, Dizzy Gillepsie ... etc. Inutile de prolonger cette liste : dans une forte proportion, ce sont les mêmes qui à Antibes ou Montreux.

Rens : Hôtel Mercure. 2 rue Halevy. 06000 Nice. Tél. 93/85 09 35

SALON DE PROVENCE

20 AU 25 JUILLET

• **JAZZ AVEC UNE NOTE** de salsa. pour Bourges, noeud de pap. et thunes en poche.

Al Jareau (20), *Mc Coy Tyner* (21), *Tania Maria* (22), *Muddy Waters* (23), *Ray Barreto* et *Azuquita* (24), *Hampton Big Band* (25)

CENTRE

FESTIVAL MONDIAL de folklore

18 AU 27 JUILLET

A Gannat, douze groupes de la Suède aux Philippines ont été selectionnés. On attend plus de 25 000 spectateurs. Le grand spectacle en plein air du 25 sera retransmis en direct par TF1.

Rens : Festival mondial de folklore av. de la République, 03800 Gannat. Tél. 70 /90 12 67

PROVINCE

Fval INTERNATIONAL DE FOLKLORE DE BAYONNE ET DU PAYS BASQUE

21 JUILLET AU 5 AOUT

• **16 PAYS PARTICIPENT** à ce grand rassemblement qui fête, cette année son 10e anniversaire.

Rens : 18-230 rue Benoît-Sourigues. 64100 Bayonne. Tél : 59/55 07 93

FESTIVAL DE SAINT—EMILION

JUILLET—SEPTEMBRE

• **SI VOUS N'AIMEZ PAS** la guitare, passez votre chemin ! Baden Powelle, Boulou et Elios Ferié, Boel et Robach, le trio de Philippe Catherine Sebastian Maroto et José Pisa : une superbe belle brochette bien accordée et une bonne cuvée !

Rens : Office de tourisme. 33 330 Saint-Emilion.
Tél. 56/24 72 03

FESTIVAL DE JAZZ D'HOSSEGOR

14 JUILLET AU 25 AOUT

• **UNE PINEDE SUR LA** Côte landaise, du jazz avec des américains prestigieux (Dizzy Gillespie, Stan Getz). Vous écouterez des jazzman français et des formations locales. En tout, près de 50 solistes ou ensembles parmi lesquels : Stephane Grapelli, Didieu Lockwood, Christian escoudé, Bernard Lubat, Daniel Humair, Michel Portal, François Jenneau, Henri Texier. Le Big Band de Pau et le jazz Workshop de Bordeaux.

Rens : St. Place Louis Pasteur. 40 150 Hossegor.
Tél. 58/43 51 66

PROVINCE

FESTIVAL D'UZESTE (LANDES)

10 AU 23 AOUT

• **LE FESTIVAL DE BERNARD** Lubat, qui chaque année depuis trois ans, regroupe des copains et ne laissent à l'improvisation musicale et poétique : Michel Porta. Lubat, Ernest Pignon, Benedetto et Veysse REnaud et bal avec Pous Pignadas (27).

Musique du Sud, musique des régions, le trio de Claude Barthélémy, jazz en poésie, opéra rock et bal avec le Sporting occitan swing (28). Musique du sud théâtre de Cusiine, bla quebolle, danse avec la Compagnie Dominique Baguet, Patrick Fort avec Portal, Drouet, parade de nuit, artifice opéra, fanfare de Bazas et Artifice Opéra (29). Foot, Uzeste All Stars jazz 81 avec Kenny Clarke, Utreger, Michelot, Chautemps Lubat, à 20 h. le Workshop de Lyon, Eddy Louis Lubat, Portal et bigre band (30).

Rens : Bernard Lubat, Moulin de Fortis, Nouillan. 33 730 VIllandraut. Tél. 56/25 38 10

• **MUSIQUE EN COTE BASQUE**

26 AOUT—10 SEPTEMBRE

Teresa Bergansa, Krystian Zimerman, Salvatore Accardo, James Galway, les Beaux Arts trio, le nouveau quatuor de Budapest, Maurice Cendron ... La liste est impressionnante. Tu m'étonnes, ils ont mis le paquet.

CLIOUSCAT

14 AU 16 AOUT

• **TROIS JOURS DE JAZZ** dans un petit village de la Drome, avec Auzier, Humair, Lubat, J.P. Drouot, Portal, André Jaume, Sclairs/Bolcato quatuor de saxes ...

Rens : Tél. (75) 61 01 97

ETRANGER

ANGLETERRE

LONDRES

18—19 ET 25—26 JUILLET

• **QUATRE JOURS DE CONCERTS** ininterrompus avec presque tous les musiciens qui se sont produits cet été en Europe.

Chuck Berry, Chick Correa/Roy Haynes/Joe Handerson, Gary Peocock, Basie Alummi, Mel Torme, Bob Crosby and the Bopcats, Larry Coryell, Dorothy Donegan, Flip Philipps (18), Al Jarreau, Herbie Hanckock, Airto Moreira, Concord All stars, Lee Konitz, Stan Tracey, Milt Hinton, Ross Trompkins, Teddy Wilson (19), Ella Fitzgerald, Jimmy Rowles, Mc Coy Tyner, Lightin Hopkins, Albert Collins, Buddy Defranco, Teny Gibs, Magic Slim, Sadao Watanabe, Trummy Young (25) Sarah Vaughan, Lionel Hampton, Chuck Berry, Muddy Waters, Eddy Vinson, Mayor Holly, Red Rodney, Ira Sullivan Richie Cole, Zoot Money, Humphrey Lyttelton, George M'Lely (26).

ITALIE

FLORENCE

• **POUR CEUX QUI SERONT** en Italie, faites un détour par Florence, une très belle ville et de plus de très bons concerts de beaucoup d'Africains du sud, réfugiés en Europe comme Chris Mc Grégor et Dollar Band.

Mike Westbrook Brass (le 14 juillet), Gil Evans Big Band (le 16 Juillet), Donald Ayler sextet (le 18 juillet), Blue Notes avec Mc Gregor, Pukwana Dyani, Moholo (le 10 juillet), Dollar Brand African Group (le 22 Juillet). Mombasa (le 24 Juillet).

Ces concerts sont gratuits à partir de 21 h. sur la place S.S. Annunziata entre le mardi 14 juillet et le 24 Juillet.

ETRANGER

TORINO

L'IMMIGRATION DU TIERS-MONDE VERS L'EUROPE
1 au 8 AOUT

CETTE RENCONTRE par le contact direct entre les immigrés et les institutions européennes intéressées, (mouvements de solidarité, syndicats, partis et organisations politiques).

les thèmes proposés pour la discussion des groupes sont les suivants :

Situation législative en europe et lignes de tendances ; ilsertion dans la société des pays d'acceuil (problèmes sociaux et culturels etc ...) ; aspects politiques et économiques du phénomène de l'immigration soit par rapport aux pays d'origine soit par rapport aux pays d'accueil avec de particulières références aux problèmes du marché du travail ; réponses des pouvoirs publics, des partis politiques (nouveaux types de coopération entre les états) ; le travailleur réfugié politique : aspects législatifs et politiques. etc ...

Langues : italien, français, allemand, anglais.

Rens : AGAPE; 10060 Prali (Torino). Italia. Tél. (0121) 8514

SUISSE

LEYSIN
DU 3 AU 9 AOUT

• **PREMIER FESTIVAL « African Roots »**

Le but des organisateurs est de montrer un autre côté du visage de l'Afrique : moderne, jeune, consciente et montante. Ne ratez pas ce festival,

Au programme, il y aura : *Henri Samba* (Cameroun), *Niama Makalou* (Mali), *Calvet* (Congo), *Esther Wilson* (Martinique), *Max Sellou Lolita et Pierre Akendege* (Gabon), le 4 aout.

Ken Motema, Hot Sauce, Tudo Bern (Brésil), *Nana N'Ketin* (Ghana), *M'Bamina* le 5 août. *Sam Ateba* (Cameroun), *Geoffrey Oreyma, Dou Lucky Zebila et Bonga* (Angola), le 6 août. *Memphis Slim, Linton Kwesi Johnson et Osibisa* en plein air le 7 août.

Sacy Perer, Sugar Blue, Manu Dibango, Djamel Allam, Bovick, Henri Guédon et Steel Pilse en plein air le samedi 8 août.

Linton Kwesi Johnson, un grand poète qui milite depuis plusieurs années contre l'oppression et pour les droits des noirs, nous viendra du ghetto de Brixton où il vit. Sa musique, son rythme, ses percussions vous prendront aux tripes.

BELGIQUE

BOECHOUT

1er ET 2 AOUT

SFINKSFESTIVAL

Gromlech (Pays de Galles), *Samboa* (Brésil), *Paula Lockheart Trio* (Blues-USA), *Le Quator, André Bialek group* (Belgique), *Queen Ida* et *Le bon temps Band* (musique cajun), *Canto libre* (Chili), *Akka* (folk Maroc), *Bonga* (Angola-mus. afro-Brésilienne), *Carlos Andreu* (Espagne), *Canyengue* (Tango-jazz, groupe animé par Juan José Mosalini), *Deka* (Afro-funk),

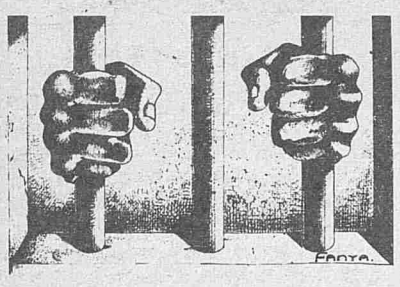
Bal folk
Dans le parc Sfinks, animation pour enfants, camping gratuit, barbecue ...

Informations :

Sfinks-heuvel straat 25, 2330 BOe chout, Belgique - Tél : 031 55 69 44

en France : Florence Trouillard « *Bouillon de cultures* », 16 rue du Dr Roux, 75015 Paris, Tél. 734 50 22

TUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRA



• **CHAQUE JOUR SOMBRE** chaque nuit blanche, de rêver d'une fille qui m'aidera à oublier ma solitude. Si vous êtes sensibles à mon égard, n'hésitez pas à m'écrire. Je cherche des correspondants de 18 à 24 ans. Réponse assurée. Bahar Mohamed, 105 492 D 422. Fleury Mérogis.

• **MOHAMED EN PRISON** Je cherche correspondants (es) de tous âges pour me redonner l'espoir pour un rayon de liberté qui fera rejaillir de mon coeur triste sans nouvelle espérance et pour lier amitié sincère et durable. Je ferai réponse à vous tous qui m'écrivez et vous en remercie d'avance. Kebli Mohamed 102 325 BT D1 Fleury Mérogis.

• **INCARCERES dans la même cellule du Triangle D2,** nous deux, anges naufragés pour avoir comme dit la justice, commis un délit. Etant sans liaison extérieure que ce soit, correspondance ou par visite extérieure. Laissons ce SOS à correspondant ou correspondante, jeune ou âgée afin de ne pas nous savoir naufragés dans ce triangle qui n'est pas autre que les tripales D2 , en espérant que vous ayez capté ce SOS, nous gardons l'espoir d'une réponse. Demikha Djamel. 104 G3 47. Brahimi Kamel. 102 703 63 47. Fleury Mérogis.

• **NATHALIE est éprise de liberté,** elle aime la littérature, les musiques et le voyage ... Dans la charette non celle des condamnés à mort mais celle des amnisties politiques on espère la voir bientôt ... Nathalie Merigon. N° 7442 — MAF 2 av. des Peupliers. 91705 FLeury Mérogis.

• **LIBRE BIENTOT,** on l'esprèe ... J. Marc Rouillan n° 99285 Fleury mérogis.

• **JEUNE HOMME aux yeux bleus,** 20 ans, voudrait communiquer par courrier avec jeune fille, libanaise, égyptienne et tunisienne ou marocaine. Bruno Buck, 62 50 D2 102290 Fleury Mérogis.

• **SECONDE GENERATION** souhaite correspondre avec personnes sérieuses ... Benfares Didier, 701486. 2/181 Fresnes.

• **ARTISTE ARME d'une solide patience** ... Bachire Mohamed, 697 626 3/393 Fresnes.

• **DESEMPARE** à Fresnes depuis un an, sans ressources, sans famille, d'une richesse de l'esprit sans mesure, ecrivez à Okene Ahmed Peri n° 698 410 31 391 Fresnes.

• **BIENTOT LIBRE** Les antiracistes et anti-nucléaires écrivez-leur en attendant leur sortie.

- Guittenez Julio, n) 97550 G3 22 D2 Fleury.

- J.M. Niang. n° 104640D3 II 34 32 rue de la Santé, Paris 75014

—JP Smadja, n° 200682 1/95 La Santé.

• **MORDANT LA VIE** à pleines dents, un optimisme de rigueur, il est un peu à l'image des personnages de « vivre vite » de Carlos Saura ... Espagnol, parlant bien le français, le portugais. Miguel attend.

Garcia Magin. N° 692 572 3/395 Fresnes.

• **ON EN A PARLE** à S. F. et on l'aime bien, c'est la « galère » pour Ali, de grève en grève de la faim ... Ali refuse des sanctions qui n'ont aucune raison d'exister. Envoyer des cartes, ecrivez, il y aura un réponse ... « As salam Ali ». Ali Cherif Mohamed. N° 67 3756 2/181 Fresnes.

• **IL EST BEAU,** rusé, on le dit généreux ... Il est bombé pour « bracage » ... Il est romantique, collectionne les timbres. Christian Richard ... n69 44 82 31 106 QE 1 av. de la Division Leclerc 94 261 Fresnes ... Ecrivez-lui ...

Perdu dans cet univers carcéral, jeune antillas désire correspondre avec celles de 18 à 40 ans pour liens amicaux et intimes. Georges Ecrard Barba, 103 275 P2 09 Fleury Mérogis.

• **DEUX JEUNES FILLES** arrivent du grand nord à Paris cherchent appartement contact Nadeira. 76 rue du Marchais. 59000 Lille. Tél. (20) 57 10 87

▪ **JEUNE AUTEUR compositeur marocain,** ayant composé plusieurs chansons en arabe et en français (il a composé aussi musique de films), cherche un arrangeur et des musiciens pour enregistrer des disques.

Prière de le contacter au n° 252—04 40 ou écrire à benabid El Arbi 14 rue le Verrier, 75006 Paris.

• **ASSOCIATION** (loi 1901) cherche bénévoles motivés pour travailler avec les femmes et les enfants immigrés à Bagnolet, Montreuil et Stains, 2 à 3 après-midi par semaine. Stage de formation assuré.

Contacter, SFM, 4 square Vitruve, Paris 20. Tél. 360 58 70

CENTRE D'ECONOMIE recherche animatrices bénévoles pour des activités de couture et de tricots, d'alphabétisation, de garderie d'enfants ou rattrapages scolaires. Minimum 2 après-midi par semaine. Ces activités s'adressent en majorité à des femmes maghrébines. **Rens :** Secours Catholique, 4 rue Daubiguy. Paris 17e. Tél. 622 19 43

▪ **DEUX GARÇONS** 30 et 35 ans (enseignant et travailleur social) en vacances en Aglérie du 23 août au 13 septembre souhaiteraient pouvoir rencontrer Algérien (es). Autrement qu'en touristes cons. On aimerait bien aussi pouvoir trouver autre hébergement qu l'hôtel trop cher pour notre bourse et pas passionnant. Contac, Daniel Castiglia, Laplace, 32360 Jégun. Tél. (62) 64 54 92

▪ **SANS FRONTIERE** cherche si vous avez une télévision en trop, magnéto, dactylo. Sans Frontière est preneur ou bien à l'administration. Merci.

▪ **NIAMEY** je pars dans quelques jours pour travailler au Niger, d'abord à Niamey puis dans le Sahara près d'Agadir, aimerais rencontrer nigérien (nes) avant mon départ, pour informations et adresses. Tél au 776 42 21 Poste 6669 à Jean-Luc Planes.

• **NIGER :** Cherche 2 passagers pour Agades (Niger), départ entre le 1er et le 5 août. Participation aux frais d'essence, 600 F par personne. Michel, 634 17 84

Farid vient d'avoir ses 30 ans, il s'est mis à son oreille un chouet diam. Mais vu son vieillissement, il en perd ses dents ...

• **AFRIQUE** Recherche passager (res) pour aller en Afrique Noire (Niger, Benin, Togo), via le Maroc et le Sahara Algérien. Départ prévu le 15 août. Ecrire le plus tôt possible à Huet Pascal. 1 rue du Foyer Rural, ST. Florence, 85140 Les Essauts.

Le rêve de la vierge

Par Abdelkader Zibouche

Suite et fin

On le surnommait Moustache, Titre dont était fière sont épouse et qui, de surcroît, faisait jaser les soeurs, les cousines, les amies ainsi que les dames respectables du quartier. Se sentant solidaires dans leur inconstante jalousie à l'égard de Mme Malek, ces nombreuses adversaires considéraient que Dieu les avait amèrement châtiées en les enchaînant à des maris privés de tout signe extérieur de virilité, par exemple une moustache particulièrement abondante qui dissimulerait la lèvre supérieure et même les commissures.

Malek était le boucher de la cité. Sa boutique se situait à l'intersection de deux ruelles fort populeuses. On le voyait tous les jours armé d'un couteau impressionnant, mais c'étaient plutôt ses yeux globuleux qui faisaient peur aux fillettes et leur donnaient la chair de poule. Pourtant, dans la pratique quotidienne de son difficile métier, Moustache était un boucher modèle. Il n'hésitait pas à recommander les meilleurs morceaux aux habitués, spécifiant le doigt levé que seule la bonne chère mérite, ici-bas, qu'on se démène. Loin d'être gratuite, l'affirmation de Moustache faisait réfléchir plus d'un, surtout durant le mois de Ramadan, ce « *mois mille fois béni* » qui « *nous aide à multiplier par cinq nos gains journaliers* ».

Moustache n'est pas seul aujourd'hui. Un vieux bonhomme à barbe blanche et au turban couleur de miel le regarde avec un air amusé. Moustache récite :

« *Ceux qui craignent la majesté de Dieu auront deux jardins ornés de bosquets. Dans chacun d'eux jailliront deux fontaines. Dans chacun d'eux, croîtront deux espèces de fruits. Ils s'étendront sur des tapis brochés de soie et brodés d'or ...*

(Les mots ... Les mots ... Comme du sable ... Les mots ...)

« *Les fruits des deux jardins seront rapprochés, aisés à cueillir ...* »

Les mots galopent dans sa tête. Il tient le Livre mais ses mains tremblent et ses lèvres remuent.

« *Là seront de jeunes vierges au regard modeste, dont jamais homme ni génie n'a profané la pudeur* ».

Les mots traversent la tête, parcourent l'immensité du cerveau (« *Elles ressemblent à l'yacinthe et au corail* »), percent les oreilles. Les mots ne tombent pas, ils cheminent, s'éparpillent dans le corps. Ouvert à l'extase du Verbe, le coeur tente de les retenir près de lui pour les aimer, pour les dresser en les pliant à une discipline stricte, en d'autres termes, les obliger à livrer en marge de l'abstrait l'Eden et ses délices promis. Mais, maintenant, ces mots fulgurants, il les voit agglutinés comme une grappe de raisin.

Puis comme une rêverie qui serait perchée sur une dune hors d'atteinte. Puis comme une statue lascive en train de s'effriter. Et le vent qui s'en saisit et l'emporte très loin aux confins de la vue puis, grâce à ses innombrables tentacules et dans un mouvement d'humeur imprévu, en rassemble les débris égarés pour les déposer au sommet d'une autre dune, plus élevée celle-là ; la statue a reconstruit son charme et Malek, homme errant, blême, voit tournoyer les mots au ras des pages saintes, d'abord lentement puis de plus en plus vite puis à un rythme obsédant, infernal ...

« *Là, il y aura des fruits, des palmiers et des grenades* ».

L'enfer des mots, l'enfer des signes ! O mes ancêtres, pourquoi le mot « *vierge* » ? Pourquoi le mot « *profaner* », ce verbe à la sève tentatrice ? Pourquoi l'enfer des mots cohabite-t-il avec le paradis qu'ils décrivent ?

« *Des palmiers et des grenades* ». Une grenade ouverte, les doigts s'y glissent et s'y lovent. D'autres doigts les rejoignent dans cet antre de la douceur rouge. Ce sont les doits d'une vierge, les doigts de la tentation qui le torture depuis quand ?

« *Des vierges aux grands yeux noirs renfermées dans des pavillons* ».

Les doits se referment sur les doigts. La main de la vierge est une surface lisse, infinie, sur laquelle danse et patine le désir de Malek. Les grands yeux noirs fascinent sa conscience (qui ressemble étrangement à une rescapée de vieux mythes), l'absorbent et en font une « *renfermée* » dans des pavillons où batifolent des vierges soumises à sa volonté identifiée à celle de Dieu.

« *Jamais homme ni génie n'attenta à leur pudeur* ».

Le rêqve de la vierge déferle. Il s'installe entre les pôles de l'esprit, chatouille le sommet de la mémoire. Toute l'anatomie de Malek vibre, il se sent brusquement malade. Mais il est surtout pris dans la Toile du Livre. Ses yeux arpentent les lignes ; la sorcellerie des mots existe, invisible mais souverainement puissante. Il ne sert à rien de lutter, il faut aller jusqu'au bout, accomplir le voyage du condamné semé de pierres tristes.

« *Leurs époux se reposeront sur des coussins verts et des tapis magnifiques* ».

Le rêve d'ici et de l'au-delà ne faisant qu'un. Où es-tu vierge à épouser ? Ici-bas, sur cette terre de soleil, arrosée par la pluie, ici entre les murs, sur un sol couvert de tapis et de coussins. Où te caches-tu, vierge à immoler à ma soif folle ?

Le désir jongle avec mes facultés. Où reposer, vierge de mes insomnies ? Le désir empoisonne ; je me sens malade ; je sens que mon désir polygame survivre à ma personne. Il hantera les lieux de mon existence, répandra son parfum mortel dans le corps de ma descendance ; il sera le fantôme des temps à venir.

« *Béni soit le nom du Seigneur, environné de Majesté et de Gloire* ».

Malek dépose le Livre. Il vient de lire pour la ennième fois la cinquante-cinquième Sourate du Livre. La meilleure de toutes, pense-t-il, sachant très bien qu'en portant un tel jugement de valeur, il introduit consciemment au sein de la Parole Divine une note critique scandaleuse. Blasphème, blasphème, s'écrie le vieux bonhomme à barbe blanche. La Parole de Dieu est Unique, Indivise, sa qualité de même que sa nature ne sont pas sujettes à caution. Ton choix, mon fils, est lié au désir, chose la plus individuelle qui soit. Tu blasphèmes, mon fils. Repentir égale pardon.

Le boucher a allumé une cigarette pour retrouver son calme. Il regarde ailleurs. Dehors, les klaxons des véhicules font croire à un surpeuplement.

TOUS LES SOIRS
DE 21 H 30 A MINUIT !
RADIO SOLEIL
Sur FM 98,2 Mgh
Téléphone : 606 15 68